

# VILLES ET CAMPAGNES

une complicité à cultiver

# DS

## DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Un nouveau  
site Internet  
pour la revue!

Découvrez l'essentielle complémentarité,  
selon CLAIRE BOLDUC

Empruntez des circuits économiques courts  
avec ÉRIC PINEAULT

Prenez connaissance de projets novateurs  
qui créent des passerelles entre urbains et ruraux

# Sommaire

## DOSSIER : LA COOPÉRATION RURALE / URBAINE

- 06** Pour un Québec fort de ses communautés ! Une complémentarité essentielle  
par Claire Bolduc
- 08** Vox pop par Maud Emmanuelle Labesse

## DÉFIS ET ENJEUX

- 10** La contribution de la ville au développement rural  
par Clermont Dugas
- 12** Pour une meilleure compréhension de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles  
par Claude Marois
- 14** L'occupation du territoire et les néo-ruraux au Québec : impacts et défis  
par Myriam Simard et Laurie Guimond
- 16** De l'électrification des campagnes à leur mise en réseau  
par Réjean Roy
- 18** Le développement des arts et de la culture comme moyen de se définir collectivement  
par Maureen Martineau
- 20** La proximité économique et productive pour mieux voir loin, une entrevue avec Éric Pineault  
par Maud Emmanuelle Labesse
- 25** Des sentiers entre ville et campagne  
par Maud Emmanuelle Labesse
- 26** À la découverte de « l'autre Outaouais »  
par Mélanie Chabot
- 28** La nécessaire complémentarité rurale / urbaine pour faire face aux défis démographiques  
par Olivier Brière
- 29** Facteurs de succès et retombées du réseau partenarial mis en place par *La Mauve*  
par Vincent Galarneau
- 30** Le marché de solidarité ou l'intégration des territoires urbains et ruraux  
par Jacques Caillouette
- 31** Le bon voisinage, ça se cultive !  
par Maria Labrecque Duchesneau et France Picard
- 32** Le Centre nautique de la Lièvre, un projet original et novateur  
par Robert Blais, Karine Desaulniers et Sylvie Filiou
- 33** Un microprogramme de 2<sup>e</sup> cycle à domicile  
par Maud Emmanuelle Labesse
- 34** Habiter la campagne... sans la détruire  
par Patricia Lefèvre
- 36** Pour un rapprochement entre urbanité et agriculture, ou la protection de l'agriculture par le développement local et la multifonctionnalité  
par Christopher Bryant et Ghalia Chahine

## SUR LE TERRAIN

- 22** Petit mais fort, parce qu'ensemble ! « Une contrée en montagnes dans Bellechasse »  
par Guy Boudreau et autres
- 23** Confluences tous azimuts  
par Bernard Lamarche et Julie Legault
- 24** Continuum ville / campagne : un projet territorial intégré  
par Kaissy Charbonneau
- 38** Le transport collectif sur le plan régional : un défi de collaboration et de coopération  
par Éric Couillard
- 39** Un branchement haute-vitesse qui accélère la coopération entre municipalités rurales !  
par Benoît Guichard
- 40** Si la tendance se maintient  
par Geneviève Chagnon



SUR LA COUVERTURE: Ariel Coulombe, fondateur du groupe Ariel, grand gagnant de l'édition 2009 des Francouvertes et produit de complicités interrégionales ! Ses membres sont originaires des quatre coins de la province: Sherbrooke, Baie-Comeau, Saguenay et Québec !

## NOS CHRONIQUES

- 01** Le mot de la rédaction  
par Mélanie Chabot
- 02** CHEZ NOUS EN RÉGION
- 02** Réseau québécois de développement social
- 02** Montérégie
- 02** Laurentides
- 03** Mauricie
- 03** Lanaudière
- 04** Abitibi-Témiscamingue
- 04** Bas Saint-Laurent
- 05** Baie-James
- 41** MONDE COMMUNAUTAIRE  
Un nouveau régime de retraite pour les travailleurs du milieu communautaire et des groupes de femmes : une initiative porteuse  
par Marie-Josée Ouellet
- 42** INNOVATION SOCIALE  
Les TI au service du développement rural  
par Caroline Mongrain
- 43** D'ICI ET D'AILLEURS  
Paysans d'abord mais citoyens surtout  
par Maud Emmanuelle Labesse
- 44** VIENT DE PARAÎTRE
- 46** BRÈVES



# Urbains et ruraux. Et si on faisait mieux connaissance?

par Mélanie Chabot, au nom du comité de rédaction

C'est connu, presque un lieu commun: les régions de notre belle province sont soumises à des influences dont les origines dépassent largement les frontières québécoises. La globalisation met nos territoires en concurrence les uns avec les autres en plus de les mettre en concurrence directe avec le reste du monde. Cela, c'est sans compter que sur bon nombre d'enjeux, le centre de décision s'est déplacé sur la scène internationale. Dans ce contexte, on ne peut plus penser la solution des problèmes dans un cadre national: la solidarité internationale devient un impératif.

Mais cette communauté de destins se joue aussi à une autre échelle. Relever les défis que posent les enjeux planétaires, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux, exige aussi des solidarités entre nos territoires d'ici. Car si des enjeux transversaux majeurs se jouent entre le global et le local, ils se jouent ici aussi, à une plus petite échelle, entre l'urbain et le rural notamment. La question de l'exploitation des gaz de schiste en est un exemple probant: elle concerne tant les urbains que les ruraux qui investissent le débat parfois tour à tour, parfois collectivement.

Car si les solidarités à l'échelle internationale semblent aujourd'hui bien structurées, les solidarités entre nos territoires, entre l'urbain et le rural, ont encore du mal à s'organiser. Pourquoi? Selon nombre de collaborateurs à ce numéro, nos perceptions à l'égard de l'un et de l'autre contribueraient à entretenir ce fossé entre nos territoires. Certes, les territoires vécus sont aujourd'hui urbains et ruraux et de plus en plus vastes: les habitants des secteurs ruraux côtoient quotidiennement la ville, alors que de plus en plus d'urbains vivent avec l'environnement rural, à travers leurs loisirs notamment. Mais mal-

gré cette mobilité croissante, la diffusion des modes de vie et les possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications, on se connaît trop peu, trop mal. Or, pour que les solidarités puissent réellement se traduire sur le terrain, une meilleure connaissance des réalités de chacun est évidemment nécessaire: pour saisir les opportunités particulières de chacun des territoires, bien sûr, mais aussi parce que se connaître permet de se faire confiance.

Vous le savez, la revue *Développement social* s'est donnée comme mission de mettre en valeur cette capacité citoyenne à s'organiser, à saisir des opportunités collectivement. Grâce à ce numéro sur la coopération urbaine/rurale, elle réitère son engagement. Dans la section *Sur le terrain* de ce dossier, vous pourrez prendre connaissance de plusieurs expériences de solidarités issues des communautés rurales et/ou urbaines, qui créent les passerelles souhaitées entre nos territoires dans des domaines aussi divers la gestion du territoire, l'agriculture, le transport, l'environnement, la formation et l'emploi, l'immigration et les migrations, la culture, etc.

Et si le rôle de l'information dans le rapprochement de nos territoires est important, la solidarité urbaine/rurale exige aussi une mise en valeur des ressources et des potentiels des territoires, un développement économique plus solidaire et plus cohérent, l'application d'une modulation dans les interventions gouvernementales, la modernisation de la gouvernance territoriale, l'accès aux services, une réciprocité culturelle, et bien d'autres encore. C'est ce que nous vous présentons en première partie de ce dossier.

Partez à la découverte et faites mieux connaissance! 

## RQDS

### Opération bilan

par Christiane Lussier,  
Réseau québécois de développement social (RQDS)


— Depuis plus d'une dizaine d'années, le développement social a connu des avancées remarquables partout au Québec. Afin d'en mesurer toute la portée et de réfléchir aux perspectives futures à lui insuffler, un collectif de travail, formé d'acteurs diversifiés et coordonné par le RQDS, a lancé en 2008 l'idée d'une démarche visant à réaliser un bilan en développement social et à échanger sur ses perspectives.

Rappelons qu'un premier Forum national sur le développement social s'était tenu en 1998, sous le leadership du ministre de la Santé et des Services sociaux de l'époque. Ce Forum a constitué un moment charnière, permettant de mettre en place des leviers toujours actuels du développement social: la revue *Développement social*, des ententes régionales, un réseau de répondants nationaux et régionaux de santé publique en développement des communautés, ainsi que le RQDS. L'idée de profiter du dixième anniversaire de la tenue de ce Forum a inspiré le collectif, qui a convenu d'un projet permettant d'offrir au Québec le recul nécessaire pour partager et analyser le parcours du développement social, afin de dégager des constats et d'élaborer des perspectives de développement.

La présente démarche vise à répondre aux questions suivantes: quels sont les acquis du développement social? Quels sont les enjeux et les défis actuels? Quelles sont les perspectives de consolidation?

La formule proposée s'articule en deux temps. En 2010, des bilans seront réalisés durant l'automne, dans les régions, à partir des orientations régionales issues du Forum de 1998 et des processus utilisés; à cet effet, un outil commun et adaptable a été mis en juin dernier à la disposition des régions. Parallèlement, un portrait de l'environnement global du développement social est en cours de rédaction. En 2011, un rassemblement d'acteurs permettra de dégager des perspectives d'action en termes de développement, de consolidation et d'innovation.

La démarche viendra soutenir les régions en leur permettant de prendre conscience du chemin parcouru par le développement social, de partager des savoirs visant l'amélioration des pratiques, d'associer de nouveaux partenaires et de forger les orientations des prochaines années. D'autres gains majeurs pour les régions découleront de cette démarche, dont: clarifier leur vision, faire consensus sur les orientations et les constats, renouveler le sentiment d'appartenance et accroître la mobilisation régionale.

Le projet est issu du travail d'un collectif d'organisations qui œuvrent aux plans régional et national. Les organisations membres de ce collectif sont: le Réseau québécois de développement social, la revue *Développement social*, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire, l'Institut national de santé publique du Québec, la Table nationale des Corporations de développement communautaire, l'Alliance de recherche université-communauté/Innovation sociale et développement des communautés, le Comité régional de développement social Centre-du-Québec, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, et la Ville de Montréal. 

## MONTÉRÉGIE



### Congrès AJIRR 2011

par Martine Boyer,  
Forum jeunesse  
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent


— La région de la Vallée-du Haut-Saint-Laurent accueillera le prochain congrès de *l'Avenir des Jeunes Innovateurs Regroupés en Région (AJIRR)* les 13, 14 et 15 mai prochains.

Ce congrès national a lieu tous les deux ans dans une région du Québec et s'adresse aux jeunes de 18 à 35 ans. Il vise à permettre aux participants d'échanger sur les bonnes pratiques des régions tout en acquérant des outils concrets favorisant leur établissement et leur épanouissement en milieu rural.

Organisée par le Forum jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, la 7<sup>e</sup> édition de l'événement innovera. Elle permettra en effet aux jeunes de sortir des traditionnelles salles de colloque afin de sillonner le territoire dans différents circuits organisés, qui partiront tous de l'hôtel Plaza situé à Salaberry-de-Valleyfield.

Ces circuits en autobus permettront aux congressistes d'aller à la rencontre d'autres jeunes qui, par leur vision novatrice, ont su apporter du dynamisme à leur région et s'intégrer avec succès dans leur communauté. Les participants au congrès prendront également connaissance de divers modèles mis de l'avant par des communautés, des organisations ou des individus afin d'inclure les jeunes dans le développement de leur milieu.

Des périodes de réseautage et des activités sociales complèteront la fin de semaine, visant à permettre aux jeunes ayant des domaines d'intérêt similaires de mieux se connaître et de profiter des connaissances des autres.

Chapeauté depuis 1999 par un comité permanent, le congrès AJIRR attire bon an mal an environ 300 congressistes. Pour en connaître davantage: [www.ajirr.qc.ca](http://www.ajirr.qc.ca). 

## LAURENTIDES




### On s'organise pour la sécurité alimentaire!

par Sylvie Taillefer,  
Conseil régional de développement  
social des Laurentides

— À la suite d'un long processus de réflexion, les acteurs des divers milieux s'entendaient récemment sur trois besoins prioritaires pour l'ensemble de la région, dont deux touchant la sécurité alimentaire et la saine alimentation. C'est ainsi que le projet *S'entraider et outiller pour mieux manger* a été mis sur pied. Soutenu par la Société de gestion de fonds et divers programmes gouvernementaux, et regroupant plus de vingt partenaires incluant des organismes régionaux et locaux, en passant par différents ministères, le projet prendra son envol dès cet automne avec l'embauche d'une coordonnatrice.

Puisque la disponibilité d'aliments sains tout au long de l'année était à la base des préoccupations, la transformation des aliments à






des fins de conservation (c'est-à-dire la cuisson, la congélation, la mise en conserve ou tout autre moyen de conservation) devait constituer le fer de lance du projet. Ainsi, sous la direction de **Moisson Laurentides**, chaque MRC, avec le soutien de leur CSSS respectif, a identifié un organisme local désireux de porter cet aspect important du projet en devenant un pôle sous-régional. Ceux-ci concentreront plus particulièrement leurs efforts sur la transformation des aliments et l'élaboration d'activités et d'outils éducatifs afin de favoriser l'acquisition de saines habitudes alimentaires. L'apport financier de l'Agence de santé et de services sociaux a permis à ces organismes d'acheter l'équipement requis et de voir aux aménagements nécessaires pour participer au projet.

Puisque chaque MRC connaît des réalités bien distinctes, la coordonnatrice régionale, en collaboration avec les responsables des pôles sous-régionaux, fera l'état des lieux des besoins et des ressources disponibles, en plus d'établir une stratégie de sollicitation des fournisseurs potentiels, incluant les producteurs, afin d'en arriver à une consolidation de l'approvisionnement et une distribution des denrées selon les réalités des différentes régions des Laurentides.

Avec *S'entraider et outiller pour mieux manger*, les actions en sécurité alimentaire devraient trouver une plus grande cohérence au sein de l'ensemble de la région, puisqu'il interpelle chacun des acteurs du développement social. Déjà, la suite du projet prend forme par le biais de la participation du Conseil régional de développement social des Laurentides et de **Moisson Laurentides** à un groupe de travail interrégional qui continuera à réfléchir à cette question.

La mobilisation de l'ensemble de la région autour d'une préoccupation commune a donc permis la mise en place d'un projet structurant. Nous espérons que cet esprit nous habitera encore longtemps et fera progresser plusieurs autres dossiers. 



## MAURICIE


### Quand la faim justifie... une hausse de la clientèle

par Marie-Andrée Nadeau,  
Consortium en développement social  
de la Mauricie

— La crise économique de 2009 a fait craindre le pire aux organismes en aide alimentaire. Alors que les médias affirmaient que le Québec était peu touché par ladite crise, les banques alimentaires notaient une hausse de clientèle allant jusqu'à 25% selon les régions, comparativement à une hausse globale de 8% au Canada<sup>1</sup>. En Mauricie, c'est 84% des organismes qui ont remarqué une augmentation de leur clientèle!

À la suite des préoccupations signalées par les organismes du milieu (sous-financement, hausse de la demande d'aide, départ des bénévoles, adaptation des nouveaux arrivants dans le milieu, etc.), le comité régional en sécurité alimentaire du **Consortium en développement social de la Mauricie** est à réaliser un répertoire de tous les organismes œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire en Mauricie, ainsi qu'une enquête à la fois quantitative et qualitative sur le sujet. Cette démarche vise 1) à documenter les services et la diversité de la clientèle en sécurité alimentaire en Mauricie; 2) à outiller les organismes afin de faciliter le réseautage entre eux; et 3)

à informer et sensibiliser les élus, les décideurs, les intervenants et la population aux enjeux liés à la sécurité alimentaire.

Malheureusement, trop de gens demeurent confrontés à ce défi alimentaire. En 2008-2009, selon les résultats préliminaires de l'enquête, 15 493 Mauriciens et Mauriciennes ont reçu de l'aide alimentaire grâce au dévouement de 2 075 personnes, dont 1 777 bénévoles. 

Pour en savoir plus: [www.consortium-mauricie.org](http://www.consortium-mauricie.org)

1. CNW.CA, Recours à l'aide alimentaire au Québec – Hausse de 24 % en 2009.  
Source: [www.newswire.ca/fr/releases/archive/November2009/17/c9813.html](http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/November2009/17/c9813.html)



## LANAUDIÈRE

### Le mentorat social des aînés : une expertise à conserver et à partager


par Chantal Lalonde,  
Table des partenaires du  
développement social de Lanaudière

— Financés par le programme Nouveaux horizons pour les aînés, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL) et la Table des aînées de Lanaudière (TAL) ont démarré le projet «Le mentorat social des aînés dans Lanaudière, une expertise à partager», avec l'aide du Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption et le Centre collégial de recherche en économie sociale (CERESO), la FADOQ, les CSSS et des citoyens,

Constatant le départ à la retraite de nombreux *baby-boomers*, la mise en place d'un programme de mentorat répondant à des besoins réels et adaptés demandait une étude du contexte dans lequel évoluent les organismes à but non lucratif et les coopératives de la région. Le comité du projet désirait mesurer à quel point le mentorat pourrait répondre aux besoins spécifiques des organismes de la région ou à ceux de leurs coordonnateurs, directeurs, employés ou bénévoles.


Les résultats de l'enquête par questionnaire menée par le CERESO à l'automne 2009 auprès de 463 organismes ainsi que les échanges des groupes de discussion organisés à l'hiver 2010 ont permis d'observer le rôle que pourrait jouer un mentor dans une organisation à mission sociale.

Bien entendu, pour qu'un programme de mentorat soit mis en place, les mentors doivent être au rendez-vous. Avec l'aide des organismes membres de la TPDSL et de la TAL, les clubs de la FADOQ et les retraités et prérétraités des CSSS de Lanaudière, le CERESO a mené une enquête par sondage afin de déterminer l'offre potentielle de service en mentorat envisageable dans la région.

Une forte correspondance a été observée entre les besoins indiqués par les organismes et les compétences qu'affichent les mentors éventuels. Ainsi, les répondants montrent de bons niveaux de compétence quant au développement des capacités, à l'adaptation aux changements organisationnels, à l'augmentation de l'efficacité au travail, à l'amélioration de la qualité de vie au travail, à la transition professionnelle ainsi qu'à la planification et au développe- 

ment de carrière. L'importance relative de chacune des compétences identifiées correspond à l'importance de chacun des besoins identifiés dans le sondage auprès des « mentorés » potentiels.

Selon l'échelle de motivation utilisée dans l'enquête, les résultats indiquent que les personnes intéressées à s'impliquer dans le projet de mentorat social sont motivées de façon fortement autodéterminée. Leur implication en tant que mentor répond donc à un besoin de se sentir utile, de transmettre ses connaissances et son expertise, et ce, dans un contexte intergénérationnel.

Le contexte favorable actuel amène donc le comité Mentorat à offrir aux organismes intéressés, à titre expérimental, un programme de mentorat social dès l'automne 2010. Comme souhaité par les organismes participants, aucune nouvelle structure ne sera mise en place. Pour assurer le succès de cette entreprise, le comité a mandaté la FADOQ Lanaudière comme organisme porteur de l'expérimentation. Il est important de mentionner que la FADOQ Lanaudière avait déjà participé à un projet pilote réalisé au niveau provincial et aussi collaboré à l'élaboration d'un guide d'implantation de cellules de mentorat à l'intérieur de la FADOQ. 

Pour plus d'information, téléphonez à la Table des partenaires du développement social de Lanaudière au (450) 759 9944



### ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

#### Le réseautage entre régions c'est possible !

par Mélanie Corriveau,  
Conférence régionale des élus  
de l'Abitibi-Témiscamingue

— En mars dernier, dans le cadre de la consultation sur l'occupation des territoires menée par Solidarité rurale du Québec, la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue déposait un avis dans lequel elle indiquait que le développement cohérent et harmonieux de tout le territoire québécois exigeait le réseautage des acteurs. Un Québec habité et dynamique passe par un Québec réseauté et, pour ce faire, il faut encourager les échanges et les complémentarités entre les régions pour développer chacune d'elles.


En Abitibi-Témiscamingue, c'est à travers les arts et la culture que nous faisons nos plus beaux échanges avec les régions urbaines. Déjà, nous sommes reconnus pour notre accueil chaleureux des artistes et artisans de partout. Plusieurs viennent ici pour roder des spectacles, pour se permettre des risques dans un espace de création sans limites, pour sortir du continuum de leurs œuvres et profiter de notre accueil différent et convivial.

Pour notre part, c'est surtout la visibilité, la diffusion et la notoriété que nos artistes et artisans recherchent auprès des grands centres urbains. Le projet AT@MTL — une initiative du réseau *Accès culture* de la Ville de Montréal et réalisé en collaboration avec des organisations de notre région — est une des plus belles occasions que la région n'ait jamais eues pour permettre aux artistes d'ici de se produire à Montréal.

Ce projet consiste en l'accueil d'artistes d'une région par la Ville de Montréal au sein de son réseau de diffusion *Accès culture*. Cet automne, c'est la région de l'Abitibi-Témiscamingue qui sera en vedette. La Ville de Montréal joue son rôle de métropole culturelle en accueillant nos artistes. Au total, 73 artistes et artisans, 34 représentations et 12 expositions seront présentés.

Le tout est rendu possible par le partenariat établi entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et les diffuseurs qui assument le cachet des artistes. L'Abitibi-Témiscamingue met aussi l'épaulé à la roue. Le Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue assure la coordination du projet ici, notre association touristique régionale met ses experts en communication publique ainsi que des espaces publicitaires à la disposition du projet, et la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue contribue financièrement à la promotion de l'évènement. Nos artistes, eux, se préparent à déployer leurs plus beaux talents et ça, ils en ont.

Pour plusieurs de nos artistes, ce sera le moment des « premières fois ». La première fois qu'ils parleront à un journaliste de médias nationaux, la première fois qu'ils seront sur les ondes ou dans les journaux nationaux, la première fois qu'ils offriront une prestation devant un public d'ailleurs, et bien d'autres encore. C'est un projet qui aura des retombées touristiques, culturelles, sociales et qui valorise la région.

Enfin, ce sera pour nos artistes et artisans l'occasion de partager plusieurs moments forts d'esprit de communauté. Jacques Baril, artiste-sculpteur, était bien fébrile lorsqu'il expliquait : « À cette soirée, c'est moi qui fait le @ de AT@MTL ». D'autres artistes et artisans compléteront l'assemblage pour former avec fierté le nom de ce projet. 



### BAS-SAINT-LAURENT

#### La solidarité rurale, comment se manifeste-t-elle ?

par Nadia Dolbec,  
Comité de coordination de Solidarité  
rurale du Kamouraska


— Une ambiance chaleureuse, des discussions spontanées et des personnes dévouées, voici qui résume l'essence des déjeuners de *Solidarité rurale du Kamouraska*, qui se tiennent depuis près de vingt ans. Née dans la foulée des États généraux du monde rural en 1991, *Solidarité rurale du Kamouraska* adhère aux engagements de la déclaration du monde rural, dont l'un affirme que : « ... nous nous rangeons résolument aux côtés de ceux et celles qui travaillent à inventer et à bâtir une nouvelle société rurale et non pas aux côtés de ceux et celles qui considèrent la désertification de l'espace rural comme une fatalité ».

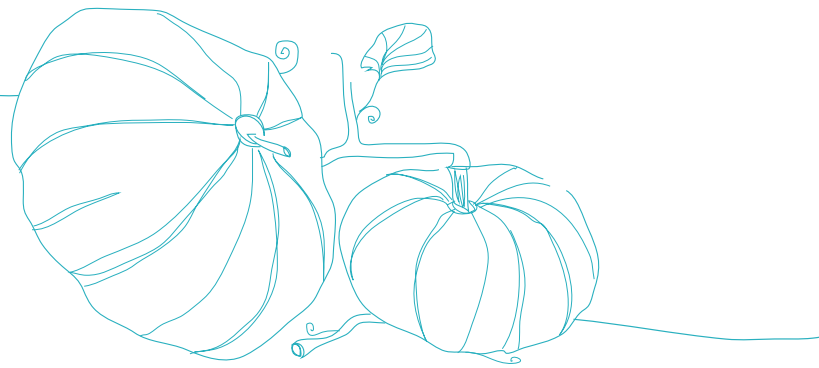
Le temps d'un déjeuner, une municipalité, assistée par l'équipe de coordination (CLD, SADC, et CSSS), reçoit près d'une quarantaine de personnes dont des élus, des citoyens impliqués dans le développement de leur communauté, des agents de développement rural et des organismes communautaires du territoire, afin d'aborder les

questions propres à la ruralité et au milieu kamouraskois. Le prochain sujet — toujours d'actualité — et la prochaine municipalité hôte sont déterminés à la fin de chaque rencontre. Les participants apprécient cette formule simple et efficace, qui répond à leur besoin de réseautage et d'échange.

Le déjeuner de juin dernier portait sur le développement comme nouvelle responsabilité municipale. Avec les réformes municipales des dernières décennies et la tendance généralisée à transférer des compétences aux échelons locaux, les instances municipales ont vu leur mission s'élargir. Ainsi les municipalités ne sont plus seulement des instances d'administration locale, mais sont des actrices de premier plan de leur développement. La volonté de prendre en main son avenir en exerçant pleinement ses compétences est limitée par deux grands éléments : les aspects juridiques et les contraintes financières. Des explications sur ces limites juridiques et financières ont été fournies, suivies d'échanges avec les participants. Le partage des points de vue des différents acteurs sociaux, économiques et municipaux quant aux enjeux du territoire contribue toujours grandement à la grande richesse des discussions.


Concrètement, les suites données à chaque déjeuner sont multiples : les uns partagent leurs réflexions et perspectives dans leur réseau respectif, tandis que les autres s'impliquent dans des actions visant à améliorer la situation de leur communauté. Voici un exemple : une municipalité s'est engagée dans une campagne de sensibilisation à l'achat local suite aux discussions dressant le portrait des services de proximité qui s'effritent au sein des communautés rurales.

On pourrait penser qu'après quelque temps l'engouement serait moindre et les sujets épuisés. Pas du tout ; à chaque rencontre, les participants vont un peu plus loin dans leur compréhension des enjeux de leur municipalité et de leur région. *Solidarité rurale du Kamouraska* connaît même une popularité renouvelée à l'approche de ces 20 ans d'existence, car la simplicité et la convivialité contribuent grandement à son succès. Échanges de bons coups, meilleures connaissances des organismes et des services, collaborations spontanées et entraide, voici différents visages de la solidarité rurale au Kamouraska! 



tion stratégique, dont les principales actions s'appuient sur les recommandations de l'étude *Diagnostic et stratégies gagnantes pour le développement durable de la Jamésie*<sup>3</sup>. Le CDSBJ compte travailler, en priorité, sur le renforcement de l'identité régionale, le développement des communautés et la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

On dit de la Baie-James que depuis des centaines d'années elle inspire le rêve, la conquête, l'aventure, la liberté et l'exotisme<sup>4</sup>. Un des premiers objectifs que s'est donné le CDSBJ est de mesurer la portée de cette inspiration dans la vision et la représentation que les Jamésiennes et les Jamésiens se font d'eux-mêmes et de ce territoire d'aventures et de richesses abondantes. Dès l'automne 2010, le CDSBJ entreprendra une grande enquête régionale visant à mieux connaître et mesurer le sentiment d'appartenance des Jamésiennes et des Jamésiens à la région Nord-du-Québec, plus précisément à la Jamésie. Selon les résultats, des actions seront mises de l'avant pour stimuler et augmenter le développement de la solidarité et de la fierté régionale au cours des cinq prochaines années. Par la suite, au cours de la dernière année de l'entente, la même enquête sera à nouveau réalisée pour évaluer les progrès réalisés.

De plus, en réponse au succès de la première entente spécifique (qui a permis le financement d'une soixantaine de projets), l'aide financière accordée dans le cadre de la Subvention au soutien à l'initiative sociale de la Jamésie (SISJ), dispose maintenant d'un budget annuel bonifié de 100 000 \$ sur 5 ans, pour soutenir des initiatives locales et régionales qui s'inscrivent prioritairement dans les axes de développement du CDSBJ, soit les échanges entre les communautés (solidarité régionale), la reconnaissance de l'implication citoyenne et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. À cela s'ajoute le deuxième volet de la SISJ, dont le budget annuel de 20 000 \$ est dédié exclusivement aux dépenses liées au fonctionnement des comités de concertation locaux en Jamésie, et ce, pour les cinq prochaines années. 

## BAIE-JAMES



### Lancement de l'entente spécifique portant sur le développement social

par Dominique Simard,  
Comité de développement social  
de la Baie-James

— Après plusieurs mois de travail, c'est finalement le 21 mai 2010, à Chibougamau, que les 5 partenaires signataires<sup>1</sup> de l'Entente spécifique portant sur le développement social de la Jamésie<sup>2</sup> (2009-2014) procédaient au lancement de la plus importante entente spécifique dédiée exclusivement au développement social. Avec un investissement totalisant 1 325 000 \$ pour 5 ans, le Comité de développement social de la Baie-James (CDSBJ) a notamment créé un poste permanent de coordination pour assurer la mise en œuvre de sa planifica-

1. Partenaires de l'entente : Conférence régionale des élus de la Baie-James (CRÉBJ), Centre régional de la santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSB), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et Comité de développement social de la Baie-James (CDSBJ).

2. La Baie-James, aussi appelée la Jamésie, est située entre les 49e et 55e parallèles. Elle occupe un territoire d'une superficie de 350 000 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent de l'Allemagne. La Jamésie est reconnue pour la richesse de ses ressources naturelles et ses espaces à perte de vue. Les 17 000 Jamésiens résident dans cinq municipalités (Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Baie-James, laquelle inclut les localités de Radisson, Valcartier et Villebois).

3. Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (2007), *Bâtir ensemble notre région, diagnostic et stratégies gagnantes pour le développement durable de la Jamésie*, étude réalisée par NISKA — Coopérative à but non lucratif d'expertise en gestion du développement, Chibougamau, 66 p.

4. La Ruée vers le Nord et Mouvement jeunesse Baie-James (2008), *La Jamésie, un milieu de vie naturel*. Disponible sur : [www.mjbj.ca](http://www.mjbj.ca)

# Pour un Québec fort de ses communautés !

Une complémentarité essentielle.

par Claire Bolduc, Solidarité rurale du Québec



Au moment où parler de complémentarité rurale/urbaine est devenu un passage obligé dans le discours de nos élites, on se doit de constater que c'est le sujet lui-même qui contribue le plus sûrement à propager des perceptions dépassées, à les entretenir tant chez les ruraux que chez les urbains et à maintenir des distances qui ralentissent notre capacité de bâtir le Québec du XXI<sup>e</sup> siècle. Voici une occasion de voir autrement nos villes, nos villages, nos territoires.

## Des perceptions tenaces

Le fossé entre le monde rural et le monde urbain est bien réel, la ruralité et l'urbanité étant trop souvent encore considérées comme deux étapes successives de la modernité. L'image véhiculée du monde rural demeure celle des années 1960, bucolique et essentiellement agricole. Or, si l'agriculture demeure l'activité la plus visible sur le territoire, seulement 7 % de la population rurale vit d'agricul-

ture. La ruralité comptera toujours sur l'agriculture, mais on ne peut la réduire à cette seule activité. Autrement, on ignore 93 % de sa population ! Des activités manufacturières, culturelles, commerciales ou de loisirs sont en plein essor dans les communautés rurales, là comme ailleurs.

Des préjugés il y en a aussi dans le spectre du mépris et de la condescendance. Lorsque les médias font converger leurs projecteurs sur les communautés rurales, c'est souvent pour parler d'exode, de crise forestière, de fermeture d'usine, d'école ou de bureau de poste. Et pourtant ! Le monde rural n'est pas un désert dévasté par la mondialisation. Il est en plein changement, fait d'innovation et de créativité, de réussites et de tours de force !

## Une interdépendance marquée

Alors que la population des communautés rurales représente 26 % de la population totale du Québec, qui sait l'importance économique



de ces communautés ? En juin 2009, le *Conference Board* du Canada a rendu publique l'étude « *Les communautés rurales, l'autre moteur économique du Québec* ». Bousculant encore une fois les préjugés établis, ses conclusions démontrent que le milieu rural est en plein essor et que sa contribution à l'économie québécoise est de taille. Plus encore, son apport au produit intérieur brut (PIB) a augmenté au cours des 15 dernières années. Les milieux ruraux ne sont pas des gouffres sans fin où l'on investit de l'argent public, bien au contraire. Au Québec, ce sont trois cent soixante-dix mille emplois des milieux urbains qui dépendent directement de l'activité en milieu rural.

Il faut le répéter et le rappeler, le génie de notre société est né dans les quatre coins de notre vaste territoire et des liens indéfectibles demeurent entre les villes et les communautés rurales. La vitalité culturelle du Québec se nourrit précisément de cette interdépendance. En effet, le bouillonnement de la culture est présent sur l'ensemble du territoire. Le Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue, la Fabuleuse au Saguenay, Fred Pellerin qui nous raconte la vie des gens de Saint-Élie-de-Caxton, le Cirque du Soleil qui a vu le jour à Baie-Saint-Paul, le Village en chanson de Petite-Vallée, l'Orchestre symphonique de Montréal ou encore le Moulin à images illustrent bien la diversité culturelle du Québec. Ces succès éveillent et nourrissent notre fierté. Il faut puiser dans le réservoir de créativité de la population des villes et des communautés rurales. Et ce droit à la différence, nous le revendiquons; l'épanouissement de notre identité en dépend.

Le dynamisme de nombreux milieux ruraux explique l'attrait qu'ils exercent chez une proportion importante d'urbains. L'exode des milieux ruraux est loin d'être généralisé. Le Québec s'inscrit dans la tendance mondiale où de plus en plus d'urbains choisissent les communautés rurales pour s'établir. Sans considérer cette nouvelle réalité, on ne saurait saisir les transformations en cours dans nos milieux. Le défi est de mobiliser cette énergie et de créer un espace pour l'expression et la cohabitation, afin de répondre à toutes ces aspirations. L'urbanisation à outrance ne peut prétendre être la seule voie pour le progrès et la prospérité. Il y a d'autres solutions que la concentration et l'économie d'échelle.

Tout le monde est d'accord, le Québec a besoin d'une capitale et d'une métropole fortes et énergiques, mais il faut plus que jamais affirmer qu'il a aussi besoin d'une ruralité dynamique et innovante. Les outils pour développer les villes et les communautés rurales doivent être adaptés aux situations de chaque territoire. Sachons reconnaître nos différences et bâtir sur les richesses qu'elles génèrent. Une réelle complémentarité réside justement dans les différences et non dans l'uniformisation. La ruralité, tout comme l'urbanité, est plurielle.

### **Construisons ensemble l'avenir**

La vitalité, le développement et même la survie de nos milieux dépendent de l'utilisation de l'ensemble des ressources dont ils disposent. Dans le monde de demain, ce sont les collectivités ingénieuses et innovatrices sachant attirer et mobiliser des personnes, des énergies et des idées qui réussiront le mieux à survivre et à se démarquer. Les grands maîtres du développement local et de la

vitalité des communautés sont les hommes et les femmes qui composent nos communautés, qui les colorent, leur donnent le ton et les orientations. Ils en sont la ressource première! C'est sur ses habitants que repose tout le dynamisme d'une communauté, qu'elle soit urbaine ou rurale. Aujourd'hui, c'est la complémentarité et la collaboration qui font que la communauté profite des compétences de tous et de chacun. C'est cette détermination qui permettra de mettre en relief nos différences, nos particularités, nos richesses.

### **Mille et une façons de vivre**

Pour répondre pleinement aux besoins, valeurs et aspirations des collectivités en considérant à la fois leurs fonctions sociales, culturelles, environnementales et économiques, nous ne devons plus regarder nos milieux de vie d'une façon cloisonnée et sectorielle. La spécialisation du territoire comporte des avantages, mais aussi des limites. Plutôt que d'avoir une vision fragmentée de notre territoire, apprenons à en connaître les caractéristiques et à apprécier les particularités des gens qui l'habitent. La différence et la préservation des spécificités locales, tant urbaines que rurales, sont des riches-

« La différence et la préservation des spécificités locales, tant urbaines que rurales, sont des richesses à partir desquelles peut se construire un projet de société inclusif pour toutes les régions, misant sur leur interdépendance et leur personnalité propre pour répondre aux aspirations variées de nos concitoyens. »

ses à partir desquelles peut se construire un projet de société inclusif pour toutes les régions, misant sur leur interdépendance et leur personnalité propre pour répondre aux aspirations variées de nos concitoyens. Pour assurer l'avenir de la société québécoise, il est essentiel de se connaître, de s'approprier et de se faire confiance, car il y a mille et une façons de vivre.

Oublions les solutions mur à mur. Plutôt que de cultiver l'opposition entre les villes et les villages, développons leur complémentarité en reconnaissant leur différence. L'évolution démographique, le contexte de lutte au réchauffement climatique, les mutations profondes de l'économie et la vitalité sociale des communautés représentent les grands défis de notre temps. Pour les relever, le Québec peut compter sur des atouts qui caractérisent sa culture et les potentiels dont regorgent ses territoires. Nous devons nous approprier nos territoires, les habiter, les développer et les desservir afin de créer des milieux de vie dynamiques où les citoyens évoluent dans la dignité.

Solidarité rurale du Québec a toujours défendu le droit du monde rural à la prospérité et son droit à la différence. Ce travail conforte aujourd'hui les visionnaires fondateurs de notre coalition. Leur devise « Tant vaut le village, tant vaut le pays » trouve plus que jamais un écho plus large : « Pour un Québec fort de ses communautés! ». **Ds**



## Vox pop

par Maud Emmanuelle Labesse, comité de rédaction

— Lorsque l'on parle d'opérationnaliser la coopération rurale/urbaine, les élus municipaux se retrouvent souvent sur la ligne de feu. Au fil des projets, leur vision et leurs ambitions colorent indéniablement les relations entre villes et campagnes. C'est pourquoi nous avons pensé interroger quatre élus sur ce que la coopération rurale/urbaine évoque pour eux. Pour représenter les milieux ruraux, madame Micheline Pelletier et monsieur Maurice Richard, respectivement maires de Sainte-Anne-des-Monts et de Bécancour, et tous deux coprésidents du groupe de travail sur la complémentarité rurale/urbaine de mis sur pied dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité du Québec ont accepté de répondre à notre question. Pour incarner les grandes agglomérations, madame Jocelyne Ann Campbell, élue du district de Saint-Sulpice et conseillère municipale à Montréal, et monsieur Yvon Boucher, élu du district de la Rivière-Blanche et conseiller municipal à Gatineau, se sont également prêtés au jeu. Nous leur avons demandé : **«Pourquoi la complémentarité rurale/urbaine est-elle importante et comment votre municipalité peut-elle y contribuer?»** Voici ce qu'ils nous ont répondu...

*Jocelyne Ann Campbell,*  
conseillère municipale à Montréal

Le monde rural et la ville vivent une relation étroite de partenariat. Tout comme le Québec a besoin de sa métropole, les Montréalais et les Montréalaises ont besoin du monde rural, entre autres, pour satisfaire leurs besoins en alimentation. La qualité de vie d'une métropole est étroitement liée à l'accès, à la variété et à la qualité des produits qu'elle souhaite offrir tant à sa population qu'à ses visiteurs. Par ailleurs, la ville dispose d'un réseau d'institutions et d'entreprises branchées sur le monde dont l'expertise peut contribuer au développement du monde rural et à l'essor de l'industrie agroalimentaire, notamment dans les secteurs de la transformation et de la mise en marché.

Sur le plan social, la popularité croissante des marchés saisonniers à Montréal met en lumière le désir des citoyens d'encourager la production locale et, ce faisant, de renouer avec le monde rural. Pour les Montréalais d'origines diverses, de plus en plus nombreux, le rapprochement avec le monde rural – par exemple, par le tourisme – favorise leur intégration en les amenant à découvrir le Québec, son territoire, son histoire et ses gens.

*Jocelyne Ann Campbell*

La qualité de vie d'une métropole est étroitement liée à l'accès, à la variété et à la qualité des produits qu'elle souhaite offrir tant à sa population qu'à ses visiteurs.

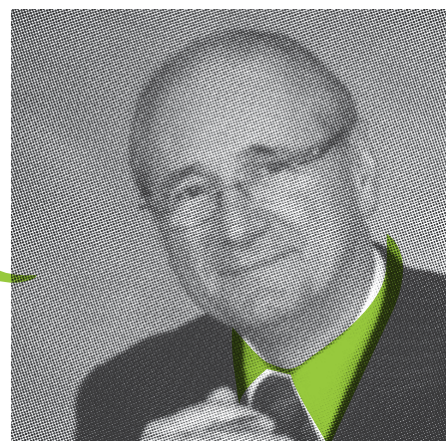
*Micheline Pelletier,*  
maire de Sainte-Anne-des-Monts

La coopération rurale/urbaine revêt une importance particulière au regard de la problématique d'occupation du territoire parce qu'elle conduit à la recherche de solutions spécifiques à chaque territoire; tâche complexe qui impose à chaque acteur de développement, de devenir visionnaire et rassembleur. Passer du rôle de pourvoyeur à celui d'animateur de milieu suggère un partage et un partenariat avec les entreprises et les organisations dédiées au développement socioéconomique, tant à l'échelle locale que régionale.

Pour faire face aux changements rapides de la société et offrir des services et des produits en adéquation avec ces dynamiques, nous devons favoriser la coopération rurale/urbaine, notamment en soutenant la concertation du milieu. L'inventaire des services de proximité et des infrastructures d'un territoire s'avère essentiel au maintien d'une offre de produits et de services mutualisés. Il est donc nécessaire de passer de la confrontation au dialogue, de privilégier le partage à l'esprit de clocher et d'induire un développement économique, solidaire et cohérent. Nous y parviendrons en valorisant les solidarités financières et sociales, l'utilisation judicieuse de l'espace, des solutions innovantes, de nouvelles gouvernances pour de nouveaux enjeux, une juste répartition des charges par des équipements de centralité en contrepartie de services de qualité dans l'ensemble du territoire. La coopération se réalisera plus aisément si les changements sont non imposés et peuvent se construire au fur et à mesure des enjeux et de l'avancée des projets.

*Maurice Richard*

Aujourd'hui, le développement agricole est en mouvance. Les urbains s'ouvrent davantage à la campagne et s'impliquent de plus en plus dans les municipalités plus rurales.



*Yvon Boucher*

Les cultures d'aujourd'hui sont plus spécialisées, plus rentables et opèrent avec des technologies plus raffinées.



*Micheline Pelletier*

Pour faire face aux changements rapides de la société et offrir des services et des produits en adéquation avec ces dynamiques, nous devons favoriser la coopération rurale/urbaine, notamment en soutenant la concertation du milieu.

*Yvon Boucher,*  
conseiller municipal à Gatineau

La coopération rurale/urbaine est capitale parce qu'elle donne au monde rural des opportunités de développement pour les grands marchés que représentent les grands centres, mais cette relation fonctionne aussi inversement. Par exemple, le domaine agroalimentaire crée des milliers d'emplois en ville comme en campagne. En ce sens, la coopération rurale/urbaine permet la sauvegarde des terres agricoles. Gatineau y contribue en faisant croître les occasions d'affaires, et ceci favorise notamment la modernisation de l'agriculture. Les cultures d'aujourd'hui sont plus spécialisées, plus rentables et opèrent avec des technologies plus raffinées. Pour les gens de la ville, les bénéfices sont également importants : avoir une nourriture de qualité à proximité les tiendra loin du docteur et de l'hôpital!

*Maurice Richard,*  
maire de Bécancour

La coopération rurale/urbaine est importante parce qu'elle favorise un meilleur développement économique et social des régions rurales. Avec le temps, on s'aperçoit qu'il y a de plus en plus de liens entre le rural et l'urbain. Historiquement, il y a eu toutes sortes de développements dans les zones dites rurales à cause des grands centres et vice-versa. Aujourd'hui, le développement agricole est en mouvance. Les urbains s'ouvrent davantage à la campagne et s'impliquent de plus en plus dans les municipalités plus rurales. Les communautés deviennent plus prospères et c'est le bien-être des habitants qui en ressort gagnant. Pour Bécancour comme pour les autres municipalités, la meilleure manière de contribuer à la coopération rurale/urbaine est d'éliminer la méconnaissance de nos différents milieux en démystifiant les liens que nous entretenons. Le plus grand défi que nous avons est donc de reconnaître que cette coopération est nécessaire. **DS**



# La contribution de la ville au développement rural

par Clermont Dugas, Université du Québec à Rimouski

Dans tous les pays, il est d'usage d'identifier deux grandes composantes à l'intérieur de la structure de peuplement, le rural et l'urbain. Mais ces deux termes expriment des réalités socio-économiques et des niveaux de dispersion et de concentration de population différents selon les endroits. Résultante de multiples facteurs, la configuration de la structure de peuplement influe fortement sur la vie socio-économique des collectivités d'un pays. Au Québec, les écarts dans les modes de vie se sont atténués avec le temps entre l'urbain et le rural, mais ils sont toujours là, accusant maintes différences, notamment en fonction de la localisation par rapport aux principales villes.

## L'interrelation urbanité-ruralité

L'interrelation ville-campagne se manifeste par un dense réseau de liens et influence la démographie, la vie sociale et l'économie de l'ensemble du territoire québécois. L'effet de taille démographique est partout déterminant. Les villes les plus peuplées mobilisent les services et les emplois les plus spécialisés et attirent en leur sein ou à leur périphérie immédiate des individus provenant en bonne partie du monde rural et qui sont à la recherche d'emplois, de services ou d'une meilleure qualité de vie. Cela favorise un mouvement de péri-urbanisation dont la force est proportionnelle à celle des villes qui les génèrent.

De façon générale, les espaces ruraux ne peuvent plus assumer tous les besoins de leur population. Le recours à la ville s'impose pour les services et pour l'emploi ainsi que pour diverses catégories de loisirs. Par la force des choses et grâce à la généralisation de l'usage de l'automobile, les ruraux sont devenus très mobiles géographiquement. Plus de la moitié des travailleurs ruraux du Québec gagnent leur vie à l'extérieur de leur localité de séjour, tout particulièrement dans les villes.

L'espace rural ne fait pas que recevoir de la ville; il lui offre aussi différentes formes de loisirs ainsi que des lieux de repos et de ressourcement. Mais il est surtout un fournisseur de nourriture et de biens essentiels. Beaucoup de produits ruraux sont transformés et commercialisés en ville, contribuant ainsi à la création d'emplois urbains. En outre, de nombreuses formes de mise en valeur des ressources du monde rural sont gérées et contrôlées par les sièges sociaux des grandes villes. Enfin, les villes profitent de la carence de services de base en milieu rural; celui-ci leur fournit une clientèle qui contribue au maintien, au renforcement et à la diversification

du secteur des services, ce qui est à l'avantage des résidents urbains.

La structure de peuplement avec ses noyaux urbains contribue à entretenir ou à renforcer les disparités socio-économiques territoriales. On observe en effet des écarts de revenus significatifs et persistants entre les localités de différentes tailles démographiques et entre localités proches ou éloignées des villes. Par exemple en 2005, les revenus moyens des ménages au Québec passent graduellement de 45 250 \$ dans les localités de 500 habitants et moins à 71 827 \$ dans celles de 10 000 à 25 000 habitants. Des municipalités rurales de banlieue bénéficient de revenus supérieurs à ceux des villes centres, alors que les localités qui en sont les plus éloignées ont tendance à se situer parmi les plus pauvres de la province. Des différences aussi significatives se manifestent au plan de la démographie. Le nombre de localités en décroissance par période quinquennale est toujours demeuré très élevé, se situant habituellement à plus de 500. Il s'agit généralement de



regroupements de petites localités contiguës à l'écart des villes et des routes principales. L'effet de taille démographique est aussi en cause. Par exemple entre 2001 et 2006, indépendamment de la localisation, la décroissance affectait 60 % des localités de moins



de 500 habitants, comparativement à près de 25 % des entités de 10 000 à 15 000 habitants.

Dans ses grands traits, le portrait des disparités territoriales épouse celui de la hiérarchie urbaine et se transpose en ensembles et sous-ensembles régionaux. L'Île de Montréal et les régions qui lui sont contiguës accaparent les plus grandes zones de croissance démographique et les plus hauts niveaux de revenus de la province. Elles constituent aussi le territoire le plus urbanisé avec 14 de ses 17 villes de plus de 50 000 habitants (en 2006). Deux autres grandes villes forment l'agglomération de Québec et le troisième territoire le plus urbanisé correspond à la ville regroupée de Saguenay. Pour leur part, les régions périphériques dont les structures urbaines sont beaucoup plus faibles accusent une décroissance démographique et affichent les niveaux de revenus les plus bas.

### **Le rôle de la gouvernance**

La localisation géographique n'est pas le seul déterminant de l'économie. Parmi les autres facteurs, la gouvernance, à quelque niveau qu'elle soit, influe sur la vie socio-économique des collectivités. Mais ici, les possibilités d'intervention demeurent étroitement liées aux volumes de population à desservir et au contexte socio-économique local, deux paramètres qui affectent la taille des budgets et les pouvoirs d'emprunt. La capacité d'intervention est aussi fortement dépendante du niveau hiérarchique où elle se situe et des compétences des acteurs. Le champ d'action des gestionnaires ruraux, et à plus forte raison de ceux des petites localités, est nettement plus limité que celui de leurs homologues des secteurs urbains ou de l'échelon provincial.

C'est néanmoins par le biais de la gouvernance que l'on peut modifier la dynamique ville/campagne et atténuer les importantes disparités socio-économiques qui caractérisent le territoire du Québec. Des structures administratives, des politiques et des programmes ont graduellement été mis en place à cette fin. La modulation des politiques et des programmes fait partie des orientations de développement du Québec depuis au moins 1988. Il est aussi question de décentralisation depuis une cinquantaine d'années. Mais il y a encore beaucoup à faire pour réussir à inverser le processus de dévitalisation qui prévaut encore dans de vastes secteurs ruraux.

Durant la dernière décennie, d'importants changements ont eu lieu dans les législations et réglementations au Québec, attribuant plus de responsabilités aux municipalités et aux municipalités régionales de comtés (MRC). Mais le plus souvent il s'agit de nouvelles obligations pour appliquer des décisions prises à Québec. De plus, ces obligations ne sont pas toujours accompagnées des budgets adéquats, d'où une augmentation des contraintes financières surtout pour les plus petites localités.

De fait, les marges de manœuvre de la gouvernance rurale sont plus limitées que jamais. Les conseils municipaux doivent naviguer à travers des lois et réglementations provinciales qui s'alourdissent à grande vitesse et qui leur imposent régulièrement de nouvelles contraintes. De plus, les municipalités doivent compter avec les normes et orientations de leur MRC ou de leur communauté métropolitaine d'appartenance... où les intérêts urbains occupent souvent la première place.

Diverses législations, réglementations ou politiques tendent à marginaliser le monde rural. Il y a peu de place pour les représentants des localités de 5 000 habitants et moins dans les Conférences régionales des élus (CRÉ). Des dizaines de localités rurales n'ont aucun représentant dans leur communauté métropolitaine. Deux ou trois municipalités populeuses, ou même une seule ville, peuvent contrôler le conseil de leur MRC. Les MRC sont maintenant habilitées à exer-

« L'avenir du monde rural ne dépend pas que de la simple mobilisation de ses résidents. Il importe de corriger les contraintes structurelles qui contribuent à le marginaliser. »


cer, sans accorder de droit de retrait, certaines des compétences municipales. Dans le cadre de la politique de la ruralité, on fait appel au dynamisme et à la créativité des municipalités. Mais l'approbation et le financement des projets conçus au niveau local sont du ressort des MRC. En vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAQ), de nombreuses municipalités ne contrôlent l'utilisation du sol que d'une très faible partie de leur territoire.

Le monde rural ne présente plus qu'une petite fraction de la population du Québec et il est ainsi soumis au poids de la majorité, et ce d'autant plus qu'il exerce un faible contrôle sur son économie. Cela a des impacts directs sur les politiques mises en place. Ainsi les avantages fiscaux consentis aux régions-ressources au tournant des années 2000 sont en voie d'atténuation. Les deux politiques de la ruralité orientées officiellement vers le développement rural s'appliquent aussi aux petites villes, ce qui diminue leur portée pour les secteurs ruraux qui en ont le plus besoin. La LPTAQ ne tient pas suffisamment compte des problèmes économiques des secteurs ruraux en difficulté.

En raison de leur contexte géographique et économique, de nombreuses localités rurales disposent de peu de moyens pour dynamiser leur économie et empêcher la perte de population et des quelques services qui leur restent. La LPTAQ met à beaucoup d'endroits un frein aux possibilités qui se présentent d'occuper leur territoire, ce qui prive certaines municipalités de ressources fiscales indispensables pour assurer les nouvelles responsabilités qu'on leur confie.

### **Inverser la tendance**

L'avenir du monde rural ne dépend pas que de la simple mobilisation de ses résidents. Il importe de corriger les contraintes structurelles qui contribuent à le marginaliser. Cela met tout particulièrement en cause la gouvernance au niveau national. En plus d'interventions spécifiques (comme dans l'éolien en Gaspésie), il faut des actions à long terme en vue de renforcer la structure urbaine des grandes régions rurales, car ces dernières ont besoin des impulsions urbaines pour favoriser leur développement. Il est aussi nécessaire de renforcer le tissu de peuplement rural, ce qui suppose notamment des rajustements à la LPTAQ afin de pouvoir valoriser des terres sans potentiel agricole qui sont actuellement inutilisées en zone agricole. Il faut aussi éviter de confondre étalement urbain et indispensable densification du tissu de peuplement rural.

Les MRC, les communautés métropolitaines et les CRÉ jouent un rôle majeur en matière d'aménagement et de développement; elles contribuent incontestablement à faciliter les interrelations entre les communautés et entre le rural et l'urbain et à harmoniser l'organisation de l'espace. Mais les intérêts locaux ont préséance et le poids du nombre demeure toujours déterminant. Il faut chercher à inverser la tendance à la marginalisation du rural qui prévaut au sein de ces organismes. 

# Pour une meilleure compréhension de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*

par Claude Marois, Université de Montréal

— La *Loi sur la protection du territoire agricole*, qui est devenue plus tard la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (LPTAA), a maintenant 30 ans. Du jour au lendemain, elle est venue interdire le morcellement des terres, l'enlèvement de sol arable, la coupe d'érables dans une érablière et l'utilisation du sol à des fins autres que l'agriculture. Cette loi constitue donc un mécanisme de régulation important de la législation québécoise en matière d'utilisation et d'aménagement du territoire, de la protection du patrimoine agricole et du développement de l'agriculture québécoise.

## Pressions urbaines

Les sols de bonne qualité pour l'agriculture comptent pour moins de 2% de la superficie totale du Québec et se localisent dans la plaine du Saint-Laurent, particulièrement dans la région métropolitaine de Montréal. Cette ressource est très convoitée par les spéculateurs, les promoteurs et les constructeurs, et ces acteurs ont été à l'origine d'immenses pressions urbaines dans la région métropolitaine de Montréal.

En effet, les années 1960 et 1970 ont été témoins de l'étalement des fonctions urbaines, marquées par le développement résidentiel, commercial et industriel, de même que par de grands travaux d'infrastructures d'utilités publiques : réseaux pour le transport énergétique et le transport routier, organisation des systèmes de santé, construction de nouvelles écoles, etc. C'est ainsi que les banlieues et les espaces périurbains se sont mis à reculer de plus en plus vers la périphérie, à un rythme à la fois très rapide et désordonné, en empiétant souvent sur les meilleures terres agricoles.

Cette période de laisser-faire, sans presque aucune contrainte ni règle, a entraîné des effets néfastes, encore perceptibles aujourd'hui dans la grande région de Montréal : déstructuration de l'agriculture de certaines zones périurbaines, perte de superficie agricole, réduction du nombre de fermes, quasi-disparition de la production laitière et des fermes d'élevage et leur remplacement par les grandes cultures, accroissement de la spéculation foncière, blocage de la relève agricole et faible croissance des investissements. À la fin des années 1970, le verdict était clair... et sombre : l'agriculture périurbaine était en véritable chute libre. C'est pourquoi le gouvernement du Québec décida d'adopter des mesures rigoureuses pour agir directement sur l'utilisation du sol et sur les activités agricoles : le 9 novembre 1978, la *Loi sur la protection du territoire agricole* était adoptée.

## Une loi, des perceptions

Née d'un consensus général, la loi est souvent l'objet de critiques provenant de plusieurs acteurs publiques (municipalités régionales de

comté (MRC), municipalités, etc.) ou acteurs privés (développeurs, aménageurs, promoteurs, etc.). Source de frustrations, la loi est souvent perçue comme un « empêchement de tourner en rond » qui, selon certains, constitue un important obstacle aux besoins de développement des municipalités et des MRC.

En effet, certains remettent en question les critères de décision (tout comme les délais de prise de décision) de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). D'autres sont en désaccord quant au découpage de la zone agricole (ou quant au périmètre d'urbanisation) et considèrent que la Commission ne tient pas suffisamment compte du contexte géographique dans l'analyse des requêtes. D'autres encore pensent que la loi n'est pas cohérente avec d'autres politiques relatives au territoire, comme la *Politique nationale de la ruralité* par exemple. En somme, la Commission et la LPTAA font face à une multitude de critiques, parfois justifiées, parfois injustifiées, cela dépend évidemment de la nature de la requête. On peut néanmoins se demander si certains acteurs, qu'ils soient privés ou publics, se trompent de cible.

« La planification du développement du territoire se fait à l'échelle de sous-régions qui décident de leurs orientations de développement dans un contexte de compétition entre elles et la ville centre. »

Accabler la LPTAA de tous les maux serait en effet une erreur. Car le développement territorial des municipalités ne relève pas de la loi, mais plutôt de facteurs liés notamment au schéma d'aménagement de la MRC (et de leur révision), de son propre plan d'urbanisme, de son contexte géographique (rural ou urbain), de son potentiel de développement, etc. En substance, les acteurs municipaux doivent tenir compte d'un ensemble de règles, de contraintes et même de contin-

gences du développement de leur territoire, comme la concurrence entre municipalités, la fiscalité, le coût des services, etc. Évidemment, cela n'exclut pas l'idée qu'il y ait des améliorations et des changements à apporter à la loi. Il en va de sa crédibilité, de sa légitimité et de sa cohérence<sup>1</sup>. Il faut d'ailleurs retenir qu'elle a subi plusieurs modifications depuis son adoption—1982, 1985, 1989, 1996 et enfin 2001, où la protection des activités agricoles y a été intégrée.



### Protection des territoires agricoles et développement des collectivités

La protection des territoires agricoles et le développement des collectivités sont des enjeux importants à concilier. En effet, la diminution des pressions agricoles et la dynamisation (ou redynamisation) de l'occupation du territoire doivent être accompagnées de mesures qui permettent l'atteinte de ces objectifs. Le rapport Ouimet<sup>2</sup>, ayant pour titre «Protection du territoire agricole et développement régional», propose à cet effet un ensemble de mesures qui, justement, permettraient de concilier ces objectifs incontournables. Ces mesures peuvent être classées en trois catégories<sup>3</sup>.

La première vise une meilleure protection des frontières de la zone agricole. Elle comprend le traitement des demandes d'exclusion à l'intérieur du processus de mise à jour des schémas d'aménagement et de développement, le rôle stratégique des instances métropolitaines et la mise en valeur de la zone agricole en contexte périurbain.

La deuxième concerne les modes de gestion et de traitement des demandes à l'intérieur de la zone agricole, tel que l'allègement dans l'application de la Loi (l'allègement pour la clientèle, la simplification des processus pour les grands projets économiques, le renforcement des dispositions de la LPTAA relatives à l'exercice des droits acquis, l'exclusion d'un lot inclus au moment de la révision de la zone agricole), les demandes à portée collective pour la fonction résidentielle, l'arrimage avec les plans de développement de la zone agricole, le morcellement des terres et les ajustements aux critères décisionnels de la LPTAA.

Enfin, la troisième série de mesures est d'ordre général et comprend la création d'un lieu de discussion et de concertation, le développement d'un nouvel indicateur de gestion de la zone agricole et le renouvellement du message gouvernemental relatif à l'importance de la protection du territoire agricole.

Déjà, certaines de ces mesures semblent trouver preneurs, notamment en ce qui a trait à des demandes concertées à l'égard de la fonction résidentielle dans les zones agricoles. Cette concertation issue des MRC, des municipalités, des producteurs agricoles eux-mêmes et la CPTAQ devrait aboutir à des ententes sur les conditions d'implantation des nouvelles utilisations résidentielles en zone agricole «collées aux particularités de chacun des milieux et imprégnée d'une perspective à long terme<sup>4</sup>».

### Une loi qui a toujours toute sa raison d'être

Trois ans après l'adoption de la loi, on constatait déjà ses effets bénéfiques dans la région de Montréal: ralentissement de l'utilisation des terres agricoles à des fins urbaines, renouveau de la production des terres en friche, conversion des terres abandonnées à l'agriculture et amélioration dans l'investissement agricole<sup>5</sup>.

Aujourd'hui, environ 30 000 hectares sont disponibles sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal pour le développement urbain; or la zone agricole subit toujours des pressions urbaines importantes, car la planification du développement du territoire se fait à l'échelle des sous-régions, qui décident de leurs orientations de développement dans un contexte de compétition entre elles et la ville centre. Certes, en milieu rural, la Com-

mission essaie de moduler ses interventions pour les demandes d'intérêt collectif ou les projets de développement économique. Par exemple, «des dispositions de la loi permettent à une MRC de déposer une demande à portée collective afin d'identifier les conditions et les endroits de la zone agricole qui pourraient accueillir les nouvelles résidences». Mais si elle se mérite d'être revue et améliorée, la LPTAA a jusqu'à maintenant clairement démontré son efficacité et sa raison d'être. Elle mérite donc d'être connue et comprise. **Ds**

1. Voir à ce sujet: Ouimet, Bernard (2006). «Territoire zoné, le village peut-il encore se développer?», Conférence prononcée le 9 mars 2006, 14<sup>e</sup> conférence nationale de Solidarité rurale du Québec- 8,9 et 10 mars 2006, Atelier 3- Occupation et aménagement.

[[http://agora-2.org/colloque/solidariterurale.nsf/Conferences/Territoire\\_zone\\_le\\_village\\_peut-il\\_encore\\_se\\_developper\\_Bernard\\_Ouimet](http://agora-2.org/colloque/solidariterurale.nsf/Conferences/Territoire_zone_le_village_peut-il_encore_se_developper_Bernard_Ouimet)]

2. Ouimet, Bernard (2009). «Protection du territoire agricole et développement régional: une nouvelle dynamique mobilisatrice pour nos communautés» *Rapport remis au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec*, Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, 32p.

3. *Ibid.*, p. 17.

4. *Ibid.*

5. Thibodeau, Jean-Claude, Jeannine Bergeron et Marcel Gaudreau avec la collaboration de Jean McNeil (1986). *Le zonage agricole, un bilan positif: les effets positifs de la loi 90 dans la région sud de Montréal*, Montréal, INRS-Urbanisation 192p.

# L'occupation du territoire et les néo-ruraux au Québec : impacts et défis

par Myriam Simard, INRS Centre Urbanisation Culture Société  
et Laurie Guimond, Université d'Ottawa et INRS Urbanisation Culture Société

Qui n'a pas déjà remarqué l'installation de plus en plus fréquente à la campagne de personnes de tous les âges et de diverses occupations, telles que traduction, graphisme, restauration, communication, enseignement, agriculture biologique, etc. ? Ces personnes, que l'on appelle des « néo-ruraux », quittent la ville principalement pour améliorer leur qualité de vie. Or, quel est l'impact de l'arrivée de ces nouveaux ruraux pour le développement rural et régional ? Comment se vit au quotidien la cohabitation de ces nouveaux résidents avec les populations plus anciennes ? Quels sont les principaux défis liés à leur occupation du territoire rural ?

Une brève incursion dans cette migration de la ville à la campagne permet de fournir quelques réponses à partir des résultats du *Groupe de recherche sur la migration ville/campagne et les néo-ruraux* de l'INRS<sup>1</sup>. Manifestation évidente des transformations contemporaines de la ruralité, cette migration entraîne non seulement une diversification sociodémographique, économique et culturelle du milieu rural, mais aussi une intensification des rapports d'échanges et de mobilité entre les deux espaces, urbain et rural. À l'encontre d'une vision dualiste et traditionnelle opposant ces deux types de territoires<sup>2</sup>, leur complémentarité et leur coopération deviennent de plus en plus affirmées.

Nous vous proposons, dans les lignes qui suivent, d'aller au-delà d'une première représentation superficielle de la néo-ruralité au Québec, en déconstruisant certains mythes et préjugés selon lesquels l'arrivée de ces nouveaux résidents n'occasionnerait que des conflits. Précisons que par *néo-ruraux*, on entend les individus qui vivaient en milieu urbain et qui ont fait le choix de venir s'installer en permanence à la campagne. Ils y vivent depuis plus d'un an et moins de 20 ans. Les navetteurs, les villégiateurs, les touristes et les banlieusards sont exclus de ce groupe.

## Motivations de la migration : une même quête de qualité de vie meilleure

Nous avons déjà démontré que les néo-ruraux sont loin d'être un groupe homogène, puisqu'ils présentent des caractéristiques diversifiées sous plusieurs aspects (âges, trajectoires résidentielles, professions, expertises, statut d'emploi, revenus, implication locale...)<sup>3</sup>. Même si leurs raisons précises de migration peuvent être variées, une motivation commune semble dominer chez les néo-ruraux et renvoie à leur désir de vivre dans un milieu où ils pourront bonifier leur qualité de vie globale. Cette quête de qualité de vie est cruciale dans les propos des néo-ruraux. Elle se traduit, notamment, par la recherche d'un équilibre entre leur vie professionnelle, familiale et personnelle, par la volonté d'élever des enfants dans un milieu sécuritaire, par l'envie de fuir le rythme effréné de la ville et d'avoir un contact plus étroit avec la nature et un environnement sain, par



le goût de la réalisation de soi qui passe entre autres par le travail autonome, ou simplement par le désir de prendre une retraite dans un cadre de vie plus paisible qu'en milieu urbain.

Ce sont d'ailleurs les attraits offerts par la campagne, quant à cette qualité de vie, qui les ont attirés en premier lieu, généralement avant les motifs professionnels (emploi local disponible...), familiaux (retrouver la famille, suivre le conjoint...) ou financiers (coût de vie moins élevé, achat plus facile d'une maison...).

Ces attraits font référence aussi bien aux caractéristiques physiques du milieu rural (beauté des paysages, air pur, tranquillité, vastes espaces...) que sociales (convivialité, relations personnalisées, sécurité...), au rythme et au style de vie plus calmes et moins stressants qu'en ville et au cadre idéal pour réaliser des projets personnels, par exemple une réorientation de carrière ou une retraite.

## Impacts multiples : des espaces de solidarité au-delà des conflits

Les médias rapportent souvent des exemples de conflits entre nouveaux résidents et agriculteurs ou autres ruraux, au point où nous risquons de perdre de vue la contribution globale des néo-ruraux pour le développement de leur nouveau milieu de vie. Ces affrontements peuvent porter aussi bien sur certains effets nocifs de la production agricole (nuisances olfactives et sonores, pollution des cours d'eau...) que sur l'orientation de certains projets d'aménagement du territoire ou encore sur la planification à long terme de son développement. Il serait exagéré de réduire ces conflits à un simple clivage entre néo-ruraux et ruraux de longue date, puisque la réalité



est plus complexe et renvoie à des jeux d'alliances entre une multiplicité d'acteurs autour de ces enjeux cruciaux (promoteurs de projets, associations de défense, élus municipaux, citoyens, etc.).

S'il est vrai que des visions différentes du développement et de l'aménagement territorial peuvent parfois opposer les ruraux entre eux, d'autres zones de collaboration et de solidarité émergent et ne peuvent être ignorées, tels que les espaces d'implication bénévole dans la communauté. Plusieurs néo-ruraux n'hésitent pas à s'engager dans la vie associative locale et à mettre leurs énergies et expertises au profit de leur milieu. Ceci est particulièrement manifeste dans le secteur culturel et dans celui du développement durable<sup>4</sup>. Ce sont surtout les néo-ruraux retraités qui s'investissent dans le domaine culturel, ces derniers bénéficiant de plus de temps libre que les autres groupes d'âge. Par exemple, dans la municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi où la vie culturelle est un facteur d'attraction important, ils ont su dynamiser ce secteur en mettant sur pied bénévolement de nouvelles activités en collaboration avec des ruraux de longue date (ouverture d'une salle de spectacle, création d'événements spéciaux, formation d'une chorale ou d'une troupe de théâtre, rédaction de chroniques sur le patrimoine historique et architectural local, constitution d'un réseau d'artistes, etc.). En outre, ils se sont impliqués dans une panoplie d'activités liées à la culture, allant d'une collecte de fonds ou de l'organisation d'une campagne de publicité jusqu'à leur participation active dans des comités variés, tels ceux destinés à développer une politique culturelle dans leur village ou leur MRC.

Pour les néo-ruraux, cette participation est une façon de maintenir et de bonifier l'offre culturelle de la région, tout en mettant en valeur des atouts locaux et en comblant certaines lacunes par des projets originaux. De plus, elle figure comme une modalité d'intégration et une stratégie pour rencontrer d'autres ruraux, nouveaux ou de longue date, et se construire un réseau social. Il y a ici un métissage évident entre les deux populations et des occasions uniques d'échanger des idées, de collaborer à la revitalisation culturelle de leur milieu et de nouer des amitiés. Cet engagement facilite leur ancrage dans la communauté, le renforcement de leur sentiment d'appartenance au milieu rural et des rapprochements entre ex-urbains et ruraux. Il en va de même pour des projets de conservation et de développement durable, dont les exemples sont nombreux dans Brome-Missisquoi (fondation de fiducies foncières et d'association de conservation, groupe de sauvegarde du Mont Pinacle...)

Ces espaces de solidarité et de complicité nous obligent donc à aller au-delà des conflits, et à analyser avec toutes les nuances nécessaires les multiples impacts de l'arrivée des néo-ruraux ainsi que l'ensemble de leurs interactions avec la population locale. Par ricochet, cela nous force à porter un regard renouvelé sur le rapport ville/campagne alors que des actions de coopération et d'entraide d'ex-urbains ainsi que leurs compétences diversifiées viennent contribuer à l'essor du milieu rural. Cela nous permet également de repérer le rôle de chacun des acteurs ruraux dans la consolidation de la cohésion sociale, et de comprendre les façons de faire « tenir ensemble » les divers éléments d'une société rurale de plus en plus hétéroclite.


### Quelques défis d'avenir

L'occupation du territoire rural par les néo-ruraux entraîne inévitablement une interpénétration croissante de l'urbain et du rural et une ouverture à des métissages variés qui concourent à la construction de la nouvelle ruralité du 21<sup>e</sup> siècle. Même si les néo-ruraux s'impliquent dans des activités structurantes pour le développement de la région, certains défis subsistent. Sans être exhaustives,

« S'il est vrai que des visions différentes du développement et de l'aménagement territorial peuvent parfois opposer les ruraux entre eux, d'autres zones de collaboration et de solidarité émergent et ne peuvent être ignorées. »

mentionnons celui d'atténuer les effets pervers de l'embourgeoisement de certains milieux ruraux (*rural gentrification*), notamment les hausses de la valeur foncière et des taxes municipales qui entraînent l'exclusion des jeunes et des moins nantis. Les décideurs locaux doivent alors concevoir et mettre en place diverses politiques pour encourager l'installation de populations diversifiées et le partage équitable de l'espace rural (politiques d'accès à la propriété, politiques familiales, mesures d'accueil, etc.), faute de quoi, un sentiment de dépossession et divers clivages socioéconomiques entre les diverses populations rurales risquent de se développer.

Avec l'essor d'Internet et des mobilités croissantes entre la ville et la campagne, les rapports à l'espace, au temps et au travail sont modifiés. D'autres défis incluront celui de créer des emplois qualifiants et bien rémunérés en milieu rural et celui de fournir aux travailleurs autonomes des conditions propices pour le démarrage et la consolidation de leur entreprise, incluant le service Internet à large bande sur l'ensemble du territoire rural. Il faudra également continuer à améliorer le transport en commun adapté au milieu rural (covoiturage, meilleure utilisation du transport scolaire et du réseau de pistes cyclables, etc.) pour faciliter les déplacements de tous les groupes d'âge et des personnes sans voiture.

En fait, il subsistera toujours le défi d'adopter une vision à long terme et de rester ouvert à des formes plurielles de repeuplement, selon les spécificités des territoires et des nouveaux résidents qui s'y installent et non pas de viser à une recomposition sociodémographique des campagnes uniforme et rectiligne dans tout le Québec<sup>5</sup>. 

1. Dirigé par Myriam Simard, professeure à l'Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture et Société (INRS-UCS), ce Groupe a un site web où l'on peut consulter plusieurs publications et voir les méthodologies utilisées : [www.neoruraux.ucs.inrs.ca](http://www.neoruraux.ucs.inrs.ca)

2. Voir un bilan critique dans Simard, M. (2002). Espace rural et culture, dans Lemieux, D. (dir.), *Traité de la culture*. Québec : Les Presses de l'Université Laval et les Éditions de l'IQRC, 163-180.

3. Simard, M., Guimond, L. (2009), « L'hétérogénéité des nouvelles populations rurales : comparaison dans deux MRC contrastées au Québec », *Recherches sociographiques*, 50 (3), 475-505.

4. Les impacts économiques (diversification des emplois et services, valorisation des produits du terroir et de la consommation locale...) et sociodémographiques (renouvellement et rajeunissement de la population, maintien des services de proximité...) étant plus fréquemment mentionnés dans la littérature, nous nous concentrons ici sur les impacts liés à d'autres secteurs, tels la culture.

5. Simard, M., Guimond, L. (2010). « La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents », *Panorama des régions du Québec, édition 2010*, Institut de la statistique du Québec, 13-29.

En ligne : [www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2010.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2010.pdf)

# De l'électrification des campagnes à leur mise en réseau

par Réjean Roy, Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées

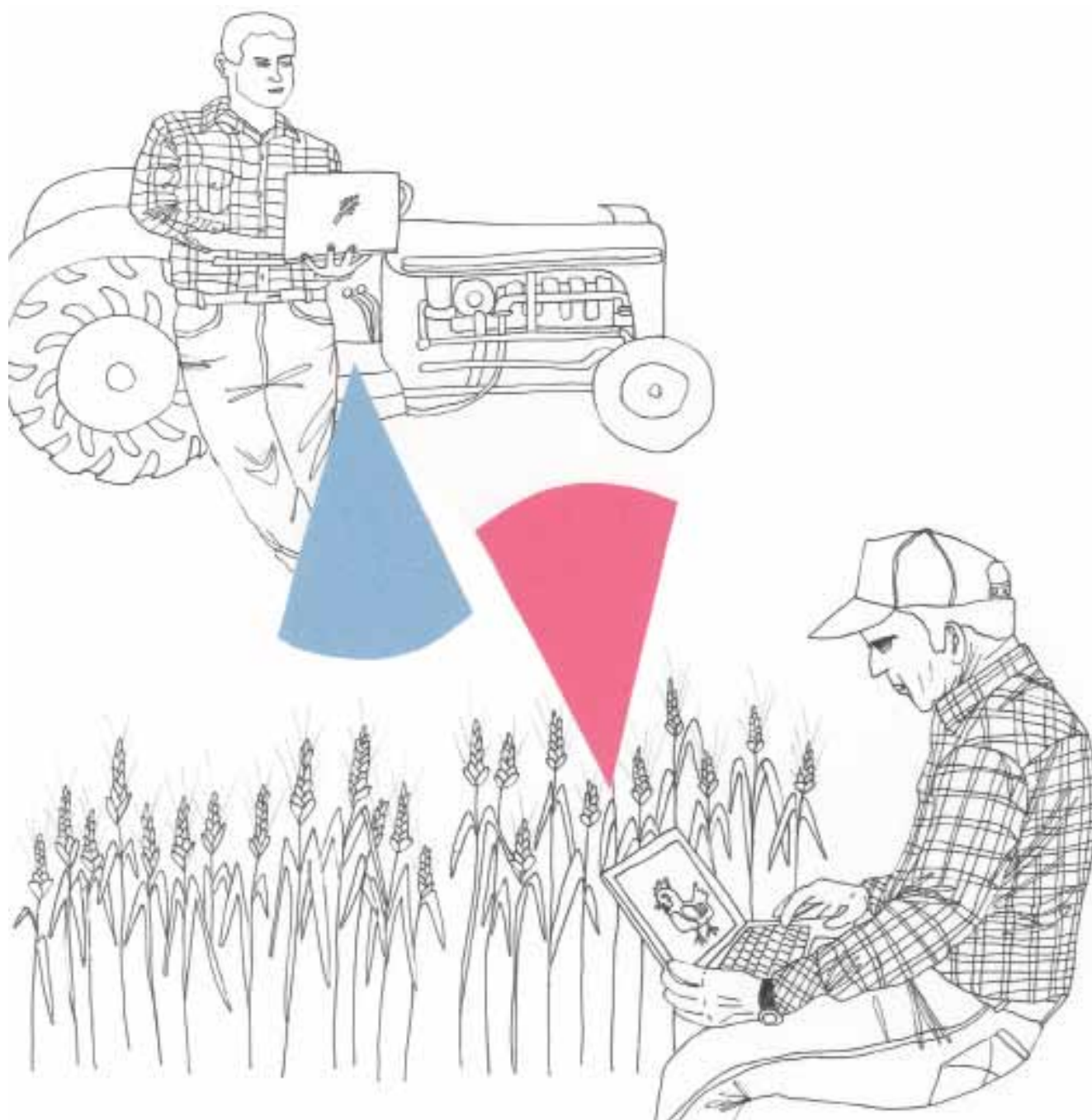


ILLUSTRATION : PERRINE LA FRAICHEUR

— La coopération entre l'urbain et le rural est possible et souhaitable, mais elle ne deviendra réalité qu'à la condition que les résidents et les organisations des communautés rurales aient accès aux technologies de l'information (TI) qui sont offertes dans les centres urbains, particulièrement Internet haute vitesse. Malheureusement, trop de territoires québécois tirent encore de la patte à ce chapitre. Cela pourrait les condamner à un isolement coûteux.

L'extraordinaire potentiel des TI réside dans cette capacité à mettre en réseau des utilisateurs que la distance géographique sépare. Évidemment, pour les résidents et les organisations du Québec rural, s'insérer grâce aux TI dans des réseaux économiques, sociosanitaires, éducatifs ou culturels, où sont actifs les urbains et, évidemment, d'autres ruraux, constitue une opportunité extrêmement intéressante.

Une récente étude du Département de l'Agriculture des États-Unis<sup>1</sup> démontrait récemment, chiffres à l'appui, que l'accès à Internet haute vitesse favorise la construction d'une économie plus concurrentielle dans les communautés rurales. Grâce aux concours organisés par des courtiers Web comme « Innocentive<sup>2</sup> », les entreprises du Témiscamingue ou de Chaudière-Appalaches, par exemple, ont aujourd'hui de meilleures chances que par le passé d'attirer des professionnels urbains, nationaux ou étrangers, qui les aideront à mettre au point les solutions minières, chimiques ou informatiques que leur (petite) équipe de chercheurs serait incapable de produire seule.

D'autres études démontrent que le développement de services de santé en ligne constitue un facteur qui contribue à diminuer l'exode des populations rurales vers les villes et à augmenter le sentiment de sécurité des citoyens. C'est pourquoi les établissements de santé des territoires ruraux compensent de plus en plus la rareté de spécialistes locaux en se tournant « virtuellement » vers les professionnels des établissements des grandes villes pour offrir des services de télédiagnostic, de téléradiologie ou de téléconsultation à leurs patients.

Un nombre croissant d'écoles de village pallient le faible nombre d'inscriptions d'élèves ou le manque chronique de ressources pédagogiques en faisant travailler leurs élèves et leurs enseignants en réseau, avec d'autres enfants ou enseignants « ailleurs ». Une étude menée par le Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO) a démontré que les élèves qui ont participé au projet *École éloignée en réseau* ont plus de motivation à lire et qu'ils comprennent mieux les textes qu'on leur soumet, tandis que leurs enseignants se sentent moins isolés<sup>3</sup>.

Cela, c'est sans compter que de nombreux Québécois se servent d'Internet pour regarder des films que leur club vidéo ne distribue pas, pour discuter d'un passe-temps qui laisse leurs proches indifférents ou pour pratiquer, sur Livemocha<sup>4</sup> par exemple, une langue que personne ne connaît dans leur voisinage.

On le voit, les TI aident les ruraux à profiter d'avantages autrefois réservés aux urbains. Mais la relation n'est pas qu'unidirectionnelle. Après tout, les municipalités régionales de comté (MRC) rurales ou territoires équivalents du Québec regorgent, tout autant que Montréal, Québec ou Gatineau, de fournisseurs ingénieurs, de médecins compétents, d'enseignants motivés ou de consommateurs curieux que les urbains peuvent, grâce à Internet, mobiliser en leur faveur.


Mais malheureusement pour tous les Québécois, les communautés rurales sont encore trop peu présentes dans le cyberspace. Cela

tient en partie au fait qu'à l'orée de 2011, beaucoup d'entre elles n'ont tout simplement pas accès aux nécessaires services d'Internet haute vitesse. Pas étonnant donc que Bruno Jean, professeur à l'Université du Québec à Rimouski, puisse affirmer que brancher les régions du Québec à Internet haute vitesse représente une urgence nationale : « Il est aussi important de relever ce défi rapidement qu'il l'était, après la Deuxième Guerre mondiale, d'électrifier l'ensemble des communautés du Québec ».

Selon les travaux du *Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées*<sup>5</sup>, créé par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), 3,3 millions de Québécois résidaient à l'extérieur des grands centres urbains du Québec en 2009. De ce nombre, 900 000 (27 %) n'étaient pas en mesure d'accéder à Internet haute vitesse ou Internet à vitesse intermédiaire à domicile s'ils le souhaitaient, ce service n'étant pas offert dans leur quartier ou municipalité.

En 2009, les gouvernements du Québec et du Canada ont mis en œuvre deux importants programmes de soutien, le programme *Communautés rurales branchées* du MAMROT et le programme *Large Bande Canada – Un milieu rural branché* d'Industrie Canada, pour corriger la situation.

Bien que ces programmes aient été fortement attendus, ils pourraient ne pas rapporter les bénéfices escomptés. Car, plutôt que de soutenir des projets de branchement permettant aux abonnés ruraux de profiter de services Internet haute vitesse de qualité égale à ceux offerts en milieu urbain, Industrie Canada a choisi d'appuyer, dans plusieurs régions, le démarrage de projets de type satellitaire.

Concrètement, ceci signifie que pendant que les urbains pourront naviguer sur Internet à des vitesses de plusieurs mégabits par seconde, avec des délais de transit réduits (une nécessité pour tenir des vidéoconférences où les participants ont l'impression d'être sur la même planète), sans plafond de téléchargement ou de téléversement de données, des milliers de ruraux, en Mauricie, en Estrie et ailleurs, devront se contenter de rouler dans quelque chose qui ressemble à une « Lada » dont le réservoir ne peut être rempli qu'une fois par mois et dont le moteur, peu puissant, fonctionne seulement quand il fait assez beau temps ! Or, tant que ruraux et urbains n'auront pas un accès égal à Internet haute vitesse, le plein exercice de leur complémentarité demeurera un leurre. 

« Les élèves qui ont participé au projet *École éloignée en réseau* ont plus de motivation à lire et comprennent mieux les textes qu'on leur soumet, tandis que leurs enseignants se sentent moins isolés. »

1. Stenberg, Peter et autres (2009). *Broadband Internet's Value for Rural America*, Economic Research Report N°. (ERR-78), United States Department of Agriculture, 70 p. Disponible en ligne : [www.ers.usda.gov/publications/err78](http://www.ers.usda.gov/publications/err78)

2. [www2.innocentive.com/](http://www2.innocentive.com/)

3. [www.eer.qc.ca/](http://www.eer.qc.ca/)

4. <http://fr-fr.livemocha.com/>

5. [www.ruralitebranchée.org/](http://www.ruralitebranchée.org/)

# Le développement des arts et de la culture comme moyen de se définir collectivement

par Maureen Martineau, Théâtre Parminou



Deux comédiens de *Visages à trois faces*, une création « pour » le jeune public qui a été jouée près de 500 fois dans des gymnases d'écoles de toutes les régions du Québec.

— La création artistique est essentielle. Dans un monde que tout divise et où l'individualisme règne, elle travaille à recréer les liens sociaux et à rassembler. Qu'il s'agisse de théâtre, d'arts visuels, de littérature ou de musique, l'œuvre artistique va à la rencontre des gens, établit une communication directe avec le spectateur, l'arrache à ses écrans, lui fait vivre une expérience émotive et souvent collective.

La création artistique est nécessaire parce que c'est un lieu de parole, un lieu de médiation. Les gens se reconnaissent dans les

œuvres, développent une identité collective et sont de plus en plus fiers de leurs artistes. Ce sont ces matériaux qui cimentent une communauté et qui lui permettent d'envisager son avenir avec confiance.

Mais est-ce que toutes les catégories de citoyens se reconnaissent actuellement dans la création artistique québécoise et s'identifient aux œuvres d'ici? La production artistique semble souvent refléter des identités duales ou même plurielles : culture urbaine/rurale, culture savante/populaire, création indépendante/



commerciale, culture élitare/de masse. La petite part de la population qui fréquente les arts et les événements culturels est elle-même segmentée. Pour créer des ponts, particulièrement entre les milieux ruraux et urbains, il faut repenser la question de la production et de la circulation des œuvres. Par qui sont-elles créées? Pour qui? Avec qui?

« S'il est stimulant pour les publics et les artistes d'accueillir chez eux les créations des grands centres, il est tout aussi important d'avoir la possibilité, comme région, petite ville ou municipalité rurale, d'être « producteur » de sa propre culture [...]. »

#### L'art et la culture « pour »

Si la création artistique est essentielle, son accès en est l'enjeu vérifiable. Car si les expériences de démocratisation culturelle sont nombreuses, créatives et présentes sur tout le territoire québécois, elles ont encore tendance à prioriser la circulation des œuvres des grands centres vers les régions. Dans la réalité actuelle, la production artistique et culturelle, ainsi que la densité de l'offre culturelle, sont concentrées dans la métropole, particulièrement en raison de la masse critique des publics, des artistes et organismes culturels qui s'y retrouvent et, conséquemment, des subsides qui y sont attribués. D'énormes disparités existent entre les régions du Québec en ce qui concerne l'attribution des dollars culturels : à elles seules, deux régions, Québec et Montréal, accaparent 82 % de toutes les dépenses culturelles du gouvernement québécois<sup>1</sup>.

#### L'art et la culture « par »

S'il est stimulant pour les publics et les artistes d'accueillir chez eux les créations des grands centres, il est tout aussi important d'avoir la possibilité, comme région, petite ville ou municipalité rurale, d'être « producteur » de sa propre culture et ce, dans un esprit d'affirmation identitaire et culturelle et aussi de réciprocité avec les autres régions. Les modèles des projets artistiques et culturels que l'on voit émerger actuellement dans plusieurs coins du Québec ont la particularité d'être uniques, car ils prennent forme en étroite écologie avec leur milieu de vie. Tant la géographie (régions forestière, côtière, insulaire, nordique, etc.) que l'histoire, la situation économique, la sensibilité et la composition des publics (population locale, touristique) sont autant des facteurs qui inspirent l'esthétique de l'art en milieu rural tout autant qu'en milieu urbain. Il est donc important de soutenir une démocratisation des moyens permettant à la création artistique d'éclore partout sur le territoire, afin d'enrichir et de diversifier notre production culturelle, mais aussi d'affirmer nos identités multiples. Le sentiment de fierté et d'appar-

tenance des citoyens qui en résulte ne peut que contribuer à freiner l'exode rural et à attirer le tourisme ainsi que les nouveaux arrivants.

Des avancées intéressantes ont été réalisées ces dernières années grâce aux fonds régionaux dévolus aux projets artistiques ainsi qu'avec les ententes que le Conseil des arts et de la culture du Québec et le ministère de la Culture des Communications et de la Condition féminine ont signées avec certaines villes, municipalités régionales de comté (MRC) et Conférences régionales des élus. Les montants disponibles par le biais du Pacte rural sont aussi venus soutenir, notamment, des infrastructures culturelles comme celles du Petit Bonheur à St-Camille ou du Mouvement Essarts et de sa « Forêt sculptée » à Saint-Pie-de-Guire.


#### L'art et la culture « avec »

Divers programmes gouvernementaux (résidences d'artistes du Conseil des arts et des lettres du Québec, programme de collaboration entre les artistes et la communauté du Conseil des arts du Canada, bourses d'artistes) favorisent aussi la mobilité des artistes et donc des projets. Grâce à ces programmes, les artistes peuvent séjourner dans une ville hôte le temps d'y créer des œuvres en étroite collaboration avec les artistes de la région visitée et d'inclure la population dans les démarches de création. Créer « avec la communauté » permet de franchir la ligne qui veut que le public ne soit que « consommateur » de l'œuvre qu'on cherche à lui offrir ou à lui vendre. Il est appelé à être « coproducteur » en s'impliquant dans le processus de création.

Ces expériences artistiques qui allient la participation d'intervenants professionnels avec des gens du milieu permettent à la production culturelle de refléter des réalités régionales et de prouver que l'art et la culture peuvent aussi être un lieu de parole pour les citoyens, peu importe leur provenance sur le territoire québécois. Il serait d'ailleurs fort intéressant que les municipalités qui se sont dotées de politiques culturelles incluent et soutiennent ce genre de pratiques, à titre de moyen facilitant les échanges culturels entre le milieu rural et le milieu urbain.

#### Une culture en résistance

On peut aussi voir, dans la somme de nos identités régionales, les remparts de notre identité nationale, une identité menacée par la culture de masse, de dominance américaine, fortement axée sur la consommation. Dans ce contexte d'assimilation culturelle, la création artistique « pour », « par » et « avec » les citoyens d'ici vient s'interposer tel un acte de résistance. C'est une façon de contrer la tendance à l'uniformisation, une façon de s'affirmer comme collectivité avec nos valeurs et notre parole.

Mais cette identité collective ne peut exister sans une parole artistique plurielle et chorale, mixant les voix créatrices de toutes les régions. Voilà l'urgence de continuer de favoriser les échanges entre le milieu rural et urbain. Un partage plus équitable du pouvoir de production et de diffusion de la création artistique nous permettra peut-être de nous donner des repères communs, des valeurs collectives et citoyennes, incluant celle de la démocratisation culturelle, mais surtout celle d'une véritable culture de la démocratie. 

1. Claude Picher (2009), « Pluie de dollars pour la culture », *La Presse*, 21 novembre 2009.

# La proximité économique et productive pour mieux voir loin

## Entrevue avec Éric Pineault

par Maud Emmanuelle Labesse, comité de rédaction

— Les milieux ruraux et urbains du Québec sont souvent coincés dans des rapports de dépendance économique qui font en sorte qu'il n'est pas toujours simple pour eux de cultiver des relations de coopération qui soient fondées sur la solidarité et l'équité. C'est pour mieux comprendre ces types de relations que la revue DS a voulu s'entretenir avec Éric Pineault, qui s'intéresse aux alternatives au modèle économique actuel dans une perspective de développement écologique, solidaire et local. Éric Pineault est professeur au département de sociologie à l'Université du Québec à Montréal et chercheur au Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé.

**DS – Le modèle économique actuel entrave-t-il, selon votre analyse, le développement durable des communautés ?**

**ÉP –** Le capitalisme actuel crée un biais dans l'économie vers une logique « court-termiste » primant le développement d'actifs financiers plutôt que réels. Quand une communauté est dans une démarche de planification à long terme et de compréhension de son développement, elle fait face à cette logique inverse qui présente, de surcroît, une résistance à la planification. Ça crée inévitablement un hiatus.

Ensuite, la récurrence des crises fait en sorte que les projets en voie d'élaboration dans les communautés peuvent, subitement, ne plus être rentables en raison de fluctuations sur les marchés financiers ou de variation de taux d'intérêt qui sont hors de leur contrôle.

Le capitalisme est une économie centrée sur une croissance où il n'y a pas vraiment de critère de viabilité. Celui-ci est généralement introduit de manière politique par des réglementations. Or, le capitalisme a une tendance inhérente à résister à l'imposition de politiques qui favorisent des activités économiques durables. La façon dont on développe nos territoires en est un bon exemple : les tentatives d'encadrer le développement sont souvent contrecarrées par la spéculation.

Le modèle économique actuel entrave donc le développement durable des communautés parce qu'il les prive de leur capacité à faire des choix de trajectoire. Dans le cas des communautés rurales, nous avons eu, au 20<sup>e</sup> siècle, une tendance au développement de régions mono-industrielles, spécialisées autour de certaines ressources : la forêt, les mines, les pêches. Ce développement reposait sur de grandes entreprises qui détenaient un immense pouvoir sur ces communautés : celui qui contrôle l'investissement contrôle aussi la destinée matérielle d'une communauté. Or, les régions ressources sont devenues dépendantes de ces industries. Quand elles ont fermé, ou qu'elles sont parties pour des raisons de profit plutôt que pour des raisons de production, ces communautés ont perdu leur assise économique en plus de ne plus disposer de ressources culturelles et sociales pour se redynamiser et pour reprendre une trajectoire de développement.

La dépendance des producteurs agricoles à l'égard de l'industrie agroalimentaire et pétrochimique constitue une autre forme de dépendance rurale typique. Par exemple, la culture du maïs s'est imposée dans la plaine de Montréal, et cela, même si elle n'est pas viable écologiquement, en plus de ne pas être particulièrement rentable. Or, son grand besoin de pesticides et de fertilisants sert bien les intérêts de la pétrochimie. On pourrait aussi penser au maraîchage industriel qui rend ces communautés dépendantes pour leurs intrants, et dépendante de Montréal pour la distribution. Un brocoli qui pousse à l'Île d'Orléans passe par Montréal avant d'être vendu à Montmagny, simplement parce que les chaînes d'alimentation ont centralisé leurs centres de distribution dans la banlieue de Montréal.

Ceci dit, ce phénomène de dépendance affecte tout autant les villes. Dans les années 1970, les grands centres urbains ont aussi connu un phénomène de désindustrialisation qui a créé des poches de pauvreté et de « dé-développement ». Aujourd'hui, les traités de libre-échange et le pouvoir politique de grandes multinationales y ont également des répercussions colossales. Il n'y a qu'à voir la récente saga des voitures de métro de Montréal pour comprendre que le pouvoir décisionnel de la Ville est considérablement miné !

**DS – Malgré ce modèle économique, les milieux urbains et ruraux du Québec entretiennent-ils des relations de coopération ?**

**ÉP –** Oui et non. Il y a à travers toute la nouvelle culture culinaire au Québec une revalorisation, auprès des urbains, de ce qui est produit dans les terroirs québécois et qui projette une autre image de la campagne. Les projets d'agriculture soutenus par la communauté (ASC) sont le summum de ce courant, car ils court-circuitent le marché. Cette relation urbaine/rurale se fonde sur la solidarité entre producteurs et consommateurs. Selon moi, l'ASC est un modèle qui mériterait d'être utilisé dans d'autres secteurs. Je pense à celui du bois par exemple. Une politique du bois pourrait soutenir notamment les communautés qui vivent la fin de l'industrie forestière classique. Il y a aussi le tourisme qui peut être un bel exemple de coopération rurale/urbaine. Mais il ne peut, à lui seul, être le moteur économique de toute la ruralité.

Par contre, notre mode de développement urbain représente à mes yeux un phénomène de non-coopération. Le Québec se développe en utilisant la métropole comme forme d'urbanité et son développement se fait essentiellement par l'extension des banlieues. C'est une logique de développement axée sur l'automobile, extensive et mangeuse d'espace, qui engendre un déséquilibre territorial immense. La région métropolitaine rassemble 50 % de la population québécoise et grossit en avalant ce qui aurait pu être des pôles régionaux distincts. Montréal est la seule ville nord-américaine à ne pas avoir de ceinture verte. Or, sa délimitation favoriserait la densification de Montréal et serait une contrainte à son étalement. Du coup, cela encouragerait l'émergence de nouveaux pôles d'urbanisation hors Montréal.



Éric Pineault

**DS – On entend souvent que le développement durable des communautés passe par leur autonomisation. Comment peut-elle se réaliser ?**

**ÉP –** Par des circuits économiques courts : ce que hait le capitalisme actuel ! Les circuits économiques courts ont pour principe de maximiser la production locale pour répondre aux besoins locaux. Par exemple, si on construit une maison, on devra utiliser le bois de la région, le transformer localement, maximiser les matériaux qui viennent du coin en y faisant travailler les entreprises locales qui, à leur tour, tenteront d'utiliser les ressources locales. Or, le principe même du libre-échange et de la grande entreprise est de maximiser et tirer avantage des circuits économiques longs. Ceci permet de jouer sur les différentiels de revenus, de prix, de coûts. C'est comme ça que se font les gros profits.

De là l'importance de revaloriser les liens de proximité économiques et productifs. On parle beaucoup de la proximité et de la solidarité en termes de socialité. On oublie qu'on doit aussi faire une valorisation de la proximité économique : valoriser l'achat local et employer ce qui est proche plutôt que de procéder selon une logique de prix.

**DS – Comment s'exprimerait une économie plus sensible aux réalités locales et régionales ?**

**ÉP –** Trois principes peuvent nous guider pour réfléchir à une autre économie : celui de l'échelle, de la propriété et du type de production. L'échelle – et l'ancrage – signifient favoriser des circuits économiques courts lorsque possibles. Pour ce qui est de la propriété, il faut encourager des formes qui soient coopératives, familiales, publiques ou semi-publiques ou un mélange de tout ça. Cela nous

permettrait d'avoir des entreprises qui ne dépendent pas de la bourse ou de la logique financière. Le Québec a une tradition de propriété hybride. Nous avons d'ailleurs plusieurs outils utiles à cette fin : la Caisse de dépôts et de placements, le Fonds de solidarité de la FTQ, le Mouvement Desjardins, etc. Enfin, il faut favoriser des modes de production qui ont une faible empreinte écologique.

Les conséquences déstructurantes de notre modèle économique sont connues, tout autant que les options qui pourraient être mises en œuvre. La résistance est donc culturelle et politique. Les corporations surproduisent parce qu'elles suraccumulent. Il faut donc, qu'à l'autre bout, elles génèrent une culture de surconsommation. On vit dans cette économie, et c'est dur de se défaire de la culture qui s'y rattache. Ce n'est pas juste une question de choix, c'est aussi une question de comment les choses sont faites. Elles sont faites pour briser, pour être remplacées rapidement. Il y a certes une poignée de puissants qui ont des intérêts à ce que la société demeure telle qu'elle est, mais il y a aussi cette culture financière et capitaliste qu'il faut déconstruire. La propriété des grandes entreprises est largement socialisée en Amérique du Nord. Elle appartient à des fonds mutuels et des fonds de pension, à des institutions qui se servent de l'épargne des salariés. Le grand capital appartient à la société sous toutes sortes de formes.

**DS – Est-ce qu'on peut réhabiliter la solidarité économique outre que par l'État providence ?**

**ÉP –** Il faut réinventer un État social qui aurait d'autres priorités que celle de soutenir la capacité de consommation des salariés. Il faut penser à des politiques sociales qui génèrent du temps (de socialité, de culture, d'autoproduction, de formation). Ce ne serait toutefois pas souhaitable de réhabiliter l'État providence tel qu'il existait dans les années 1960, et ce, pour une raison très simple : sa fonction était de protéger et de soutenir les surconsommateurs. Il est donc écologiquement et culturellement inadéquat.

**DS – Vous dites souvent qu'un changement de paradigme économique passe par une décroissance. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?**

**ÉP –** C'est une économie basée sur la création de temps libre, de tissus économiques locaux forts, de biens durables. Ça ne signifie pas une régression. Il s'agit plutôt de privilégier, comme moteur de développement, la réduction de l'empreinte écologique, la réduction du gaspillage et du spectre de consommation qui nous poursuit.

**DS – Pouvons-nous nous engager dans une décroissance sans pénaliser de petits milieux ruraux qui sont déjà en perte de vitesse ?**

**ÉP –** Il y a plusieurs formes de surconsommation, mais il y en a une qui concerne tout le monde, même les plus démunis de notre société. Elle nous contraint à surconsommer par toutes sortes de mécanismes sociaux comme le suremballage ou la réduction du temps qu'on a sous la main qui nous pousse à acheter davantage. Se libérer de cette surconsommation contrainte, ce n'est pas juste une question de volonté individuelle, ça doit aussi être un projet collectif. Pour des régions plus périphériques et dépendantes, ce pourrait être justement une voie de sortie. Il s'agit de voir comment ces communautés peuvent garder le peu d'argent qui se gagne dans les villes ou les villages, identifier les failles par lesquelles l'argent fuit et y trouver des alternatives pour que l'argent reste dans le village, en consommant ce qui se produit localement. **DS**

# Petit mais fort, parce qu'ensemble!

« Une contrée en montagnes dans Bellechasse »

par Guy Boudreau, Maryse Drolet, Pierre Drouin, Sylvie Fortin et Yolande Lépine



Départ des membres du comité de gouvernance et du comité de coordination du projet d'expérimentation pour la mission d'études qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 9 mai 2010.

Le défi d'être une petite collectivité rurale aujourd'hui n'est pas toujours facile à relever et soulève bien des questions. Comment freiner l'exode des jeunes et des aînés vers les grands centres? Comment survivre à la morosité, à la fermeture des commerces et des services? Comment stimuler le milieu et favoriser la participation citoyenne? En Chaudière-Appalaches, quatre municipalités rurales du sud de la municipalité régionale de comté (MRC) de Bellechasse affirment que l'union et la mutualisation des richesses naturelles et humaines, ainsi qu'un fort sentiment de fierté et d'appartenance à son milieu constituent des ingrédients essentiels pour assurer leur avenir.

Réunies par la volonté d'inverser la courbe de la dévitalisation, les municipalités de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Léon-de-Standon, Saint-Nazaire-de-Dorchester et Saint-Philémon ont entrepris une réflexion sérieuse sur leur devenir. Ce travail les a amenées à expérimenter une nouvelle façon de penser leur territoire et de se gouverner, dans un esprit de coopération et de solidarité: une gouvernance territoriale partagée! Un comité de gouvernance a donc été mis sur pied en 2009, composé d'élus, de représentants d'organisations et de citoyens, auquel se joignent l'agent de développement rural du Centre local de développement (CLD) et une organisatrice communautaire. La Conférence régionale des élus (CRÉ) de Chaudière-Appalaches et la direction régionale du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) suivent de près cette initiative. La Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'UQAT apporte son concours en matière d'évaluation participative du projet.

En mai 2010, une mission en France des CRÉ de la région Chaudière-Appalaches et de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a permis de confirmer la pertinence de la démarche par l'exploration de la

réalité de l'intercommunalité à travers différents projets de développement issus d'une planification collective. La MRC de Bellechasse, qui regroupe 20 municipalités rurales dont la population varie entre 400 à 4500 habitants, appuie la participation des membres du comité de gouvernance à la mission par le biais du Pacte rural. Selon monsieur Hervé Blais, préfet de la MRC et personnellement impliqué dans le projet « La vitalité des petites collectivités est essentielle à la santé des municipalités plus grandes, voire au dynamisme même de la MRC tout entière. Il faut s'élever pour aller au-delà de la dualité et des guerres des clochers. »

Encore aujourd'hui, on observe autour de la Table des maires de la MRC des jeux de relations et de pouvoirs entre les municipalités plus importantes et économiquement

plus dynamiques et les plus petites collectivités au dynamisme moins florissant. Toutefois, les leaders locaux impliqués dans le projet de la « Contrée en montagnes dans Bellechasse » misent sur une vision commune de leur territoire et sur le déploiement d'un projet concret à quatre, basé sur une vision de développement durable. Pour eux, l'avenir désirable passera par des innovations stratégiques et s'appuiera sur des principes de complémentarité, de solidarité et de coopération.

« La vitalité des petites collectivités est essentielle à la santé des municipalités plus grandes, voire au dynamisme même de la MRC tout entière. Il faut s'élever pour aller au-delà de la dualité et des guerres des clochers. » Hervé Blais

Les quatre municipalités souhaitent ainsi assurer un meilleur avenir à leurs citoyens, montrer la plus value d'une telle initiative de solidarité et générer une interrelation plus dynamique avec les autres municipalités de la MRC.



# Confluences tous azimut

par Bernard Lamarche, Musée régional de Rimouski et Julie Legault, Accès culture Montréal



Au printemps 2008, le Musée régional de Rimouski recevait une invitation qu'il ne pouvait refuser. Dans le cadre de l'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2008-2011* entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec et la Ville de Montréal, le *Réseau Accès culture* de Montréal — qui chapeaute notamment le circuit montréalais des maisons de la culture et autres lieux de diffusion — conviait le Musée à jouer un rôle prépondérant dans la circulation et l'accueil à Montréal d'artistes de la région du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. L'occasion était belle d'offrir une opportunité de diffusion à Montréal à des artistes de notre région. Le plus clair de l'événement, baptisé *De l'île à la mer*, a eu lieu à l'automne 2009 à Montréal. Une foule de belles rencontres et de projets subséquents en a émergé.

L'ensemble du projet *De l'île à la mer* concernait les arts de la scène et les arts visuels. Chargé du volet « arts visuels », le Musée régional de Rimouski a cherché à présenter les meilleurs exemples d'art contemporain chez les jeunes artistes de l'Est-du-Québec. Le projet s'est vite transformé en une vitrine montréalaise doublée d'un échange entre artistes. En juin 2009, le Musée inaugurait en ses salles l'exposition *Confluences*, comprenant le travail d'une douzaine d'artistes de Montréal et du Bas-Saint-Laurent. À l'enseigne de la « confluence » étaient réunies des esthétiques, des manières et des techniques diversifiées. Le titre de l'exposition manifestait en tout premier lieu l'esprit de rencontre du projet. Il s'agissait moins de définir une thématique qui aurait déroulé un fil conducteur unique que de permettre, justement, de structurer la « confluence ». En effet, entre les artistes de Montréal et ceux des Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine, il semblait préférable de montrer comment des résonances peuvent être mises en relief par une exposition rassembleuse. L'exposition a été reprise à la *Maison de la*

culture Frontenac à l'automne 2009, alors que huit expositions individuelles d'autant d'artistes de la région ont eu lieu dans le réseau *Accès culture* au même moment.

Autour de cette vitrine sur la création en région, des enjeux politiques, stratégiques et culturels se sont manifestés. Forcément, des questions ont été soulevées concernant la réalité parfois difficile des artistes de la région à se ressourcer ou à s'investir dans leur production, réalité qui ne présente cependant pas que des obstacles. Outre une visibilité accrue des artistes dans chacune des régions concernées, l'événement aura permis sans conteste de mettre en place du réseautage entre artistes. Ce n'est pas là la moindre réussite de la collaboration entre une métropole qui vise à affirmer son rôle essentiel dans la diffusion de la culture et une institution muséale qui cherche des opportunités de faire connaître la production des artistes de son milieu autant dans sa communauté immédiate qu'à l'extérieur de sa région quand l'occasion se présente.

Sur le plan artistique, l'événement *De l'île à la mer* s'est attiré des commentaires valorisants. Mais sa réussite se mesure à l'éclairage de critères tout autres. En effet, les retombées positives du projet comprenaient notamment les rapprochements multiples entre artistes, diffuseurs et collectionneurs institutionnels et privés. Mis à part le fait que des organismes fort différents dans leur structure et leur mission aient pu travailler de pair, sur un plan plus personnel, la rencontre entre les artistes de Montréal et ceux du Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine aura ouvert la porte à des collaborations imprévues. De fait, des invitations à des expositions futures entre artistes (dont une a déjà eu lieu dans le cadre de l'Off-Manif d'art de Québec au printemps 2010), des intérêts marqués de la part de diffuseurs, ainsi que des commandes et des ventes d'œuvres, ne sont que quelques exemples des prolongements de ce projet, conséquences directes de la dimension humaine associée au projet dès le départ.

Parmi les écueils à éviter pour une prochaine édition, les rencontres entre les artistes ne se sont pas étendues au-delà des champs de pratiques des artistes. Pour une prochaine édition, il serait souhaitable que cette barrière bien involontaire entre les gens des arts visuels et des arts de la scène soit ouverte. L'occasion se présente d'ailleurs cet automne. Le réseau *Accès culture* invite en effet plus d'une cinquantaine d'artistes de l'Abitibi-Témiscamingue dans le cadre du projet *AT@MTL, rencontres culturelles entre l'Abitibi-Témiscamingue et Montréal*. Cette fois, 30 artistes seront présentés dans neuf salles du réseau. Quant aux arts de la scène, ils seront en vedette à travers huit projets. L'événement se déroule du 29 septembre au 28 novembre.

Pour plus de détails : [www.accesculture.com/evenement/ATMTL](http://www.accesculture.com/evenement/ATMTL)

# Continuum ville/campagne : un projet territorial intégré

par Kaissy Charbonneau, Ville de Longueuil

L'agglomération de Longueuil travaille depuis une dizaine d'années sur un projet de planification territoriale intégrée de sa zone agricole visant, entre autres, la mise en valeur de ses franges sous-exploitées. Ce travail découle d'une prise de conscience des pertes irréversibles que pourrait engendrer un étalement urbain sur les espaces d'agriculture périurbaine. Comme la ceinture verte de la région métropolitaine de Montréal représente 54 % de son territoire<sup>1</sup>, celle-ci a longtemps été considérée comme une réserve foncière, et ce, malgré la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, entrée en vigueur en 1978. L'élaboration du projet-pilote Continuum ville/campagne venait donc répondre à un enjeu majeur pour la Municipalité régionale de comté municipalités régionales de comté (MRC) de Champlain, par ailleurs aux prises avec une zone agricole grandement au chômage. Avec seulement 30 % de son territoire agricole en exploitation active, alors que le quart de sa superficie totale était zoné agricole, la MRC se devait effectivement d'entreprendre une démarche pour redynamiser et protéger ses terres en friche.

## Un diagnostic territorial essentiel

C'est au courant des années 1990 que la MRC de Champlain, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, a entrepris l'élaboration d'une planification particulière pour optimiser son territoire agricole périurbain. La connaissance des activités, des caractéristiques, des potentiels et des contraintes de cette zone étant essentielle, la première étape a consisté à élaborer un diagnostic biophysique et socio-économique du territoire. C'est à la fin de l'année 2000 qu'ont débuté les démarches pour mettre sur pied un projet-pilote qui, pour stopper l'utilisation binaire du sol (urbain/rural) et l'enclavement de la zone agricole, viendrait créer une zone d'interface facilitant les relations entre les milieux urbain et rural : le projet-pilote Continuum ville/campagne.

## Projet-pilote Continuum ville/campagne


Le concept d'aménagement du projet-pilote Continuum ville/campagne englobe l'ensemble des opportunités et des problématiques du diagnostic et apporte des solutions s'arrimant au contexte d'aménagement durable des franges agricoles métropolitaines. La nouvelle vision de développement, issue de la concertation de multiples partenaires, rassemble une série de stratégies axées sur la multifonctionnalité, la remise en valeur des terres, l'amélioration des liens économiques entre les milieux urbain et rural et le développement d'exploitations agricoles durables et complémentaires. Ainsi, un nouvel outil de gestion a été mis en place afin d'encadrer les aménagements propices au développement du projet : le plan d'aménagement agricole intégré (PAAI). Ce plan, intégré en 2005 au Schéma d'aménagement et de développement, se veut à la fois un outil de planification, de réglementation et d'intervention qui comprend cinq secteurs de développement agricole, huit affectations agricoles qui assurent la multifonctionnalité du territoire et une grille d'évaluation des projets agricoles. Le projet Continuum ville/campagne et les outils de gestion qui en découlent permettent donc de répondre aux problématiques de développement des activités agricoles périurbaines actuelles et futures.

## L'impasse réglementaire

En 2006, le projet Continuum ville/campagne est subitement paralysé par le *Règlement sur les exploitations agricoles* (REA) qui empêche la remise en culture des terres en friche afin d'améliorer et de protéger la qualité des eaux de surface. L'agglomération de Longueuil n'est donc pas autorisée à remettre en culture ses terres agricoles en friche, et ce, même de manière écologique.

L'année suivante, afin d'être soustraite de l'application du REA, la Ville de Longueuil dépose au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) une option agricole qui permettrait de sortir de l'impasse tout en protégeant la santé publique et les écosystèmes locaux et en contribuant à l'autonomie alimentaire de la métropole. L'*Éco-Territoire 21 agricole* prend la forme de deux sites laboratoires pour expérimenter de nouvelles pratiques agricoles éco-responsables et démontrer les possibilités d'exploiter les terres agricoles sans augmenter le taux de phosphore dans les cours d'eau. Cette proposition est en cours d'évaluation au MDDEP et l'agglomération de Longueuil est persuadée que, d'ici peu, ses projets de laboratoires et de Continuum ville/campagne pourront être réalisés afin de remettre en mouvement et en santé le territoire agricole.

## Une coopération à établir

Désirant optimiser un territoire sous-exploité et menacé par l'urbanisation, l'agglomération de Longueuil a utilisé une approche qui a évolué de la base vers le haut, afin de concevoir un projet territorial intégré et des modèles intelligents d'agriculture de proximité qui répondent parfaitement aux objectifs de la *Loi sur le développement durable*. En créant une zone d'interface qui adapte les caractéristiques de la campagne pour offrir aux citoyens une aire d'approvisionnement et de loisirs, on permettra de démystifier la zone agricole tout en la bonifiant économiquement et socialement. Par l'intégration de la zone agricole périurbaine au projet urbain et la reconnaissance de sa multifonctionnalité, les projets de Continuum ville/campagne et d'Éco-Territoire 21 agricole deviennent des projets rassembleurs et contemporains qui assureront la pérennité du territoire agricole de Longueuil et son développement durable. 

« Il s'agit de créer une zone d'interface qui adapte les caractéristiques de la campagne pour offrir aux citoyens une aire d'approvisionnement et de loisirs. »

1. [www.mamrot.gouv.qc.ca/metropole/metr\\_port\\_regi.asp](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/metropole/metr_port_regi.asp)

# Des sentiers entre ville et campagne

par Maud Emmanuelle Labesse, comité de rédaction



— Au cœur d'un quartier chaud de Montréal, entre des rues fréquentées, des édifices élancés et un stationnement bétonné, se niche une forêt où ondoient des sentiers habités par un lapin, un faisan et quelques poissons. Cultivé, visité et animé par les petits et les grands du quartier, ce site est l'un des six bouquets verdis offerts par *Sentier urbain*, un organisme porteur de projets socio-environnementaux fondés sur un échange entre Montréal et le Témiscamingue.

« Notre mission est de susciter la prise en charge de l'environnement par les résidents. On souhaite que les urbains s'approprient leur environnement pour qu'ils puissent vivre dans des milieux plus naturels. C'est toute une culture qu'il faut changer! », affirme Pierre Dénommé, fondateur de l'organisme. Pour y parvenir, *Sentier urbain* multiplie les stratégies de sensibilisation alliant ateliers éducatifs et actions terrain. « Les activités de verdissement permettent la sensibilisation des personnes, mais les ateliers les outillent pour qu'elles puissent réellement intervenir et travailler avec le vivant », explique Pierre Dénommé. L'organisme entreprend d'ailleurs de former les citoyens le plus tôt possible pour opérer un réel changement des modes de vie : beaucoup des activités s'adressent aux enfants. « Nous évoluons dans des quartiers défavorisés de Montréal, souligne le Témiscamien. Ces jeunes n'ont pas souvent l'occasion de sortir de la ville et de prendre contact avec la nature. »


## Renaturalisation, réinsertion et réappropriation

La renaturalisation de terrains vacants mis gratuitement à la disposition des citoyens est rendue possible grâce à la Ville de Montréal et à des propriétaires privés qui permettent leur utilisation à cette fin.

« Les terrains qu'on investit ont généralement un historique truffé de problématiques sociales diverses : itinérance, prostitution, vanda-

lisme, toxicomanie. Les propriétaires et les voisins sont contents de nos résultats, et aussi certaines personnes qui fréquentaient l'endroit avant notre arrivée », rapporte le fondateur. De fait, *Sentier urbain* offre un programme d'insertion socioprofessionnelle aux jeunes qui peuvent toucher aux domaines liés à la gestion des jardins tels que l'entretien des boisés, le service à la clientèle et l'animation des groupes de visiteurs. Ils peuvent également prendre part à l'ensemble des activités de *Sentier urbain*, qui comprennent notamment l'installation de boîtes à fleurs dans les rues commerciales, la production de végétaux pour des logements sociaux et des projets d'horticulture dans les écoles.

Qui plus est, les projets de *Sentier urbain* font beaucoup plus d'heureux que les acteurs y intervenant directement. L'augmentation du couvert végétal urbain atténue les effets des îlots de chaleur et la pollution atmosphérique, protégeant ainsi la santé des résidents environnants. La splendeur des résultats renipie l'image du secteur et renforce le sentiment d'appartenance des gens du quartier, qui profitent désormais d'enclaves de calme vert.

« Tout cela a été réalisé grâce à l'infrastructure mise en place préalablement au Témiscamingue. On y cultive les végétaux qui fournissent nos jardins montréalais avec lesquels on parvient à obtenir des subventions. Ces sous nous ont permis de développer notre plateau de travail au Témiscamingue, qui, à son tour, élevait l'envergure de nos projets montréalais » se rappelle Pierre Dénommé. « Cet échange a permis aux deux volets de prendre du galon à un point tel qu'ils sont aujourd'hui autonomes. » *Sentier urbain* fait ainsi la preuve que des projets typiquement locaux peuvent assurer mutuellement leur existence dans une complémentarité imaginative. 



# À la découverte de « l'autre Outaouais »

par Mélanie Chabot, comité de rédaction



Maison de bardeau de cèdre aux fenêtres d'origine, Gracefield / Maison en pièce-sur-pièce passée à la chaux, Montcerf / Ancienne scierie Mantha, Maniwaki / Ancienne école du canton de Lytton, remarquablement bien conservé, au nord-ouest de Maniwaki





La petite église protestante Norman, enfouie dans les rangs de Clarendon, à une heure à l'ouest de Gatineau

Il y a déjà longtemps que Hull (aujourd'hui Gatineau) vit tournée vers la capitale fédérale, Ottawa. Complaisante ou réticente, elle ne peut s'empêcher d'être fascinée par sa voisine du sud. Mais cette fascination s'exerce-t-elle au détriment de sa propre région ?

Dans une entrevue accordée à l'émission de *webradio Gatinorama*<sup>1</sup>, le professeur en développement régional à l'UQO Serge Gagnon exhortait récemment la Ville (85% de la population de l'Outaouais québécois) à ne plus chercher à faire concurrence à Ottawa, et à se tourner plutôt vers son arrière-pays, à se reprendre en main en étant, simplement, « elle-même ». Mais pour être soi-même, encore faut-il... se connaître !

La coupure qui existe aujourd'hui entre le grand Gatineau et son hinterland est, selon Serge Gagnon, un véritable fossé. Le liant historique avait toujours été le commerce du bois : le pin, puis toutes les essences du bassin de rivières ont convergé vers Hull et Gatineau pendant presque 200 ans. Mais depuis l'explosion de la fonction publique et la crise forestière, la ville a secoué sa dépendance à la forêt, pour finalement lui tourner carrément le dos. La fin du flotage du bois sur les rivières il y a quinze ans a fait disparaître du paysage visuel des urbains la ressource qui était au cœur de l'économie et de la vie... depuis 1806 !

Selon l'historienne Manon Leroux, l'afflux considérable de fonctionnaires, depuis quarante ans, sans racines locales ni connaissance de l'histoire, accentue la coupure. « Des gens vivent en ville sans daigner explorer à vingt kilomètres à la ronde, tournés qu'ils sont vers le sud ou leur région d'origine », explique-t-elle. Et c'est justement dans ce contexte d'ignorance urbaine et d'invisibilité rurale qu'est né son projet *L'autre Outaouais*. À la faveur d'un contrat d'inventaire du patrimoine bâti, Manon Leroux a arpenté toute sa région et découvert des trésors insoupçonnés. Voyant qu'il n'existait aucun outil pour ceux qui voudraient suivre ses traces et découvrir les pays du nord de la grande rivière, elle a formé le projet d'un guide axé sur le patrimoine et l'identité de l'Outaouais. Au cours de ses recherches, elle garde en tête son but : « Écrire un livre qui parle de ceux qui font et ont fait de cette région autre chose qu'une banlieue d'Ottawa ».

Si le projet comporte à l'origine une part de rébellion contre l'attraction de la capitale fédérale, il se veut surtout un hommage à la persévérance et au labeur acharné des Irlandais, Canadiens français et autres peuples venus défricher ces terres (sans oublier les Algonquins, premiers habitants).

Pourquoi est-il important de renouer le lien région-ville en Outaouais ? « La région étant presque absente du radar touristique et culturel québécois, méconnue de la province comme de sa propre population, son patrimoine et son histoire courent, dit-elle, le risque de disparaître sans bruit, ou encore d'être piétinés par l'étalement urbain, qui gruge de plus en plus de municipalités rurales en périphérie de Gatineau. » C'est donc en amenant la population à connaître et à aimer ces coins de pays qu'on augmentera les chances de mettre en valeur cette mémoire et d'opérer un développement plus respectueux de l'histoire, et qu'on aidera ces régions à se défaire de la dépendance à l'industrie forestière traditionnelle. En augmentant le tourisme intrarégional, on favorisera le développement de l'offre, mais on tissera aussi un lien émotif entre urbains et ruraux qui pourrait donner des fruits insoupçonnés.

En échange, cette connaissance du territoire et cette extension de l'image mentale, de la ville moderne à une région au passé héroïque oublié, sont sans doute les meilleurs outils pour redonner aux Gâtinois une fierté et un sentiment d'appartenance, particulièrement malmenés depuis les terribles transformations qui ont défiguré la ville de Hull dans les années 1970. Selon Serge Gagnon, en n'encourageant pas le renforcement des liens avec l'arrière-pays, on favorise le déséquilibre de Gatineau face à Ottawa, ainsi que le complexe d'infériorité qui en découle. Par ailleurs, ce rééquilibrage n'a pas non plus à être perçu comme un geste « contre » Ottawa, ce que craignent trop souvent les élus...

Le livre de Manon Leroux, qui sera publié par la Société Pièce sur pièce<sup>2</sup> en 2011, exige une recherche poussée auprès des sources locales, compte tenu de la pauvreté relative des écrits sur la région. « J'essaie de rencontrer une personne pour chaque municipalité, pour prendre le pouls et savoir ce que ce village ou ce canton a de différent de son voisin. » Cette entreprise de collecte de connaissances permet en quelque sorte de refaire le portrait de la région, un portrait effacé dont les traits doivent être retracés à l'encre !

Si apprendre à se connaître est la clé d'un développement harmonieux de l'Outaouais, le faire en voyageant ne peut que plaire à la majorité. L'expérience proposée par le guide *L'autre Outaouais* promet donc d'être un passage obligé. **DS**

1. [www.gatinorama.com](http://www.gatinorama.com)

2. La Société Pièce sur pièce est un organisme à but non lucratif voué à la diffusion, recherche et publication en histoire et patrimoine de l'Outaouais.

# La nécessaire complémentarité rurale/urbaine pour faire face aux défis démographiques

par Olivier Brière, Inode Estrie



La diversité de modes de vie possibles en Estrie constitue un atout pour la région. De la campagne à la ville, du bord de lac au cœur villageois, ce large éventail est un argument de vente supplémentaire pour convaincre des jeunes à s'y établir.

Selon l'Institut de la statistique du Québec, les premiers *baby-boomers* arriveront à 65 ans en 2012 et ceux qui ne l'ont pas fait encore commenceront à prendre leur retraite; s'amorcera alors, pour de très nombreuses années, une décroissance très perceptible du pourcentage de la population active au Québec. Évidemment, l'Estrie n'échappera pas à cette tendance. D'ailleurs, depuis 2004, la région perd aussi plus de jeunes qu'elle n'en gagne. La ville centre, Sherbrooke, et les MRC périphériques partagent cette situation alors que près de la moitié des communautés de l'Estrie (45%) ont connu une décroissance démographique entre 2006 et 2010.

Afin de remédier à cette situation, la région s'est dotée d'une action unique par sa mécanique, la stratégie *Inode Estrie*, qui vise le soutien à l'accueil et à l'établissement des jeunes de 12 à 35 ans. On parle ici « d'inode » en opposition à l'exode des jeunes, qui prive encore aujourd'hui la région d'une partie de sa main-d'œuvre qualifiée. Pour les partenaires de la stratégie, il fallait à l'évidence travailler sur l'inode estrien, à partir des mouvements migratoires observés entre la ville centre et les MRC périphériques de l'Estrie.

La ville de Sherbrooke, par ses institutions reconnues et sa proximité, possède un fort magnétisme et constitue une première étape du parcours migratoire type des jeunes Estriens. Après y avoir ter-

miné des études postsecondaires, une deuxième migration s'opère trop souvent vers l'extérieur de la région au moment de l'entrée sur le marché du travail. Pour la région, faire face au défi démographique revenait donc à travailler ensemble.

Autour d'un comité de mobilisation, 16 organisations regroupant des acteurs terrain (localisés principalement dans les MRC plus rurales de l'Estrie), plus divers acteurs régionaux (principalement basés à Sherbrooke), se sont ainsi engagés à apporter leur expertise et leur éclairage à la proposition d'un plan d'action régional mobilisateur. L'objectif général poursuivi était d'atteindre une cohérence et une complémentarité dans les actions touchant l'inode sur le territoire estrien.

Concrètement, *Inode Estrie* facilite la mise en relation entre les répondants locaux associés à la stratégie (agents de migration Place aux jeunes, Carrefours jeunesse emploi, etc.) et les jeunes Estriens avec l'objectif de faire connaître à ces derniers les occasions de stages et d'emplois offerts dans la région, de même que les différents cadres de vie offerts en Estrie. Par une présence importante dans les établissements d'enseignement, *Inode Estrie* augmente la visibilité des répondants locaux à l'échelle régionale et leur recommande les candidats intéressés pour un suivi personnalisé. La stratégie permet donc aux répondants locaux de rejoindre des jeunes situés en dehors de leur rayon d'action, tandis que les ressources régionales profitent d'ancrages solides dans les MRC de la région.

*Inode Estrie* met également à la disposition des municipalités un service d'accompagnement en vue de la réalisation d'actions pour favoriser l'accueil et l'établissement de nouvelles populations sur leur territoire. En appui aux organismes locaux et supralocaux, l'intervention de l'agence de développement vise à outiller les municipalités souhaitant agir sur la question démographique et à fournir un éclairage spécifique à la question de l'accueil et de l'établissement des jeunes.

« *Inode Estrie* mise ainsi sur la collaboration rurale/urbaine pour concevoir et proposer une offre distinctive pour les jeunes.

*Inode Estrie* mise ainsi sur la collaboration rurale/urbaine pour concevoir et proposer une offre distinctive pour les jeunes. La diversité des modes de vie (campagne, villages, petites villes, grande ville), et la diversité des emplois disponibles sont bénéfiques pour la région et pour la ville centre, car elle procure à tous des arguments de vente supplémentaires. »

# Facteurs de succès et retombées du réseau partenarial mis en place par *La Mauve*

par Vincent Galarneau<sup>1</sup>




Magasin et siège social de *La Mauve* à Saint-Vallier de Bellechasse, régions de Chaudière-Appalaches

S'étant donné pour mission de favoriser le développement durable de la région par la mise en place de structures et d'activités agroalimentaires dans une optique d'équité et de proximité, la coopérative *La Mauve* se présente comme un modèle inspirant et fructueux de partenariat ville-campagne. Localisée en plein cœur de la municipalité de Saint-Vallier sur la Rive-Sud de Québec, la coopérative regroupe une quarantaine de producteurs agricoles de la MRC de Bellechasse et du reste de la région de Chaudière-Appalaches, en plus d'être en lien avec de nombreux acteurs de l'économie sociale et de l'agroalimentaire à l'échelle de la province et du Canada.

Fondée en 2002 sous forme de coopérative de solidarité, *La Mauve* rassemble aujourd'hui près de 200 membres regroupés en trois catégories : les membres utilisateurs (producteurs agricoles), les membres travailleurs (employés) et les membres de soutien. La coopérative transforme et met en marché les produits de ses membres utilisateurs dans son magasin et auprès de 250 partenaires de paniers, essentiellement des citoyens de Québec et de Lévis qui la soutiennent par leurs achats et leurs rétroactions<sup>2</sup>. Les activités de *La Mauve* se répartissent en trois secteurs interreliés : la sensibilisation et l'éducation populaire (fêtes publiques, ateliers dans les écoles, etc.), le commerce équitable (magasin et distribution de paniers) et l'accès à la terre et le soutien à l'agriculture locale (mise en marché planifiée entre producteurs et location de parcelles de production pour la relève).

La coopérative fonde son activité économique sur un partenariat mutuellement avantageux entre des citoyens soucieux de s'approvisionner en aliments du terroir et des producteurs agricoles à petite

échelle souhaitant commercialiser leurs produits dans un marché de niche. Néanmoins, le succès de *La Mauve* ne repose pas uniquement sur une opportunité de marché bien ciblée ; les membres et les partenaires de *La Mauve* identifient plusieurs autres facteurs ayant contribué à son succès. L'attention soutenue des travailleurs et des administrateurs à la mission et aux valeurs de la coopérative paraît être un instrument de bonne gouvernance, lui permettant d'atteindre ses objectifs et de recentrer ses activités en période d'incertitudes. La localisation du magasin au cœur d'un village riverain, traversé par des circuits touristiques, ainsi que la proximité de centres urbains ont été des éléments clés de la viabilité territoriale de la coopérative. D'autant plus qu'elle a pu compter sur la créativité et l'implication de plusieurs membres fondateurs ainsi que sur le support de la municipalité et des organismes régionaux et provinciaux de développement. Voilà autant de facteurs qui l'ont certainement aidé à se sortir de situations difficiles en début de parcours, telles que le manque de liquidités, le manque de crédibilité auprès de la population locale ou de compétences en gestion d'entreprise.

Les retombées de *La Mauve* sont très importantes pour ses membres et sa région. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les occasions d'emploi, d'apprentissage, de réseautage, de mise en marché et d'accès 12 mois par année, et dans plusieurs municipalités, à une large diversité d'aliments frais, spécialisés et souvent biologiques. Tous ces potentiels socioéconomiques sont devenus réalisables à l'intérieur de circuits d'approvisionnement, relativement courts, qui renforcent les liens entre les producteurs, les transformateurs et les consommateurs. La coopérative réunit donc des centaines de personnes autour de sa mission et des valeurs d'équité, de coopération et de proximité qu'elle promeut. Son mode de mise en marché collectif, régional et démocratique, prouve qu'il est possible de concilier le développement économique et le développement social, tout en choisissant les options réputées les moins dommageables pour notre environnement. En somme, la coopérative incarne un exemple de développement régional durable, fondé sur un réseau partenarial qui implique à la fois des acteurs des milieux urbains et des milieux ruraux. 

1. L'auteur de l'article est aussi l'auteur d'une recherche partenariale : Galarneau, Vincent (2010), « La Mauve : histoire, organisation, enjeux, facteurs de succès et retombées de la Coopérative de solidarité en développement durable de Bellechasse », *Cahiers du CRIDÉS*, cahier 10-02. Disponible en ligne à l'adresse : [http://crides.org/images/stories/cahiers\\_crides\\_10\\_02.pdf](http://crides.org/images/stories/cahiers_crides_10_02.pdf).

2. Selon la formule de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), les partenaires s'engagent financièrement dès le début de la saison à partager avec les producteurs les risques inhérents à la production agricole. En échange de cet engagement, ils reçoivent un panier hebdomadaire de produits (fruits, légumes, viandes, aliments transformés), livré à l'un des six points de chute dans les quartiers centraux de Québec et de Lévis.



# Le marché de solidarité ou l'intégration des territoires urbains et ruraux

par Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke

Le territoire québécois est éclaté. L'absence de cohésion est particulièrement vérifiable lorsqu'on s'arrête aux relations entre milieux urbains et milieux ruraux. Pourtant il existe un fort potentiel de vivre-ensemble, qui s'exprime dans diverses activités économiques et sociales bien concrètes. La mise en place du Marché de solidarité régionale de l'Estrie constitue à ce titre une innovation sociale remarquable.

Développé par l'organisme à but non lucratif d'éducation relative à l'environnement *Les AmiEs de la Terre de l'Estrie*, ce marché virtuel rebâtit les rapports entre l'urbain et le rural. En effet, le Marché de solidarité régionale permet aux citoyens-consommateurs, le plus souvent urbains, d'acheter des produits locaux et, du côté rural, aux producteurs agricoles estriens de vendre localement leurs produits en limitant les intermédiaires. Les commandes de denrées se font sur le site Internet du Marché, et les consommateurs n'ont ensuite qu'à recueillir leur commande directement à Sherbrooke, à un point de chute donné.

Ce marché, d'une autre nature que le marché traditionnel fondé sur la concurrence économique, propose d'appuyer l'acte de consommer sur l'appartenance territoriale et l'engagement local. Avec le Marché solidaire, le produit n'est plus à lui seul la raison d'être de l'échange: le lien solidaire et d'appartenance régionale s'ajoute à l'équation.

« Le marché virtuel induit un rapport interpersonnel avec le producteur au lieu d'un rapport à différents produits mis les uns les autres en concurrence. »


L'introduction de la communication par Internet a joué dans ce projet un rôle d'innovation centrale en servant de levier à la construction d'un espace d'économie locale. Habituellement, Internet est associé au phénomène de la globalisation des marchés et de la déterritorialisation des pratiques économiques, autant pour la production que pour la consommation des biens et des services. Au sein du Marché de solidarité régionale, c'est l'inverse qui arrive: Internet permet de régionaliser ces pratiques. Il favorise une cohésion territoriale effective, concrète et enracinée dans des pratiques économiques vécues. Ici, l'acte de consommer se jumelle à celui de se relier. En



Visiteur en compagnie de deux producteurs

autorisant la connexion directe en temps réel, Internet permet de briser la distance entre les milieux urbain et rural. Il redonne du sens au mot localité. Pour ceux qui, via Internet, participent au marché, il permet de reconnaître que l'espace où l'on vit est essentiellement local et mutuel. Le local devient ainsi un lieu de rattachement identitaire générateur de nouvelles pratiques commerciales.

Plus qu'un lieu de production de biens, ce local devient espace de production de solidarité. Ce marché en est un aussi de solidarité territorialisée. Loin du rapport instrumental, le local y est investi comme lieu d'appartenance mutuel et d'appartenance aussi avec la Terre. Le territoire n'est pas ici qu'instrument, il est un référent des rapports tant sociaux qu'économiques, et un référent qui fait sens. Le Marché permet ainsi une expression identitaire territorialisée, il autorise les gens à se relier autrement et sous d'autres valeurs que celles incarnées dans des pratiques économiques dissociées de toute appartenance et de tout ancrage territorial.

Le Marché de solidarité régionale représente également un nouveau rapport économique avec les producteurs des milieux ruraux. Grâce au site Internet du Marché de solidarité régionale, le client n'achète pas un produit sur le marché, mais bien à un producteur particulier. Le marché virtuel induit un rapport interpersonnel avec le producteur au lieu d'un rapport à différents produits mis les uns les autres en concurrence. Sa conception ne présente pas de répertoire par produits (poulet, bœuf, fromages, etc.), offrant plutôt que chaque personne se rende sur le site personnel du producteur, apprenne à le connaître, puis commande un produit. Le site Internet met ainsi en contact le consommateur avec un producteur réel de l'Estrie, plutôt que seulement avec un produit. Au final, le produit qui change de mains retrouve son contexte de relations humaines significatives sur le plan de l'identité territoriale. 



# Le bon voisinage, ça se cultive !

par Maria Labrecque Duchesneau et France Picard, Au cœur des familles agricoles (ACFA)

De nombreux citoyens, séduits par le charme bucolique de la campagne, viennent s'établir dans le voisinage de fermes solidement ancrées sur un territoire qui leur est acquis depuis des générations. Mais ces nouveaux résidents ont vite fait de constater que la campagne, c'est beaucoup plus que les champs de blé ondulant sous la brise et le gazouillis des oiseaux. La campagne, c'est aussi le berceau de l'agriculture, la culture de la terre, les cycles des saisons qui se traduisent en tâches et obligations de toutes sortes.

## Redonner à l'agriculture ses lettres de noblesse

Pointées du doigt comme des pollueurs ou des citoyens sans scrupules, les familles agricoles, qui font pourtant preuve d'un sens du devoir exemplaire par leur fidélité et régularité à nous nourrir, ont souvent l'impression de ne pas recevoir une juste reconnaissance sociale pour leur travail. Lors de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ), plusieurs producteurs ont souligné les critiques qui leur ont été adressées ces dernières années, ainsi que la perte de l'affection et de l'intérêt que la population portait à leur égard. Selon eux, la population semble en effet avoir perdu de vue le sens de la mission alimentaire de l'agriculture et son rôle dans la revitalisation et le développement économique des régions et, ainsi, de la province.

À ce manque de reconnaissance sociale, s'ajoutent des facteurs de stress liés à la surcharge de travail, l'instabilité des marchés, les difficultés de financement, les maladies diverses et les humeurs de mère Nature. Bref, gérer une usine à ciel ouvert n'est pas de tout repos.

C'est donc pour défendre les intérêts des familles agricoles et pour veiller à leur mieux-être qu'en 2000, l'organisme *Au Cœur des familles agricoles* (ACFA) a été fondé. Il offre un service de première ligne, prompt et efficace, dont le suivi est assuré par son réseau régulier de collaborateurs. Chaque jour, depuis 10 ans, l'ACFA côtoie la détresse des agriculteurs, une situation de plus en plus alarmante au Québec. Formation, représentation, conférences, publication d'articles et développement d'outils sont autant de moyens privilégiés par l'organisme pour répondre à sa mission. Les services d'ACFA sont accessibles à l'ensemble du Québec et sa notoriété s'étend d'est en ouest du pays.

## Le Travailleur de rang

Le *Travailleur de rang* est l'un des 33 laboratoires ruraux issus de la *Politique nationale de la ruralité 2007-2014*. Un travailleur de rang est défini comme un agent de changement. Sa philosophie d'intervention repose sur l'amélioration de la qualité de vie et la promotion de la santé et du bien-être des familles agricoles et plus particulièrement sur la prévention et la réduction de la détresse psychologique auprès des personnes vulnérables. Il met à contribution l'ensemble des ressources locales, incluant les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux, les municipalités, les organismes communautaires, le secteur des affaires agricoles, sans oublier la population. Il exploite des forces telles que la solidarité, la complémentarité, l'estime de soi, la capacité de réalisation et le sens de l'appartenance, qui deviennent autant de tremplins pour l'atteinte de nouveaux sommets. Sur le terrain, le travailleur de rang devient la courroie de transmission entre les différents acteurs. Reprenant le concept de travailleur de rue, il l'adapte à son milieu d'intervention pour briser l'isolement.


Cet intervenant sait pertinemment que les producteurs agricoles sont très protecteurs de leur intimité, où fierté et orgueil se confondent. Stress, surcharge de travail, manque d'appui et de reconnaissance sont le lot de ces gens qui consacrent à leur ferme de 80 à 100 heures par semaine. Devant une agriculture toujours plus vulnérable – on en a pour preuve les taux sans précédent d'abandon de ferme – et un équilibre fragilisé, où loisirs et vie sociale sont quasi absents, il suffit de peu pour que tout bascule. Lorsque les producteurs appellent à l'aide, c'est souvent en désespoir de cause. Dans ces situations de crise, le travailleur de rang peut leur fournir des solutions pratiques et réalistes adaptées aux diverses réalités.

## Le bon voisinage, ça se cultive !

C'est connu, avoir un bon réseau de soutien social à proximité de chez soi est une excellente façon de diminuer le stress de la vie quotidienne ! Et le bon voisinage fait évidemment parti de ce réseau !

C'est ainsi que le 10 juillet dernier, Sainte-Angèle-de-Monnoir accueillait la *Fête dans l'rang*, une première du genre au Québec. Située près de l'autoroute 10, en banlieue de Montréal, Sainte-Angèle-de-Monnoir compte de plus en plus de citoyens parmi ses 1500 résidents. La *Fête dans l'rang* visait, dans une atmosphère de convivialité, le renforcement des liens de proximité et de solidarité en favorisant un rapprochement entre citoyens de la municipalité, qu'ils soient agriculteurs ou non, « rurbains » ou habitants de longue date.

Profitant de l'hospitalité de la Ferme Beauvide, une foule bien diversifiée est venue échanger sur les pratiques de l'agriculture avec des dizaines de producteurs (volaille, lait, porc, veau ou produits maraîchers) et ainsi en connaître davantage sur le travail quotidien de leurs voisins. Et évidemment, les participants ont pu déguster des produits frais. Bref, cet événement a sensibilisé les citoyens aux exigences de l'agriculture.

Devant le succès de la journée, le *Réseau québécois de Villes et Villages en santé* (RQVVS), instigateur de la *Fête des voisins* et partenaire dans la réalisation de cette première expérience de la *Fête dans l'rang*, souhaite encourager les autres municipalités du Québec à emboîter le pas ! 

1. Pour répondre à cette problématique préoccupante l'ACFA a créé la *Maison de répit*, un projet novateur en cours de développement. Il a pour objectif d'offrir aux membres des familles agricoles en difficulté un havre de paix, en marge des activités trépidantes de la ferme, pour leur permettre de récupérer pour, ultimement, retrouver la pleine possession de leurs moyens.

2. Le *Guide du bon voisinage* est un outil développé pour une meilleure cohabitation. Simple et accessible, il s'adresse à tous ceux et celles qui souhaitent en connaître davantage sur la réalité du milieu rural agricole du Québec. Une copie est disponible [www.acfareseaux.qc.ca](http://www.acfareseaux.qc.ca)

# Le Centre nautique de la Lièvre, un projet original et novateur

par Robert Blais, Citoyen, Karine Desaulniers, Ville de Gatineau et Sylvie Filiou, Corporation de développement communautaire (CDC) Rond Point




Berges de la rivière du Lièvre près de l'emplacement du futur Centre nautique.

Buckingham, autrefois une ville, s'est amalgamée dans la foulée des fusions municipales à la nouvelle ville de Gatineau, dont elle est devenue un district. Le district de Buckingham, passablement éloigné du centre-ville de Gatineau, est séparé de celui-ci par une zone agricole d'une trentaine de kilomètres. Ce district a conservé son allure de patelin et possède toutes les caractéristiques d'un village urbain riche de vie et foisonnant d'initiatives communautaires; c'est un milieu de solidarité où les organismes communautaires se liguent pour chercher à résoudre des problématiques sociales.

L'Ange-Gardien, une municipalité rurale voisine, située dans la MRC des Collines-de-l'Outaouais, mise sur la protection de l'environnement et sur le développement d'une agriculture écologique. Son territoire occupe les deux rives de la rivière du Lièvre, entre Buckingham et Notre-Dame-de-la-Salette. On y trouve tout ce qu'il faut pour développer l'agrotourisme et le plein air. En contrepartie, le district de Buckingham offre à sa voisine les ressources d'une ville: commerces, soins de santé, équipements sportifs, organismes de loisir, etc.

Conscients des avantages que les deux communautés pouvaient tirer l'une de l'autre, la Corporation de développement communau-

taire (CDC) Rond Point, des citoyens engagés, des organismes communautaires et économiques et des conseillers des deux municipalités se sont mobilisés. C'est sous le signe de la complémentarité que la *Corporation plein air de la Lièvre* est née et travaille à un plan de développement de la rivière, qui permettra aux citoyens de se la réapproprier en y pratiquant des activités de toute sorte: canot, chaloupe, rabaska, kayak, pédalo, etc. En plus des retombées économiques pour les entreprises locales des deux rives, ce projet vise l'amélioration de la qualité de vie de la population locale et le renforcement du sentiment d'appartenance grâce à la réappropriation de ce qui a constitué le cœur du développement de la région depuis le 19<sup>e</sup> siècle.

La nature du projet est tout à fait novatrice. En associant deux villes, l'une urbaine, l'autre rurale, c'est deux territoires qui travaillent ensemble, de façon à mettre toutes les ressources en commun pour réaliser un grand projet communautaire. Les membres de la *Corporation plein air de la Lièvre* sentent qu'ils prennent part à un nouveau tournant du mouvement communautaire. Chacun y trouve des intérêts différents, mais tous veillent à la réussite collective du projet. 

# Un microprogramme de 2<sup>e</sup> cycle à domicile

par Maud Emmanuelle Labesse, comité de rédaction



Première mondiale en son genre, le microprogramme en santé publique à l'intention des professionnels en exercice reflète une coopération rurale/urbaine et cela, tant dans son fonctionnement que dans ses résultats. Appuyée par l'Université de Montréal (UdeM), l'Université de Sherbrooke (UdeS), l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'Institut national de santé publique du Québec

« C'est une grande richesse que de regrouper ensemble des apprenants de régions différentes. »

(INSPQ), les agences régionales de santé et de services sociaux ainsi que les Centres de santé et de services sociaux (CSSS) et leurs réseaux locaux, ce microprogramme en ligne de niveau maîtrise a vu le jour en 2007. Depuis, il a formé une centaine de personnes « branchées » aux quatre coins du Québec.

Visant à intégrer l'approche populationnelle à la pratique professionnelle et à la gestion des services, la réorganisation du réseau de la santé a octroyé au palier local un rôle essentiel dans la réalisation des fonctions de santé publique. « Les professionnels en poste devaient développer leurs compétences en planification des services de santé publique. Étant donné les iniquités d'accès à la formation entre régions, c'était beaucoup plus facile à faire pour ceux qui travaillaient dans les grandes agglomérations urbaines que pour ceux qui travaillaient dans de petites municipalités régionales », explique Céline Farley, responsable du microprogramme. « Même s'il y a des universités du Québec ailleurs en région, elles n'offrent pas de programme de 2<sup>e</sup> cycle en santé publique. De là est venue l'idée

d'un microprogramme en ligne : parce que ce n'est pas tout le monde qui peut venir étudier en ville, et avoir de l'argent pour vivre pendant un an en quittant famille et emploi. La formule permettait une meilleure conciliation de toutes ces dimensions. »

Les partenaires ont donc travaillé ensemble pour concevoir 16 crédits pouvant être dispensés en ligne tout en variant les outils d'apprentissage. L'interface entre les trois universités et les apprenants est assurée par l'INSPQ. « Si le contact avec l'université est trop compliqué, il démotivera les apprenants, surtout s'ils sont physiquement loin », note Céline Farley. Autre facteur de succès du microprogramme et de ses apprenants : le soutien disponible par le milieu de travail. Les employeurs qui intègrent une partie du temps de formation aux heures de travail et qui vont reconnaître la valeur du diplôme obtenu, ont plus de chance de voir leurs professionnels terminer l'ensemble du programme et choisir de mettre leurs compétences au service de leur équipe de travail. Ainsi, les efforts des universités urbaines, d'un institut national et des instances locales contribuent, chacun à leur manière, à la rétention et à la performance de la force de travail en santé publique en région.

Ne vous y trompez surtout pas : les avantages de ce modèle de coopération rurale/urbaine ne sont pas que pour les régions, au contraire. « C'est une grande richesse que de regrouper ensemble des apprenants de régions différentes. Bien entendu, celles-ci présentent des problématiques très variées, mais les réponses élaborées par les professionnels peuvent être utiles à tous, même dans un contexte complètement autre. Les gens échangent dans les forums de discussions et cherchent à améliorer collectivement leurs stratégies d'intervention. Et ça, ça se poursuit même une fois le cours terminé : les professionnels continuent de communiquer entre eux et se développent leur propre petite communauté de pratique ! », rapporte la responsable du microprogramme. Les résultats profitent donc bien plus qu'aux acteurs impliqués : ils profitent à l'ensemble de la population. **DS**



# Habiter la campagne... sans la détruire<sup>1</sup>

par Patricia Lefèvre, Groupe de réflexion et d'action sur le paysage et le patrimoine (GRAPP)

Qu'il s'agisse de villégiateurs ou de résidents permanents, les citadins qui débarquent en masse dans certains coins de campagne ont un impact non négligeable sur les milieux dans lesquels ils s'installent. Comme en témoigne l'enquête réalisée en 2009 pour le compte de *Solidarité rurale*<sup>2</sup>, ces nouveaux arrivants recherchent en priorité la tranquillité et la proximité de la nature : plus leur voisin est loin, mieux ils s'en trouvent. Mais se faire construire une maison loin des voisins implique inévitablement qu'on empiète sur des milieux naturels ou agricoles, au risque de compromettre leur bon fonctionnement et leurs si bucoliques paysages.

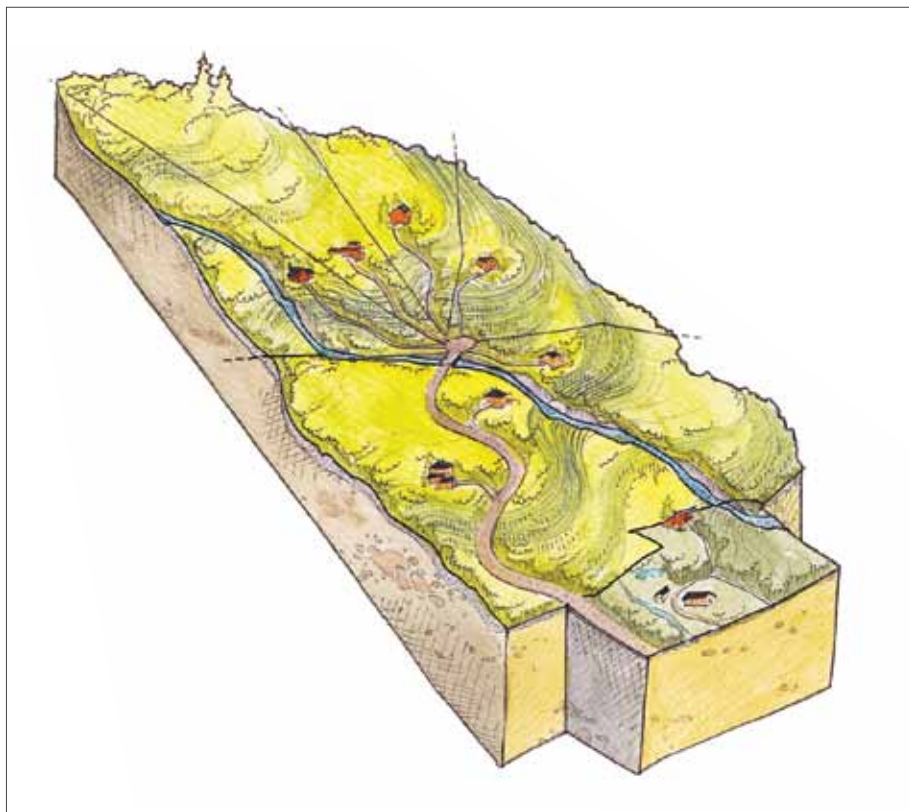
À Sutton, ce sont l'effondrement des vieilles granges, la déprise agricole, le mitage des forêts et la multiplication des « *Monster Houses* » qui ont sonné l'alarme, dans un contexte de développement paradoxalement dopé à la conservation. Dans un contexte de croissance soutenue, la création d'une aire de conservation privée de l'envergure d'un parc national, combinée à une solide protection du territoire agricole, a contribué au développement agressif de milieux sensibles situés en marge des aires protégées. Le tout a participé à un envol des coûts de l'habitation et des terres agricoles dans l'ensemble du territoire, par le biais d'une spéculation foncière accrue.

Pour les néo-ruraux formant la base du GRAPP, la croissance provoquée par l'arrivée d'autres néo-ruraux semblait clairement être à l'origine des problèmes de « mal-développement ». Mais comment envisager un gel de cette croissance sans exclure d'office tous leurs semblables et sans risquer de compromettre la viabilité socio-économique de leur communauté ? La recherche d'accommodements raisonnables entre croissance et conservation s'imposait donc. Les stratégies privilégiées ont d'abord exploré le concept de « *Conservation Design* », qui vise à préserver à des fins écosystémiques ou agricoles au moins 50 % de chaque nouvelle terre « développée », après avoir défini les zones de développement potentiel en fonction des zones de conservation prioritaire. Ce type de design ne permet malheureusement pas de régler les problèmes liés à l'étalement et à la spéculation foncière. Accompagné des outils complémentaires proposés dans ce but par les promoteurs du concept de « *Smart Growth* », il peut cependant aider à un développement plus « durable » à tous points de vue.

Applicable à la ville comme à la campagne, l'approche *Smart Growth* mise sur la réduction de l'étalement pour limiter le gas-

pillage de terres, d'eau et d'énergie découlant de la croissance résidentielle et commerciale. Il implique de limiter les potentiels de croissance résidentielle des milieux non urbanisés tout en densifiant, en diversifiant et en améliorant l'habitat des villes et villages. Cette stratégie est peu appréciée des propriétaires ruraux désireux de vendre leur terre en pièces détachées. Minoritaires au sein de la population suttonnaise, ces derniers ont donc tenté de faire dériver les débats vers un affrontement entre néo-ruraux et natifs de la campagne. Pour contrer ces risques de dérapage, les partisans d'une croissance responsable ont misé sur l'ouverture du processus de révision du cadre réglementaire à tous les citoyens concernés.

À la suite d'une pétition déposée par le GRAPP à cet effet, le déclenchement par l'administration municipale d'un processus de consultation publique beaucoup plus large que celui prescrit par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme a permis de clarifier les enjeux du processus de révision réglementaire. En permettant à tous les citoyens



*Lotissement conventionnel (première version d'un projet de lotissement rejeté par la municipalité de Sutton): l'ensemble du terrain est fragmenté et occupé à des fins résidentielles, un chemin d'accès très escarpé enjambe un ruisseau de montagne et grimpe tout en haut du terrain, à proximité immédiate d'une aire de conservation.*



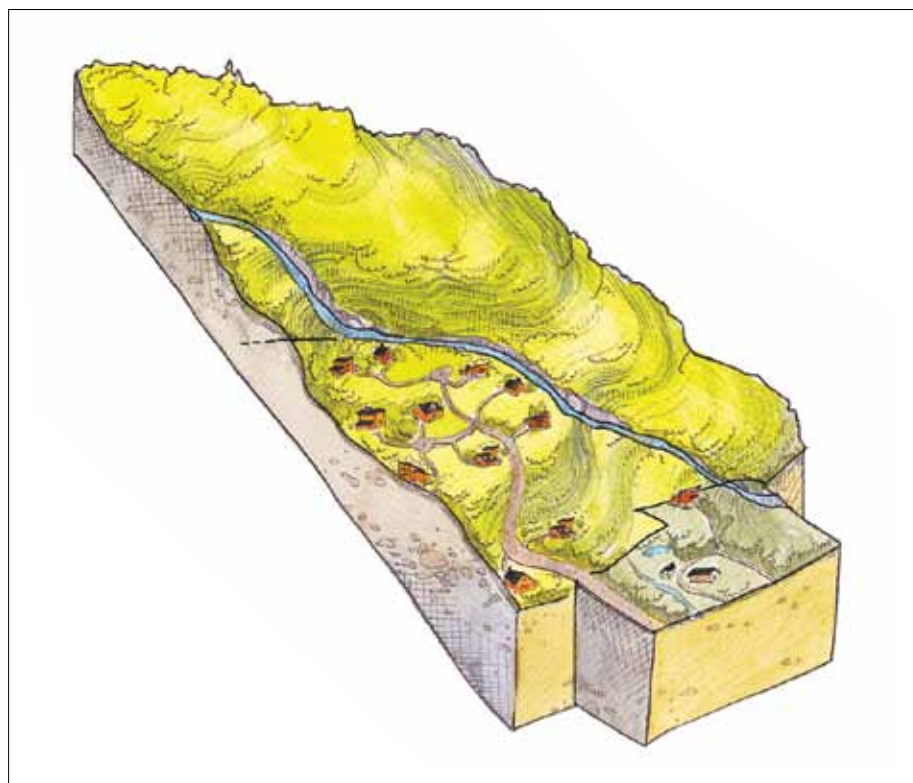
« Les problèmes associés à l'embourgeoisement accéléré de Sutton, tel que l'accès à l'habitation et au territoire, la précarité des commerces locaux et des exploitations agricoles et la perte d'identité résultant de ces bouleversements, concernent autant les anciens, les nouveaux et même les futurs résidents. »

de contribuer à la vision collective de développement qui allait orienter le futur plan d'urbanisme, cette consultation a suscité leur volonté de faire coïncider les nouveaux règlements avec cette vision. Ce souci de cohérence a stimulé la participation citoyenne à la vie démocratique, ce qui a débouché sur deux renversements d'administrations locales et renvoyé les consultants à leur planche à dessin.

C'est en recadrant le débat autour des coûts et bénéfices publics et privés du développement immobilier que les partisans d'une croissance plus « acceptable » ont réussi à gagner des appuis significatifs auprès des natifs de la place. L'analyse de la réglementation projetée a joué un rôle majeur dans ce recadrage. Elle a bénéficié de la masse de données scientifiques recueillies par les environnementalistes locaux, de la contribution soutenue de plusieurs professionnels de la conservation et de l'aménagement et de l'intérêt des médias locaux. Cela n'aurait cependant pas suffi à forcer la rédaction de règlements plus progressifs sans l'existence de préoccupations

convergentes entre ruraux de longue date et nouveaux arrivants, et sans la présence de réseaux communautaires informels favorisant le partage d'information. Les problèmes associés à l'embourgeoisement accéléré de Sutton, tel que l'accès à l'habitation et au territoire, la précarité des commerces locaux menacés par l'arrivée des grosses bannières, la précarité des exploitations agricoles déstabilisées par la hausse de la valeur du domaine foncier et la perte d'identité résultant de ces bouleversements, concernent en effet autant les anciens, les nouveaux et même les futurs résidents.

Tels qu'adoptés au terme de cinq ans de controverses, les nouveaux règlements sont un pas important vers une mise en valeur responsable du territoire. Ils ne serviront cependant à rien s'ils ne sont pas rigoureusement appliqués par des administrations convaincues de leur bien-fondé. Le travail des citoyens est donc loin d'être terminé... **D8**



« À Sutton, ce sont l'effondrement des vieilles granges, la déprise agricole, le mitage des forêts et la multiplication des « Monster Houses » qui ont sonné l'alarme. »

1. Publié au printemps dernier par le Groupe de réflexion et d'action sur le paysage (GRAPP), « Habiter la campagne... sans la détruire » vise au développement harmonieux d'une collectivité rurale vivant essentiellement de ses charmes. Elle témoigne de cinq ans de travail communautaire sur les nouveaux règlements d'urbanisme de la Ville de Sutton, qui ont servi de catalyseur à l'expression d'une volonté collective de développement plus « intelligent ». Le guide est disponible à l'adresse suivante : [www.grapp.ca](http://www.grapp.ca)
2. SOM (2009). *Mesure des intentions de migrer ou non vers une municipalité rurale du Québec dans les cinq prochaines années. Faits saillants présentés à Solidarité rurale du Québec*. En ligne [www.solidarite-rurale.qc.ca/documents/724/sondage\\_solidarite.pdf](http://www.solidarite-rurale.qc.ca/documents/724/sondage_solidarite.pdf) (page consultée le 8 février 2010).

*Lotissement écologique (quatorzième et dernière version du même projet, tel qu'approuvé par la même municipalité): les milieux les plus sensibles sont préservés de toute construction et l'occupation résidentielle, bien que plus dense, devrait générer moins d'impacts écologiques tout en coûtant moins cher en infrastructures - si les nouveaux règlements d'urbanisme sont réellement appliqués.*

# Pour un rapprochement entre urbanité et agriculture, ou la protection de l'agriculture par le développement local et la multifonctionnalité

par Christopher Bryant et Ghalia Chahine, Université de Montréal

— Dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, l'étalement urbain et la pression exercée dans les milieux périurbains ont donné lieu à une préoccupation croissante pour la protection des territoires agricoles, préoccupation qui s'est matérialisée chez plusieurs instances juridiques.

Par exemple, la création de la Ceinture verte à Londres (Royaume-Uni) visait le contrôle de l'expansion urbaine et la conservation de l'espace rural mais dans ses multiples fonctions<sup>1</sup>. Dans la région parisienne, la création de la Ceinture verte, vers la fin des années 1970, visait aussi une conservation des espaces ouverts (conservation des paysages, fonction de loisirs, etc.). Au cours de la même période, la Colombie-Britannique et le Québec allaient adopter chacune une loi visant la protection du territoire agricole. Malgré des spécificités propres à chacune des deux provinces, il s'agissait pour l'essentiel de protéger des terres à vocation agricole, notamment les meilleures terres agricoles, contre l'étalement urbain. Cette approche opposait donc l'urbanité à l'agriculture. Mais depuis quelques années, au Québec, on assiste à l'émergence d'une vision plus complexe et plus réaliste de la protection du territoire, vision qui intègre les initiatives locales en agriculture, de même que la multifonctionnalité du territoire agricole.

## L'émergence d'une nouvelle vision de la protection du territoire agricole au Québec

Afin de protéger le territoire agricole contre l'étalement urbain et l'expansion urbaine en général, deux conditions semblent nécessaires pour renforcer l'actuelle loi sur la protection du territoire et des activités agricoles<sup>2</sup>. D'abord, les activités agricoles des territoires protégés doivent être fiables, dynamiques et capables de générer des revenus adéquats pour les agriculteurs et leurs familles, sans quoi, la protection du territoire agricole perd son sens. D'ailleurs, l'absence d'une agriculture dynamique ou l'abandon de toute activité agricole a souvent permis à des promoteurs ou à des municipalités de faire des demandes d'exclusion de certaines terres agricoles régies par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA)<sup>3</sup>.

La deuxième condition réside dans l'appropriation des espaces agricoles à protéger par d'autres acteurs, notamment les citoyens. Il est en effet impératif que les acteurs collectifs et les citoyens puissent considérer les territoires agricoles protégés comme faisant partie intégrante de leur territoire, c'est-à-dire leur municipalité, leur localité. À cet égard, la multifonctionnalité des territoires agricoles – c'est-à-dire la conservation de la nature et du patrimoine culturel et historique, enracinée dans le paysage agricole, ou encore l'offre d'activités de loisirs, pour ne nommer que ces deux exemples – constitue un outil majeur afin que les citoyens puissent s'approprier leur territoire agricole et donc directement contribuer à une protection plus efficace de ce territoire.

Au Québec cette idée est en émergence depuis la fin des années 1990. Au cours des deux dernières années, huit projets de développement de zones agricoles, parrainés par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Pêcheries du Québec (MAPAQ) et développés dans différentes MRC, encouragent les acteurs locaux et régionaux à intégrer la notion de la multifonctionnalité dans leur projet.

## Un laboratoire : l'agriculture à Senneville dans l'ouest de l'Île de Montréal

Spécialisés dans l'agriculture biologique et orientés vers les marchés du Grand Montréal et de ses couronnes – par l'entremise d'une coopérative située à Notre-Dame-de-Grâce et organisée autour du principe de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) – trois agriculteurs de Senneville cherchaient à développer un projet collectif pour leurs exploitations afin de pérenniser leurs activités agricoles.

Déjà appuyés par Taber Ward, une stagiaire américaine, ils ont contacté le laboratoire de recherche *Développement durable et dynamique territoriale* de l'Université de Montréal, dont l'équipe travaille, par l'entremise de la recherche-action, au renforcement de la pérennité des territoires agricoles autour de Montréal, notamment. Entre temps, l'équipe allait aussi pouvoir compter sur l'expertise d'Ève Saymard, stagiaire en agronomie.

« Quand les agriculteurs, les acteurs collectifs et les citoyens se l'approprient, cette multifonctionnalité renforce la vitalité du territoire agricole et souligne la complémentarité entre territoire agricole (et donc les agriculteurs et leurs familles) et ville. »

Déjà, dans le cadre des premières discussions, les agriculteurs avaient proposé d'impliquer d'autres acteurs pour consolider un appui collectif dans le développement de « leur » projet agricole, et ce, même si cette implication pouvait venir modifier leur projet initial. C'est ainsi que pendant six semaines, les deux stagiaires se sont affairées à contacter des organismes et des individus susceptibles d'être intéressés par le projet, dont le Service d'aménagement de l'Agglomération de Montréal, la municipalité de Senneville et les municipalités voisines, des organismes communautaires de la région, le MAPAQ, l'Union des producteurs agricoles (UPA), des agriculteurs et des propriétaires de terres agricoles de Senneville et de la région. Tous furent conviés à participer à une journée de « réflexion stratégique » sur ce projet et, surtout, sur le territoire entourant le projet.

La Journée de « réflexion stratégique » s'est tenue le 22 juillet 2010 sur le Campus McDonald de l'Université McGill, et a rassemblé plus de 80 personnes représentant plus de 50 organisations diffé-



Ferme Carya, Senneville

rentes. Dynamique et stimulante, la journée a donné lieu à un consensus non seulement quant à l'intérêt de maintenir le territoire agricole exploité par ce noyau d'agriculteurs, mais aussi de le situer dans son environnement territorial plus large, c'est-à-dire d'un grand territoire caractérisé par un espace ouvert et vert : des boisés, d'anciens terrains agricoles caractérisés par une régénération de végétation « naturelle », la ferme du Campus McDonald, etc. La Journée de « réflexion stratégique » a ainsi donné lieu à la construction d'une vision collective pour la zone agricole à Senneville et le territoire Bois de la Roche, une vision qui met l'accent sur la multifonctionnalité de la zone agricole et du territoire environnant.

Comme suite à cette journée de réflexion, d'autres rencontres ont été organisées. Puis, progressivement, des groupes de travail ont été mis sur pied afin de discuter et d'approfondir différentes options. Ces groupes de travail accueillent des acteurs de divers horizons, qu'ils soient agriculteurs ou non, tous intéressés à ce projet qui est devenu un réel projet territorial. Grâce à la reconnaissance d'une vision agricole locale propre au village de Senneville, le projet agricole initial pourrait en effet déboucher sur un projet plus vaste, comme la mise en place d'une fiducie foncière par exemple, qui pourrait contribuer à pérenniser la multifonctionnalité de ce grand territoire autour d'un espace ou d'un corridor « vert ».

En somme, ce que le projet de Senneville nous apprend, c'est qu'il est possible de concrétiser les rapports ruraux/urbains en se basant sur la multifonctionnalité des territoires agricoles périurbains, et ce, au profit des agriculteurs, des municipalités et des citoyens. Quand les agriculteurs, les acteurs collectifs et les citoyens se l'approprient, cette multifonctionnalité renforce la vitalité du territoire agricole et souligne la complémentarité entre territoire agricole (et donc les agriculteurs et leurs familles) et ville. **Ds**

1. Bryant, C.R., L.H. Russwurm et A.G. McLellan (1982). *The City's Countryside: Land and its Management in the Rural-Urban Fringe*, London, Longman, 249 p. Aussi : Bryant, C.R. et T.R.R. Johnston (1992). *Agriculture in the City's Countryside*, London, Pinter Press et Toronto, University of Toronto Press, 226 p.
2. L.R.Q, chap. 41-1
3. Bryant, C.R. et D. Granjon (2007). « Agricultural land protection in Quebec: From provincial framework to local initiatives », dans W. Caldwell, S. Hilts et B. Wilton (dir.), *Farmland Preservation - Land for Future Generations*, Guelph, Centre for Land and Water Stewardship, University of Guelph, pp. 61-86.

# Le transport collectif sur le plan régional : un défi de collaboration et de coopération

par Éric Couillard, Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine




Depuis le 3 mai dernier, le *Réseau de transport collectif de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine* (RÉGÎM) est en service. Grâce à plusieurs intervenants, une bonne dose de courage et quelques ajustements à un modèle de transport souvent conçu pour les milieux urbains, la région a en effet réussi à se doter d'un moyen favorisant l'accessibilité des services, des commerces et des lieux de travail pour l'ensemble de sa population. « Par ce projet, nous voulions mettre en place un moyen de réduire l'isolement rural de la population. En diminuant les coûts liés au transport et en augmentant les possibilités de déplacements de la population, le transport collectif en milieu rural démocratise et rééquilibre l'accès aux services sociaux, de santé et d'éducation », explique Olivier Demers, coordonnateur des dossiers « transport » de la Conférence des élus de Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine (CRÉ-GÎM) et l'un des principaux maîtres d'œuvre du RÉGÎM. Pour la Gaspésie et les Îles, le trans-

port collectif devient donc un élément de développement régional tout en constituant un frein à l'isolement social.

La région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se distingue par une très faible densité de population, avec ses habitants répartis sur un immense territoire, dans des municipalités éloignées les unes des autres. Sans surprise, des données nous indiquent une proportion légèrement plus élevée de véhicules immatriculés dans la région (61,1 véhicules pour 100 habitants) par rapport au reste du Québec (51,1 véhicules pour 100 habitants). Ces indicateurs tendent à démontrer la dépendance accrue des gens de la région à l'automobile mais, du même coup, un handicap plus grand pour les gens qui n'y ont pas accès.

Une bonne connaissance des caractéristiques régionales et une étude rigoureuse des besoins de déplacement – réalisée auprès de 10 000 résidents du territoire – ont permis de dresser un portrait précis de la situation et, ainsi, de déterminer la meilleure façon d'adapter le modèle de transport collectif au contexte de la ruralité. C'est ainsi qu'un modèle hybride de transport en commun a été mis sur pied : pour répondre aux besoins des travailleurs, certains trajets d'autobus sont à horaire fixe le matin et le soir vers et depuis les différentes villes pôles ; des transports variables selon la demande ont été ajoutés à d'autres moments de la journée, pour répondre aux besoins des autres groupes cibles. Grâce à cette structure hybride et à l'expérience de *Transport Sans Frontière*, un organisme de transport adapté de la MRC de La Haute-Gaspésie (qui offre du transport collectif depuis 2003), le RÉGÎM a pu être déployé sur l'ensemble du territoire.

Un des principaux facteurs de succès du projet réside dans la collaboration et la mise en commun de l'expertise de différents acteurs œuvrant dans le domaine du transport. La CRÉ-GÎM, le ministère des Transports, six organismes de transport adapté et six transporteurs privés ont travaillé ensemble, s'appuyant sur leurs expertises et leurs connaissances respectives, pour obtenir les résultats escomptés. À ce titre, notons que les objectifs d'utilisation du réseau de transport ont effectivement été atteints rapidement.

Certes, d'autres défis attendent les gens de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en matière de transport collectif, tel que l'ajout de trajets réguliers à la mi-journée et, pourquoi pas, un service de transport de petits colis et un service de transport de vélos. Cette volonté de développement porte peut-être en elle les germes d'une action sociale consciencieuse de l'environnement et de l'importance de la mobilité, permettant d'assurer et d'organiser la solidarité et l'équilibre entre les territoires. 

1. Société de l'assurance automobile du Québec (2007). *Bilan 2006. Accidents, parc automobile, permis de conduire*, Annexe F



# Un branchement haute-vitesse qui accélère la coopération entre municipalités rurales!

par Benoît Guichard, Csur – Coopérative de solidarité du Suroît

La coopérative de solidarité *Csur* est née en 2006 d'une initiative citoyenne résultant de l'incapacité des entreprises privées à offrir en milieu rural, accidenté et boisé, un service Internet haute vitesse comparable à ceux offerts en milieu urbain. Le projet visait initialement à répondre aux besoins d'une petite municipalité de 850 âmes dans la municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges: Très-Saint-Rédempteur. Mais rapidement, des résidents des municipalités voisines — comme Sainte-Marthe, Rigaud, Pointe-

Fortune, Sainte-Justine-de-Newton, et d'autres — ont manifesté leur intérêt et en sont devenus membres. Quatre ans plus tard, en plus d'employer trois personnes et plusieurs bénévoles, la coop *Csur* offre des services Internet haute vitesse à près de 500 citoyens, dans les dix municipalités avoisinantes, et ce, au même prix qu'en ville! Ce succès lui a valu d'être citée en exemple dans le *Guide québécois pour des collectivités branchées*!

Si cette initiative n'enthousiasmait personne au départ et ne s'est vu mériter que très peu d'aide au démarrage, elle a fait boule de neige depuis et s'est allié des dizaines de partenaires parmi les élus et les entreprises de la région. Dans ce petit milieu dévitalisé, qui ne possède aucun service malgré une démographie positive, la *Csur*, forte de son succès et animée par quelques bénévoles très dynamiques, est devenue une véritable promotrice de développement durable et un vecteur important de communication régionale. En développant des moyens techniques permettant de réduire les distances physiques, elle participe à abolir le clivage urbain/rural en modifiant le sens des communications afin qu'elles soient bidirectionnelles plutôt que convergentes vers les grands centres urbains.

La *Csur* regroupe maintenant plusieurs entreprises communautaires. Par exemple, *Csur la télé*, une télévision communautaire sur le web et sur les ondes, emploie trois personnes à temps plein, en plus de former des jeunes de la région grâce à un partenariat avec le *Carrefour jeunesse emploi* et l'*Institut national de l'image et du son*, qui a pignon sur rue à Montréal. Une première au Québec! Elle pilote aussi un laboratoire rural qui expérimente une nouvelle méthode de gestion dynamique et de prise de décision participative en entrepreneuriat communautaire. Grâce à ce laboratoire rural, un emploi supplémentaire a été créé, de même qu'une alliance stratégique avec la Municipalité de Très-Saint-Rédempteur, appuyée par la MRC et le centre local de développement (CLD).

Un sondage mené auprès de la population a permis de repérer les porteurs de projets potentiels et les besoins du milieu. C'est ainsi qu'une coopérative de services communautaires, servant d'incubateur pour les nombreux projets citoyens émergents, est en voie d'être fondée. Elle se servira du laboratoire rural pour créer un tissu d'entreprises communautaires fonctionnant en synergie et partageant différents services: comptabilité, formation, communication, recherche et développement. À moyen terme, il s'agira de permettre à tous les citoyens d'avoir accès à des produits et des services solidaires, en ville comme à la campagne.


En offrant une structure communautaire de développement coopératif et une méthode de démocratie participative, la *Csur* permet la mobilisation des forces du milieu autour de projets structurants, en accord avec la Politique pour des collectivités viables adoptée par la municipalité, et afin de devenir un partenaire responsable et solidaire des échanges locaux et régionaux. 



PHOTO: TOUCHÉ DUBOIS COMMUNICATION

# Si la tendance se maintient...

par Geneviève Chagnon, Carrefour BLE

Ayant pignon sur rue à Montréal, le Carrefour BLE (bio, local, emploi) a pour mission l'intégration en emploi de professionnels d'origine immigrante dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'environnement. Nos activités favorisent une approche globale d'intégration et s'inscrivent dans une perspective de développement durable. Et comme le Québec ne se résume pas à Montréal, nous croyons que tout effort d'intégration doit tendre à créer des ponts entre les milieux urbains et l'arrière-pays, là où se situe toujours une partie de notre identité.

Évidemment, notre engagement en faveur de la régionalisation de l'immigration est fonction de notre spécialisation en agronomie et en agroalimentaire. Compte tenu du profil professionnel d'une grande partie de nos candidats, l'établissement en région est requis; un agronome se doit de travailler en lien avec le sol. Cependant, nous considérons aussi que les nouveaux arrivants sont autant de richesses dont devrait pouvoir profiter l'ensemble des communautés québécoises, bien que la plupart de nos immigrants transitent par Montréal. En s'intéressant au sort du territoire et des régions qui le délimitent, plus particulièrement des régions rurales, il s'agit donc de travailler à l'équité interrégionale en matière d'immigration. Et cela, c'est sans compter que l'expérience québécoise ne devrait pas se limiter à l'expérience montréalaise pour personne. Car inversement, les régions du Québec sont autant de richesses dont devraient pouvoir profiter les nouveaux arrivants!

Les professionnels qui s'adressent à nous détiennent des diplômes de niveau baccalauréat, maîtrise ou doctorat, relèvent de la catégorie des immigrants indépendants et peuvent chez nous tirer profit de deux programmes distincts. Dans ses volets théorique et pratique, le programme « Agrippez-vous! » assure la mise à niveau des connaissances des candidats, de même que leur intégration sociale et professionnelle. Les stages en entreprises, qui ont lieu dans différentes régions du Québec, font partie intégrante de la formation et permettent un apprenissage mutuel des nouveaux arrivants et des employeurs. À ce sujet, notre cours de 15 heures intitulé « Introduction au territoire québécois » est aussi offert, de façon à leur présenter les différentes régions du Québec, ainsi que la gamme des opportunités à leur portée. 40% des stages se transforment en emploi et le taux de placement se tient entre 70 % et 80 %.


Notre deuxième programme, « Cap sur les régions! », permet un accompagnement et un suivi individuel et complémentaire au programme « Agrippez-vous! ». Ce programme permet en effet de soutenir les démarches de candidats souhaitant faire une recherche d'emploi spécifiquement axée vers les milieux régionaux. Suite à des années d'efforts en région, Carrefour BLE possède désormais une banque importante de noms d'employeurs, situés un peu partout au Québec, et auprès desquels les participants au projet « Cap sur les Régions » peuvent prospecter et éventuellement dénicher un emploi. Et comme dénicher un boulot est une chose, mais que s'installer en région en est une autre, ce programme offre aussi un réseau de contacts étendu assurant différents services en région, dont l'accueil, l'aide à la recherche de logement, un accompagne-

ment aux entrevues, un service d'aide et de référence, etc. Évidemment, la réussite de l'insertion socioprofessionnelle dépend grandement de l'énergie et de la motivation des immigrants eux-mêmes. Ceux-ci doivent prendre part à une démarche active de recherche d'emploi et déployer tous les efforts nécessaires pour s'adapter aux réalités québécoises.

Malgré nos efforts en matière de régionalisation de l'immigration, et malgré la bonne volonté d'un bon nombre de nouveaux arrivants, il est généralement très difficile d'aller à contre-courant de la tendance lourde au Québec en matière d'immigration. En effet, nos démarches profitent essentiellement aux régions situées à proximité de Montréal qui sont, de surcroît, déjà en situation de croissance économique et démographique. Cela est dû au fait que la plupart des « gros joueurs » de l'industrie agricole et de l'agroalimentaire sont concentrés pour la plupart dans cette région, notamment en Montérégie. Celle-ci est d'ailleurs la région de prédilection de nos candidats : entre 2004 et 2007, 34 % de nos candidats s'y sont installés, contre 1 % en Mauricie, au Bas-Saint-Laurent ou en Estrie.

Les candidats qui fréquentent le Carrefour BLE cherchent, dans la majorité des cas, à intégrer d'abord et avant tout une industrie, celle de l'agroalimentaire au sens large. Et ils sont plus enclins à aller dans les régions où cette industrie prospère, où elle offre des emplois intéressants. À cela, vient s'ajouter la recherche d'une certaine qualité de vie : ces régions sont mieux desservies par les services de proximité et les transports collectifs, en plus d'avoir comme avantage d'être près de Montréal. En somme, même si nous encourageons la dispersion de nos candidats aussi largement que possible sur le territoire québécois, nos résultats démontrent que la présence de l'industrie et des emplois qu'elle génère est encore déterminante pour le succès et l'attractivité d'un territoire.

Cela, c'est sans compter que la proximité de Montréal confère à l'industrie agroalimentaire de cette région un atout supplémentaire : il est plus facile pour nos stagiaires de prospecter en ville, de demeurer visibles et proches des dynamiques montréalaises. De plus, il est beaucoup moins cher pour un organisme de proposer des visites exploratoires dans les régions où l'on peut se rendre et revenir dans une même journée à partir de Montréal. Les contraintes financières et de temps, compte tenu des réalités territoriales québécoises, rattrapent vite les organisations... et les candidats eux-mêmes.

Bref, il est évident que, seuls, les organismes ne pourront pas aller à contrario d'une tendance lourde qui favorise les régions centrales, notamment la grande région métropolitaine. Il est impératif, comme le faisaient récemment valoir *Solidarité rurale du Québec*<sup>1</sup> et ses partenaires, qu'un pacte national soit adopté autour de la question de l'occupation dynamique de nos territoires. Il est urgent de repenser collectivement nos pratiques et d'élargir la gamme des moyens permettant une meilleure occupation du territoire québécois. Dans ce pacte, la venue des nouveaux arrivants ne serait, bien sûr, qu'un de ses moyens. 

1. *Avis Occupation des territoires Pour un Québec fort de ses communautés* (2010), Solidarité rurale du Québec.

En ligne : [www.solidarite-rurale.qc.ca/documents/805/Avis\\_SRQ\\_Occupation%20des%20territoires.pdf](http://www.solidarite-rurale.qc.ca/documents/805/Avis_SRQ_Occupation%20des%20territoires.pdf)



# Un nouveau régime de retraite

## pour les travailleurs du milieu communautaire et des groupes de femmes : une initiative porteuse

par Marie-Josée Ouellet, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Les salariés du milieu communautaire et des groupes de femmes auront œuvré au mieux-être de leurs concitoyens tout au long de leur vie professionnelle pour se retrouver bien souvent, à leur retraite, avec des revenus modestes. Le nouveau régime de retraite par financement salarial destiné à cette clientèle est une réponse adaptée à leurs besoins.

Les organismes comme les groupes de femmes, les entreprises d'économie sociale ou les organismes culturels n'ont pas la capacité financière d'offrir une gamme généreuse de salaires et d'avantages sociaux pour favoriser l'attraction et la rétention de leurs salariés. Les salaires pratiqués dans les organismes et, dans certains cas, la précarité des emplois n'encouragent pas l'épargne individuelle.

Afin de faire contrepoids à cette réalité, le Centre de formation populaire et Relais-femmes ont conclu que les salariés des organismes devraient se doter d'un régime collectif de retraite qui serait à leur image. Bénéficiant du support pédagogique et technique de Michel Lizée du Service aux collectivités de l'UQAM, et accompagnés d'un comité-conseil représentatif de divers groupes communautaires et de femmes, ils ont élaboré un régime québécois de retraite adapté aux quelque 50 000 salariés de ce vaste secteur.

Les différentes étapes de la mise en place du régime ont été soutenues notamment par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Que ce soit pour la réalisation d'une étude sur les conditions de travail qui prévalaient dans le secteur<sup>1</sup>, la réalisation d'études actuarielles, des modifications réglementaires ou plus généralement


le soutien à la promotion du régime, le gouvernement du Québec s'est associé à cette initiative porteuse pour le milieu communautaire.

### Les caractéristiques du régime en bref

Le régime mis sur pied est adapté à la situation des groupes communautaires et de femmes. Il offre en outre des garanties rigoureuses sur le plan administratif. Rappelons brièvement qu'il s'agit d'un régime :

- ▶ à prestations déterminées : chaque 100 \$ cotisé achète une rente annuelle de 10 \$ à partir de l'âge de 65 ans ;
- ▶ par financement salarial dont le niveau de cotisation patronale doit être égal ou supérieur à la cotisation salariale ; chaque groupe-adhérent détermine son niveau de cotisation et peut le modifier à la hausse ou à la baisse une fois par année ;
- ▶ qui s'adapte à la mobilité à l'intérieur des groupes adhérents : un changement d'emploi n'aurait pas d'incidence sur l'accumulation des droits d'une personne ;
- ▶ administré par un comité de retraite constitué de cinq participants actifs, un participant inactif, quatre représentants des employeurs et un membre indépendant ; il y a également deux membres sans droit de vote.

L'administration du régime se veut conforme aux valeurs du secteur communautaire. Pour ce faire, il s'est doté d'une gouvernance représentative des différentes composantes des groupes participants, soucieuse d'une représentation adéquate des hommes et des femmes, en plus de refléter la contribution et le partage effectif du risque entre les participants et les groupes. De plus, le Régime est muni de règles d'admissibilité axées sur l'équité et sur une réduction de la précarité. Enfin, lorsqu'il aura atteint une taille d'actifs suffisante, il souhaite mettre pleinement en application sa politique de placement socialement responsable, dans le respect de son rôle de fiduciaire qui doit assurer le financement des rentes promises.

En octobre 2008, le Régime a vu le jour avec près de 1000 adhérents. Vingt-quatre mois plus tard, il compte 1961 participants, 277 groupes et gère 4 928 270 dollars. Pour en savoir plus sur le régime, visitez le site Internet [www.regimeretraite.ca](http://www.regimeretraite.ca). 



Membres du comité de retraite du RRFS-GCF : Rangée arrière (gauche à droite) : Nathalie Lachance, Charles Guindon, Michel Lizée, Sylvain Lagacé. Rangée avant (gauche à droite) : Chantal Dugré, Lise Gervais, Nathalie Roberge, Gaétane Turgeon, Mireille Bolduc. Membres absents de cette photo : Suzanne Daneau, Steve Marcoux, Pierre Riley, Annie Vidal.

1. François Aubry, Stéphanie Didier et Lise Gervais (2005). *Pour que travailler dans le communautaire ne rime plus avec misère*, Centre de formation populaire et Relais Femmes, 86 p.



# Les TI au service du développement rural

par Caroline Mongrain, comité de rédaction

— Ce n'est pas d'hier qu'on recherche des solutions aux difficultés vécues en région. Bien que certaines problématiques diffèrent, naturellement, plusieurs sont similaires dans les régions éloignées du Québec : vieillissement de la population, exode des jeunes, problèmes économiques, fermeture d'écoles, éloignement des services en santé, services sociaux, vitalité culturelle.

Afin de répondre à ces défis récurrents, les régions explorent des solutions novatrices. En effet, de nouveaux potentiels ont commencé à poindre avec l'arrivée de la fibre optique dans les endroits éloignés des grands centres. Bien que depuis 2005 une majorité de milieux ruraux disposait de bandes Internet haute vitesse permettant de relier au reste du monde les institutions d'enseignement, les édifices municipaux, certains services et diverses entreprises locales, très peu d'approches avaient été expérimentées afin de soutenir et d'innover en matière de développement local. C'est dans ce contexte que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) a accordé son appui au Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO) et à ses partenaires des municipalité régionale du comté d'Avignon et de Bonaventure dans le but de soutenir la mise en œuvre d'initiatives locales, destinées à contribuer au développement économique, social, touristique et culturel de la région de la Baie-des-Chaleurs, en Gaspésie.

« Entre juin 2006 et juin 2009, le CEFRIO a mené dans la Baie-des-Chaleurs en Gaspésie un projet de développement territorial par les TI intitulé : D'Avignon et Bonaventure, des MRC innovantes. L'objectif visé : servir d'élément catalyseur pour développer sur le territoire une culture de l'innovation par l'appropriation des TI. Ce projet a permis notamment de soutenir différentes initiatives issues du milieu et d'animer ce dernier par des activités publiques visant à inciter les organisations à utiliser les TI comme moteur de leur développement<sup>1</sup>, par l'offre de services regroupés ou le réseautage culturel par exemple. La phase d'expérimentation du projet s'est réalisée avec des partenaires du milieu, soit les Centres locaux de développement (CLD) de Bonaventure et d'Avignon, la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et la Société d'aide au développement des communautés (SADC) de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Ce projet a aussi rallié plusieurs partenaires financiers, soit le MAMROT, la Fédération des Caisses populaires Desjardins, TELUS, la Fondation communautaire Gaspésie-Les Îles et le ministère des Relations internationales du Québec.

La première action du CEFRIO a été de sensibiliser la population


et des entreprises à l'apport positif des technologies. En effet, la probabilité qu'une personne ou une entreprise décide d'utiliser une technologie augmente lorsqu'on lui démontre qu'il est avantageux de le faire, qu'elle a la possibilité d'expérimenter personnellement les aspects positifs de cette TI et qu'elle reçoit un accompagnement qui l'aide à se sentir compétente en tant qu'utilisateur.

Ce projet s'est avéré un pas dans la bonne direction pour la région. L'utilisation des TI s'est traduite par un dynamisme nouveau sur le territoire, une amélioration de la qualité de vie de la population et le questionnement de plusieurs entreprises et organisations pour réfléchir leur développement en tenant compte des possibilités nouvelles qu'offraient les TI. Le milieu s'est mobilisé autour du développement de la Gaspésie, ce qui a permis de développer une véritable approche collaborative entre les communautés de cette région.

Forts de cette expérience concluante, le CEFRIO et la CRÉ ont décidé de gravir un échelon de plus en lançant un tout nouveau projet visant à faire de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine le premier territoire numérique du Québec<sup>2</sup>. Un territoire numérique se manifeste par l'utilisation par les acteurs des outils numériques, dans le but de développer ce territoire et d'améliorer ou développer de nouveaux services ou d'améliorer le rapport de la collectivité aux citoyens. De plus, ce territoire nécessite des infrastructures électriques facilitant la connectivité.<sup>3</sup>

Internet haute vitesse est aujourd'hui un service essentiel, au même titre qu'a pu l'être l'électrification de nos campagnes au milieu du dernier siècle. Il joue un rôle crucial sur le plan du développement régional, car il est indispensable au maintien des entreprises de plusieurs secteurs, au maintien et à l'adaptation des services de proximité, à la sauvegarde du tissu social et du cadre de vie, à la consolidation et à la création d'emplois et à l'adaptation de l'économie. Au moment où s'amorcent au Québec différentes initiatives pour développer des situations d'utilisation des TI dans diverses régions, avons-nous le moyen de passer à côté de ce rendez-vous avec demain ?

Le CEFRIO est un centre de liaison et de transfert qui regroupe près de 160 membres universitaires, industriels et gouvernementaux ainsi que 60 chercheurs associés et invités. Sa mission : aider les organisations à être plus productives et à contribuer au bien-être des citoyens en utilisant les technologies de l'information comme levier de transformation et d'innovation. Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation est son principal partenaire financier. Depuis sa création, en 1987, le CEFRIO a réalisé plus de 375 projets d'une valeur totale de 60 millions de dollars.

Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) est responsable de la promotion des carrières en science et en technologie, ainsi que de la culture scientifique et technique. Il travaille de concert avec des organismes du milieu, notamment le réseau du Conseil de développement du loisir scientifique (CDLS) et des CLS, qu'il reconnaît pour leur action horizontale et structurante en promotion de la science et de la technologie. Ce réseau est responsable d'une gamme d'activités dont le Défi Génie inventif, le Défi apprenti génie, ainsi que les expo-sciences, des compétitions d'envergure régionale et nationale qui se poursuivent aux paliers québécois, canadien et international. 

1. <http://blogue.cefrio.gc.ca/2010/01/une-region-pourrait-elle-parvenir-a-se-definir-par-son-empreinte-numerique>

2. [www.cefrio.gc.ca/fileadmin/documents/Rapports/rapportAnnuelCEFRIO\\_impression\\_final.pdf](http://www.cefrio.gc.ca/fileadmin/documents/Rapports/rapportAnnuelCEFRIO_impression_final.pdf)

3. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Territoire\\_num%C3%A9rique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Territoire_num%C3%A9rique)

# Paysans d'abord mais citoyens surtout

par Maud Emmanuelle Labesse, comité de rédaction

« En Haïti, c'est comme à bien des endroits dans le monde. On considère que les ruraux n'ont d'intérêt que pour élire des députés », remarque sans ironie Michel Lambert, directeur général de l'organisation non gouvernementale de solidarité *Alternatives*. C'est pour donner aux paysans haïtiens les moyens de mieux participer à la vie démocratique qu'*Alternatives* et des membres de sa fédération internationale ont imaginé le projet *Tout moun sitwayen* (Tout le monde citoyen). En Haïti, la démocratie pousse dans les champs.

## Une île dans l'île

Bien que la majorité de la population haïtienne soit paysanne et vive en zone rurale, le gouvernement central, lui, est ancré — pour ne pas dire confiné — à la capitale Port-au-Prince. La Constitution haïtienne de 1987, ainsi que tous les prétendants au pouvoir des dernières décennies, prévoient un programme articulé de décentralisation des pouvoirs, accompagné de formules de participation citoyenne, pour que l'ensemble des Haïtiens puisse équitablement participer au jeu démocratique. Or, l'instauration de telles institutions tarde à se concrétiser, de sorte que les populations éloignées des gouvernants sont exclues des processus décisionnels. Résultat : il n'existe pas de dialogue entre les gens des campagnes et les élites qui valent au pouvoir. « Il s'agit d'une relation de conflit qui s'est radicalisée avec le temps. Les paysans organisent rapidement des manifestations que le gouvernement réprime avec violence de manière tout aussi diligente, explique Michel Lambert. Les mouvements paysans n'ont aucun poids politique et social, la preuve en est que le gouvernement supporte une politique alimentaire d'importation. »

La marginalisation des populations rurales, et leur faible taux d'alphabétisme, rendent ardu le développement de « compétences citoyennes » leur permettant de participer aux processus de démocratisation. Elles ont nonobstant des revendications dont les enjeux sont cruciaux pour elles, mais aussi pour l'ensemble du pays. « Les citadins vivent de l'économie informelle et sont dans un mode de survivance fragile alors que les ruraux disposent d'une parcelle de terre qui leur assure un plancher alimentaire. Les agriculteurs ont davantage de préoccupations englobantes et à long terme que les urbains, qui sont contraints à des considérations immédiates. Pour les ruraux, la souveraineté alimentaire et la préservation de l'environnement constituent les seules voies vers un avenir plus stable et prospère », explique Michel Lambert.

## Aider le monde rural à percer le pouvoir urbanisé


Avec des partenaires québécois et haïtiens tels que l'*Institut Québec-Haïti* et la *Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif* (PAPDA), *Alternatives* a démarré le projet *Tout moun sitwayen* visant l'enracinement d'une culture démocratique par le renforcement des institutions devant assurer un lien entre les zones rurales et le gouvernement.

De 2006 à 2008, les organisations locales, appuyées par leurs alliés québécois, ont sillonné le territoire afin d'organiser des at-

liers à l'intérieur desquels les agriculteurs devaient rédiger collectivement des cahiers de charges déclinant et décortiquant leurs revendications. L'objectif ultime était de présenter cette documentation aux députés représentant les départements ruraux dans le cadre d'une stratégie de plaidoyer. Plusieurs cibles intermédiaires jalonnaient toutefois la démarche vers ce plaidoyer. D'abord, il s'agissait de susciter une concertation chez les mouvements paysans. « Il existe plusieurs familles politiques dans les mouvements paysans haïtiens, et de les amener à discuter ensemble pour dégager des consensus était pour nous un premier défi à relever », indique Michel Lambert. Dans un deuxième temps, le projet visait à outiller les participants concernant les institutions et les mécanismes démocratiques du système haïtien, de manière à ce qu'ils puissent gérer les défis et les enjeux de la décentralisation avec des moyens pacifiques. En somme, l'élaboration des cahiers exigeait le renforcement des capacités des organisations paysannes en termes de communication, d'animation du monde rural, de réseautage, de planification stratégique, de suivi technique, de plaidoyer et de participation effective aux grands débats nationaux.

« Nous sommes satisfaits des documents finaux qui ont été produits, d'autant plus qu'ils ne recelaient pas de points de divergence majeurs. En quelques mots, les revendications touchaient l'économie agricole, la réforme agraire, le droit foncier, l'égalité des sexes dans le secteur agricole et la protection des ressources environnementales... Tous des éléments qui nous ramènent à cette notion de souveraineté alimentaire. Le financement n'a malheureusement pas été suffisant pour que les résultats du projet puissent émerger au niveau national, regrette Michel Lambert. Nous comptons cependant poursuivre les efforts déployés par l'organisation d'un forum social international sur la souveraineté alimentaire qui se déroulera en province haïtienne en janvier 2012 », annonce-t-il.

## Des leçons pour le Québec ?

Le renforcement de la démocratie et de l'économie nationales passe nécessairement par le renforcement de ces systèmes à l'échelle régionale, et donc rurale : « Pas de pays sans paysans », comme nous le rappelle une documentariste de chez nous. Haïti, comme le Québec, peut donc difficilement connaître des progrès en matière de développement si les habitants des campagnes ne collaborent pas à la prise des grandes décisions nationales. Il semble en outre qu'il y ait des similitudes entre Haïti et le Québec autant sur la forme que sur le fond : « Nous partageons, au Québec, beaucoup des préoccupations citées dans les cahiers de charges des agriculteurs haïtiens. Celles-ci relèvent d'enjeux globaux qui ne sont peut-être pas visibles ici de la même façon, mais qui nous rattrapent tous, où que l'on soit. D'où l'intérêt de s'y attaquer ensemble », conclut Michel Lambert. 



## L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique

Beaudet, Pierre, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.) (2010).  
Les Éditions Écosociété.

— Depuis le premier *Forum social mondial* de Porto Alegre en janvier 2001 jusqu'au sommet du G20 à Toronto en juin 2010, une société civile mondiale, qualifiée d'altermondialiste, se réapproprie l'espace politique et affirme qu'un autre monde est possible! L'ouvrage *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique* rassemble une trentaine de contributions qui dressent un portrait exhaustif de cette mouvance hétérogène, en abordant ses origines et ses enjeux. Faisant de la globalisation un enjeu des luttes sociales, la mouvance altermondialiste s'affiche comme un nouvel acteur politique autonome vis-à-vis des partis et des gouvernements. S'appuyant sur des convictions inébranlables et une puissante force de mobilisation, ses militants mènent des luttes en faveur de l'eau, de la souveraineté alimentaire, du commerce équitable, du mouvement des femmes, des peuples autochtones et de toutes les minorités, pour leur donner une « voix mondiale ». Dépasant la simple protestation pour formuler des revendications concrètes et développer de nouveaux outils virtuels et pragmatiques, ces citoyens « altermondialistes » résistent, proposent, agissent et inventent une nouvelle culture politique. Ils et elles parlent avant tout de solidarité, d'un agir ensemble, premiers pas pour imaginer un vivre ensemble.



## L'organisation communautaire en CSSS

Lachapelle, René et Denis Bourque (2010).  
Les Presses de l'Université du Québec.

— Destiné aux intervenants qui œuvrent en organisation communautaire, aux gestionnaires et aux planificateurs qui s'y intéressent, ainsi qu'aux étudiants et futurs praticiens en ce domaine, cet ouvrage relève et analyse le contexte sociopolitique et les transformations institutionnelles qui influencent la pratique d'organisation communautaire en CSSS.

Il identifie des occasions réelles sur lesquelles capitaliser dans le cadre des pratiques réflexives des organisateurs communautaires et fournit des outils aussi bien en termes d'analyse des contraintes que d'exploration des avenues de relance d'une pratique professionnelle qui manifeste une expertise et une maturité certaines. Pratique professionnelle de soutien à l'action communautaire et d'interface entre les collectivités et les services publics pour en améliorer la pertinence, la reconnaissance de l'organisation communautaire représente un gain des mouvements sociaux. Elle est aujourd'hui placée devant le défi de renouveler cette lutte pour que les citoyens retrouvent leur place dans les CSSS et dans bon nombre d'organismes communautaires et d'instances de concertation et de développement local où la professionnalisation domine. Il n'y a pas de développement durable des communautés sans participation et appropriation citoyenne des enjeux.



## La boîte à outils. Répertoire des ressources pertinentes aux démarches de revitalisation.

Groupe de travail sur les communautés dévitalisées (2010).

— Ce répertoire se veut un outil concret permettant aux municipalités qui souhaitent entreprendre une démarche de revitalisation, ou qui se sont déjà engagées dans un tel processus, de repérer diverses ressources pouvant soutenir leurs efforts. Il sera également fort utile aux intervenants œuvrant auprès de ces communautés. Le répertoire est maintenant disponible sur les sites Internet des organisations membres du groupe de travail sur les communautés dévitalisées, formé dans le cadre de la *Politique nationale de la ruralité 2007-2014*. Ces membres sont la FQM, l'UMQ, SRQ, l'ACLDQ et le MAMROT.



## Mouvement coopératif. Une mise en perspective

Favreau, Louis (2010).

Les Presses de l'Université du Québec.

— Les coopératives sont-elles des entreprises comme les autres ou un mouvement fédérateur et porteur de changement social? Refusant de dissocier le développement économique du développement social, les coopératives québécoises exercent un leadership certain sur la scène nationale et internationale, surtout en cette période de crise économique et sociale adossée à une crise écologique qui nous oblige à repenser le modèle capitaliste. La logique coopérative peut-elle être au cœur du système économique? Peut-être! Mais la pression capitaliste est forte. Mettant à profit ses travaux de recherche sur les mouvements sociaux et sa longue expérience d'engagement coopératif, communautaire et syndical, Louis Favreau aborde de front la question du *leadership de société* du mouvement coopératif dans nos sociétés et nous invite à en faire autant. S'appuyant sur une approche sociopolitique, il retrace l'itinéraire des entreprises coopératives du Québec: les organisations qui les fédèrent, le lobbying qu'elles exercent, leurs prises de position sur des questions de société, les valeurs qui les sous-tendent et les liens qu'elles entretiennent avec d'autres mouvements. Son ouvrage intéressera tout autant les militants et professionnels du milieu coopératif que les étudiants en sciences économiques et sociales, spécialement en organisation communautaire et en développement régional.

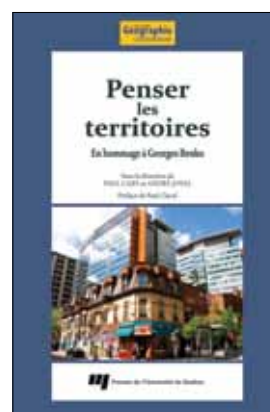


## Penser les territoires. En hommage à Georges Benko

Cary, Paul et André Joyal (2010).

Les Presses de l'Université du Québec.

— Comment penser la diversité des territoires aujourd'hui? Quel effet la mondialisation et l'économie du savoir ont-elles sur l'organisation territoriale? Comment rendre compte de la dynamique interne des régions? Où en sont les réflexions sur les pôles de compétitivité et autres districts industriels? Les mêmes solutions s'appliquent-elles aux zones rurales et urbaines? Analysant les plus récentes évolutions qui touchent les territoires, des géographes, sociologues, économistes et historiens de l'Amérique et de l'Europe traitent de ces questions qui animaient le regretté Georges Benko (1953-2009). Les auteurs rendent ainsi un hommage tout particulier à celui qui a contribué à la mise en place d'une nouvelle géographie socioéconomique attentive à la construction sociale de l'espace, notamment par son œuvre phare *Les régions qui gagnent* (1992), qu'il avait coordonnée avec Alain Lipietz. Cet ouvrage approfondit les perspectives de recherche de ce grand universitaire, souligne la capacité des territoires à s'inscrire dans la mondialisation et s'attarde sur les trajectoires des « régions qui gagnent » et des politiques qui les ont soutenues. S'il insiste sur les logiques d'agglomération des grandes villes, il n'oublie pas les espaces ruraux, marqués par une intense recomposition.



## Orientations régionales du réseau de la santé et des services sociaux en développement social et en développement des communautés

D'Amours, Geneviève (2009).

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais.

— Bien qu'ils ne soient pas de la responsabilité exclusive du réseau de la santé et des services sociaux, les Agences et les Centres de santé et de services sociaux (CSSS) sont souvent des partenaires incontournables au développement social et au développement des communautés. D'ailleurs, leurs stratégies de promotion de la santé sont inscrites au Programme national de santé publique et sont reprises dans la plupart des plans d'action régionaux de Direction de santé publique et des plans d'action locaux des CSSS. L'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais a donc tenu à préciser les orientations régionales pour son réseau régional de la santé en matière de développement social et de développement des communautés. Ce document d'orientations propose des définitions aux concepts de développement social et de développement des communautés et énonce les assises sur lesquelles repose l'action du réseau de la santé et des services sociaux en la matière. Les orientations régionales, incluant la vision, les principes d'intervention et les valeurs, ont été cernées en tenant compte des forces et des défis de la région.



## L'équité salariale, ça concerne aussi les organismes communautaires!

par Kim Paradis, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

— Vous faites partie d'un organisme communautaire? Vous vous demandez si votre organisme doit faire un exercice d'équité salariale? Vous pourriez être surpris de la réponse! En effet, avec les modifications apportées en mai 2009 à la Loi sur l'équité salariale, beaucoup d'organismes s'y trouvent désormais assujettis et plusieurs autres doivent compléter un exercice pour le 31 décembre 2010.

### La Loi 25 : en quoi consistent les changements?

Le dossier de l'équité salariale a connu, en mai 2009, un nouvel élan avec l'adoption du Projet de loi 25, qui visait à renforcer la présente Loi sur l'équité salariale (elle-même adoptée le 21 novembre 1996). La nouvelle loi prévoit ainsi que tous les organismes dits « retardataires » auront jusqu'au 31 décembre 2010 pour terminer un exercice d'équité salariale. Cela inclut ceux qui avaient dix employés ou plus entre le 21 novembre 1996 et le 21 novembre 1997, et qui n'ont toujours pas fait un exercice d'équité.

De nouvelles applications ont également été données pour les « nouveaux dix ». La nouvelle loi prévoit que, dorénavant, tous les organismes qui atteignent une moyenne de dix employés et plus, au cours d'une même année civile, sont soumis à l'application de la Loi. Donc, les petites organisations, qui ont souvent passé à travers les mailles du filet de la Loi, devront désormais réaliser un exercice d'équité salariale, et auront quatre ans pour le faire.

Le budget de la *Commission de l'équité salariale* a également été augmenté de façon significative, et les entreprises devront éventuellement remplir une déclaration obligatoire de conformité à la fin de leur année fiscale (le règlement est à venir). De plus, des amendes salées sont prévues pour les entreprises fautives!

Concernant le maintien de l'équité salariale, l'ancienne loi prévoyait que l'obligation de maintien était continue: ainsi, lorsque l'on prenait une mesure qui pouvait affecter l'équité salariale, on devait s'assurer que celle-ci était maintenue. Depuis l'adoption de la nouvelle Loi en mai 2009, un exercice formel est désormais requis tous les cinq ans, avec affichage obligatoire.

### Formation disponible

Compte tenu des nouvelles échéances de la Loi, le *Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail* (CIAFT) offre gratuitement une formation spécifiquement adaptée au milieu communautaire, pour aider les organismes à effectuer un exercice d'équité salariale. Cette formation s'adresse aux employeurs, aux membres des conseils d'administration, aux personnes salariées, et comprend tous les outils nécessaires pour la réalisation d'un exercice d'équité salariale. Une tournée de plusieurs villes du Québec débutera cet automne.

Pour plus d'informations : [kparadis@ciaft.qc.ca](mailto:kparadis@ciaft.qc.ca) ☎

## Le renforcement de l'intervention territoriale

par Arielle Hudon-Fortier,  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

— Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010 a permis d'amorcer un partenariat avec les milieux locaux par la mise en place de projets pilotes et d'initiatives qui misaient sur la concertation entre les différents acteurs (ministères et organismes, acteurs sociaux, citoyens, entreprises, etc.), de même que sur l'harmonisation de leurs interventions, afin d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, rendu public le 6 juin dernier, propose des outils pour renforcer l'intervention territoriale. Le gouvernement appuie ainsi la mise en place d'initiatives de lutte contre la pauvreté en région et au sein des communautés autochtones.

### Solidarité de proximité : les administrations régionales en action

Dans les prochains mois, le gouvernement signera des Alliances pour la solidarité, portant sur plusieurs années, avec chacune des régions et avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL). Ces ententes pour lutter contre l'exclusion socioéconomique seront assorties d'une enveloppe provenant du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), qui permettra de soutenir la concertation et la mobilisation, l'amélioration des connaissances ainsi que les projets émanant de planifications établies régionalement. Ces sommes constitueront une valeur ajoutée à l'action régulière de tous les partenaires déjà engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Avec les acteurs du palier national et les représentants du milieu autochtone, les régions auront accès à une enveloppe globale de 115 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Dans ce processus, les régions seront représentées par les conférences régionales des élus (CRÉ) et par la Ville de Montréal pour son territoire. Les CRÉ et la Ville de Montréal auront donc la responsabilité de gérer l'enveloppe budgétaire et de rallier le plus grand nombre possible de partenaires (organismes communautaires, entreprises, syndicats, organisations philanthropiques, personnes vivant en situation de pauvreté) afin de mettre en place des stratégies régionales et locales concertées de lutte contre la pauvreté. À ce titre, les structures de concertation déjà en place dans plusieurs régions sont, dans la perspective du gouvernement, les mieux placées pour effectuer ce travail.

Dans le cadre des Alliances pour la solidarité, les régions devront se doter d'un plan d'action régional basé sur une connaissance des besoins et des moyens disponibles et définissant leurs priorités d'action. Dans certaines régions, cette partie du travail est déjà effectuée, alors que dans d'autres elle reste à faire. Une planification locale pourra être établie pour certaines communautés plus particulièrement touchées par la pauvreté. Une fois la planification établie, des actions concrètes traduisant les priorités seront déployées sur le terrain, à l'échelle régionale ou locale, selon le cas. ☎

# Joignez-vous aux « Amis de la revue »!

Par la fondation des « Amis de la revue *Développement social* », nous démarrons un vaste mouvement d'appropriation de cet outil collectif qu'est la revue *Développement social*. Pourquoi? Parce que nous croyons fermement que chacun a la responsabilité de faire connaître l'apport du développement social dans le développement du Québec d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Devenir Ami de la revue *Développement social*, c'est poser un geste tout simple, mais combien significatif pour l'ensemble des acteurs engagés, partout au Québec, dans différentes démarches de développement social. Leurs démarches étant souvent ignorées par les médias traditionnels, cette voix unique qu'est la revue *Développement social* leur est donc aussi originale qu'indispensable. Et plus nombreux seront les « Amis de la revue *Développement social* », plus cette dernière sera génératrice de fierté et de confiance.

## Devenir membre c'est :

- appuyer une publication 100 % développement social, faite pour et par ses artisans et manifester sa pertinence dans le paysage médiatique actuel ;
- vous afficher comme porteur des valeurs du développement social et, ainsi, contribuer à son rayonnement ;
- avoir la possibilité d'accéder aux instances de gouvernance des « Amis de la revue *Développement social* » ;
- contribuer à la réflexion quant aux orientations et aux contenus de la revue *Développement social*, notamment en participant aux assemblées générales annuelles ;
- gratuit ;
- facile! Visitez notre site Internet : [www.revueds.ca](http://www.revueds.ca)

**Parce que le développement social, c'est vous,  
la revue *Développement social*  
ne peut exister sans votre adhésion!**



Visitez notre NOUVEAU site Internet:  
[www.revueds.ca](http://www.revueds.ca)

**Ds** LA REVUE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

| À PROPOS | NOS PARUTIONS | DISTRIBUTION | AMIS DE LA REVUE | RESTER EN CONTACT

Dernier numéro : *Villes et campagnes, une complicité à cultiver* > Sommaire Recherche:  **Aller**

## Sommaire

**DOSSIER PRINCIPAL**

- DOSSIER LES LOISIRS
- DÉFIS ET ENJEUX
- SUR LE TERRAIN

**NOS CHRONIQUES**

- Petit mais fort, parce qu'ensemble! « Une contrée en montagnes dans Bellechasse »
- Confluences tous azimuts
- Continuum ville/campagne : un projet territorial intégré
- Des sentiers entre ville et campagne
- À la découverte de « l'autre Outaouais »
- La nécessaire complémentarité rurale/urbaine pour faire face aux défis démographiques
- Facteurs de succès et retombées du réseau partenarial mis en place
- Le marché de solidarité ou l'intégration des territoires urbains et ruraux
- Le bon voisinage, ça se cultive!
- Le Centre nautique de la Lièvre, un projet original et novateur

version PDF

Institut national de santé publique Québec

## Dans le prochain numéro

### Les autochtones et la ville

#### Concernant la distribution de cette revue

Au plan national, la distribution est assurée par l'Institut national de santé publique du Québec. Dans les régions, la tâche revient aux Conférences régionales des élus, aux Directions de santé publique des Agences de la santé et des services sociaux ainsi qu'aux Tables de concertation ou Comités régionaux de développement social. Pour en savoir plus, consultez notre site Internet.

Il peut arriver que des personnes, engagées dans leur milieu, reçoivent plusieurs copies de la publication. Nous leur demandons de retourner les copies inutilisées à l'organisme distributeur en lui demandant de remédier à la situation. Par ailleurs, pour favoriser une diffusion plus efficace de la revue, pourquoi ne pas la faire circuler dans votre milieu une fois que vous en avez terminé la lecture? Ce serait là un moyen de nous aider à mieux rejoindre les personnes et organisations engagées en développement social. Nous vous en remercions.

# DS

## DÉVELOPPEMENT SOCIAL

### Éditeur

Institut national de santé publique du Québec  
945, avenue Wolfe  
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3

### Conseil d'administration des « Amis de la revue *Développement social* »

Mélanie Chabot, Institut national de santé publique  
du Québec (INSPQ)

Ariane Émond, membre Individuel

Marcel Gélinas, Regroupement québécois des inter-  
venantes et intervenants en action communautaire  
(RQIIAC)

Denis McKinnon, Table nationale  
des Corporations de développement  
communautaire (TNCDC)

Louis Poirier, Institut national  
de santé publique du Québec (INSPQ)

Sylvie Taillefer, Réseau québécois  
de développement social (RQDS)

### Comité de rédaction

Mélanie Chabot

Maud Emmanuelle Labesse, Institut national de  
santé publique du Québec (INSPQ)

Caroline Mongrain, ministère  
du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)

Paule St-Amand, ministère des Affaires  
municipales, des Régions et de l'Occupation  
du territoire (MAMROT)

### Coordonnatrice et rédactrice en chef

Mélanie Chabot

### Ont collaboré à ce numéro

René Barsalo, Robert Blais, Claire Bolduc, Yvon  
Boucher, Guy Boudreau, Martine Boyer, Marie-  
Joëlle Brassard, Olivier Brière, Geneviève Brisson,  
Christopher Bryant, Benjamin Buissière, Jacques  
Caillouette, Jocelyne Ann Campbell, Raphael  
Canet, Danielle Cantin, Mélanie Chabot, Geneviève  
Chagnon, Ghalia Chahine, Kaissy Charbonneau,

Mélanie Corriveau, Éric Couillard, Geneviève  
D'Amour, Olivier Demers, Karine Desaulniers,  
Lawrence Desrosiers, Pierre Dénommé, Nadia  
Dolbec, Maryse Drolet, Pierre Drouin, Clermont  
Dugas, Céline Farley, Sylvie Filiou, Sylvie Fortin,  
Martin Gagnon, Vincent Galarneau, Benoît  
Guichard, Laurie Guimond, Arielle Hudon-Fortier,  
Maud Emmanuelle Labesse, Maria Labrecque  
Ducheneau, Chantal Lalonde, Bernard Lamarche,  
Michel Lambert, Patrice Leblanc, Patricia Lefèvre,  
Julie Legault, Yolande Lépine, Manon Leroux,  
Christiane Lussier, Maureen Martineau, Claude  
Marois, Caroline Mongrain, Mélina Morin, Marie-  
Andrée Nadeau, Marie-Josée Ouellet, Bernard  
Ouimet, Kim Paradis, Micheline Pelletier, France  
Picard, Éric Pineault, Marc-Urbain Proulx, Vincent  
Rasse, Maurice Richard, Réjean Roy, Réjean Sauvé,  
Gilbert Scantland, Dominique Simard, Myriam  
Simard, Sylvie Taillefer, Alexandra Tousignant-  
Careau

### Design

Annick Desormeaux, directrice artistique  
Camille Dussault, graphiste  
Morgane Thepot, graphiste  
Anne-Laure Jean, graphiste

### Révision linguistique

Paul Montminy

### Soutien technique

Madalina Burtan

### Politique éditoriale

La revue *DÉVELOPPEMENT SOCIAL* vise à rendre compte  
de ce qui se passe dans les communautés et les régions  
en matière de développement social, à poursuivre  
la promotion du développement social ainsi que  
la sensibilisation des acteurs locaux, régionaux et  
nationaux, par la diffusion de textes présentant des  
enjeux de développement social. Conformément aux  
objectifs définis, les articles publiés doivent s'inscrire  
dans une perspective d'information des lecteurs  
et lectrices et de promotion de la préoccupation du  
développement social. Les textes publiés sont sous  
la responsabilité de leur signataire et n'engagent  
aucunement les partenaires de la revue. Les textes  
publiés dans la revue peuvent être reproduits, à  
condition d'en citer la source.

### Pour nous joindre

Revue *Développement social*

190, boulevard Crémazie Est,

Montréal (Québec) H2P 1E2

Téléphone : 514 864-1600

Télécopieur : 514 864-1616

Courriel : [developpement.social@inspq.qc.ca](mailto:developpement.social@inspq.qc.ca)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, Bibliothèque-  
que nationale du Canada, ISSN 1488-6499

1. Au moment d'envoyer sous presse, deux postes  
cooptés restaient à être comblés.

### La publication de la revue est rendue possible grâce à la contribution financière de :

La Table de coordination nationale en santé publique  
L'Institut national de santé publique du Québec  
Le Conseil du statut de la femme  
Le ministère des Affaires municipales,  
des Régions et de l'Occupation du territoire  
Le ministère du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation  
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Le ministère de la Santé et des Services sociaux

### Les « Amis de la revue *Développement social* »

#### Les membres institutionnels

Carrefour de développement social par l'éducation populaire  
CDC Vallée-du-Richelieu  
Centraide du Grand Montréal  
Centre 1,2,3, GO  
Centre St-Pierre  
Coalition montréalaise des tables de quartier  
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité  
Conseil québécois du loisir  
Conseil régional de développement social des Laurentides  
CDR Outaouais - Laurentides  
Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs  
Place aux jeunes en région  
Regroupement des CDEC du Québec  
Regroupement économique et social du Sud-Ouest  
Regroupement québécois des intervenants  
et intervenantes en action communautaire  
Relais-femmes  
Réseau francophone international pour la promotion  
de la santé  
Réseau québécois de développement social  
Réseau québécois de revitalisation intégrée  
Réseau québécois de Villes et Villages en santé  
Solidarité rurale du Québec  
Table nationale des CDC  
Ville de Montréal

#### Membres individuels

Madame Ariane Émond  
Monsieur Laurent Saint-Jacques  
Madame Paquerette Gagnon  
Monsieur Franck Lebeau  
Madame Geneviève Giasson

#### Membres associés

Agence de la santé et des services sociaux  
de la Montérégie  
ARUC - Développement territorial et coopération  
ARUC - Innovation sociale et développement des  
communautés  
Chaire de recherche du Canada en organisation  
communautaire  
Chaire Desjardins en développement des petites  
collectivités (UQAT)  
Conseil du statut de la femme  
Institut national de santé publique du Québec  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Office des personnes handicapées du Québec  
Réseau québécois en innovation sociale  
Secrétariat à l'action communautaire autonome  
et aux initiatives sociales

# PARUTIONS ANTÉRIEURES



Adressé à :

Adresse de retour :

Revue Développement social  
Institut national de santé publique du Québec  
190, boul. Crémazie Est  
Montréal (Québec) Canada H2P 1E2